

# var entreprises le Magazine



Le journal économique  
varois édité par l'upv

Juin  
2024

# Actualités du 1<sup>er</sup> semestre 2024

" Var entreprises a parlé,  
parle ou parlera de vous un jour..."

Twitter



Instagram



Facebook



LinkedIn



... n'attendez pas que d'autres  
vous en parlent ! "

**var** ✨ entreprises

Le journal économique varois édité par l'upv

# Regard

## Être à la page

« Bien informés les hommes sont des citoyens ; mal informés ils deviennent des sujets », écrivait l'économiste et sociologue Alfred Sauvy.

Alors que le monde change, que les informations abondent, (trop) souvent par le prisme de réseaux sociaux sans filtre concourant à rendre plus anxiogène encore une période complexe, nous essayons de bien de vous informer.

C'est la vocation de notre magazine indépendant « Var entreprises », qui porte en permanence son regard sur le quotidien des dirigeants, de leurs entreprises, des organisations syndicales rassemblées par l'Union Patronale du Var, sur les femmes et hommes engagés, et en corollaire sur l'attractivité de nos territoires.

Dans information, il y a formation, et nous en parlons beaucoup, plus encore nous essayons d'en faire beaucoup, parfaitement conscients que la relation avec les jeunes est un enjeu essentiel. 81 % d'entre eux travailleront dans nos entreprises. Construire l'avenir de la jeunesse est érigé en credo dans nos établissements que sont l'École de 2<sup>e</sup> Chance et l'Institut Méditerranée du Sport, de l'Animation et du Tourisme. Cela passe conjointement par l'implication des entrepreneurs.

L'époque perturbée, inflationniste même si cela se régule, conflictuelle par le retour de guerres à nos portes, à peine et pas tout à fait remis de la crise Covid, n'est pas sans impact sur la santé mentale des gens, des dirigeants, des travailleurs. Nous sommes à l'écoute des maux, en particulier grâce à la maîtrise de ces sujets par notre service social Enosys.

Nous l'avons traduit en mots à la faveur d'un ouvrage « maison » publié aux éditions Capculture du groupe Charlemagne (voir pages 90/91), « QVCT de A à Z ou le bien-être à la lettre », dédié à la qualité de vie et des conditions de travail en France.

Porter à votre connaissance les évolutions sociétales fait partie de notre volonté de vous informer et conjointement de faire passer des messages en haut lieu. Ainsi, j'ai remis personnellement ce livre blanc à la ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités.

Les sujets ne manquent pas, notre volonté d'être à la page non plus. En voici une centaine...

Bonne lecture

Véronique Maurel  
Présidente de l'Union  
Patronale du Var



var ✨ entreprises — Édité par l'Union Patronale du Var

Magazine d'actualité économique et sociale dans le département du Var

[www.var-entreprises.com](http://www.var-entreprises.com)

Directeur de la publication : Marc-Antoine Moché

Rédacteur en chef & reportages : Olivier Réal — Crédits photos : UPV

Publicité : Alexandra Boragno — 06 17 42 57 08

Conception graphique : Agence Declik / Toulon — Impression : Caractère / La Seyne

# Sommaire

## 2024 ✨ janvier

Embarquement immédiat pour 2024 avec l'UPV	6
Prévention bien ordonnée au Tribunal de Commerce de Toulon	10
Café des entrepreneurs Made in PME au campus RCT	12
Apprentissage, l'aide exceptionnelle reconduite	14
Toulon: un DU Service Public de la Justice Economique	16
L'immobilier cherche à savoir où il habite...	18
Santé mentale au travail: une approche... clinique	20
Les jeunes de l'E2C Var sur « l'autoroute » de l'insertion	22

## ❖ février

Charlemagne à livre ouvert...	24
Élan Jeunes 83, acte II, scène 1	26
PACA Participations: « mission » accomplie	28
Saint-Tropez: le (club) management, c'est la santé	32
Congés payés et maladie: la suite, en attendant la fin	34
Clara Semenzato: qui sait écouter peut être celle qu'on écoute	36
L'UPV ne manque pas de « crédit » auprès de la Banque de France	38

## ❖ mars

BTP/E2C: connaître le chemin ne dispense pas du parcours	40
Rémy Rouvier Reynier ou la passion d'entreprendre	42
Avec l'UPV, les indépendants ne sont pas seuls	44
Décollage le 4 avril pour l'Eco du Golfe	46
Bexter surfe sur le net plus ultra !	48
« L'Alim E2C »: l'épicerie solidaire lève le frein alimentaire	50
Soleil du Sud s'offre un nouveau toit	52
Simplification de la vie des entreprises, mythe ou réalité?	56

# chronologique

## ❖ avril

Sanary: pari tenu pour le Casino Vikings	58
Chef d'entreprise un jour, chef d'entreprise toujours	60
L'IAE fait « l'union » avec les entreprises	62
Sur la piste de l'Eco du Golfe	66
Cybersécurité sur toute la ligne à l'ISEN	68
Audrey Laguens: qui a confiance en soi conduit les autres	70
Service(s) gagnant(s) à l'ImSAT avec Gilles Moretton	72
À Brignoles, l'UPV fait à nouveau la foire	74
Chose promise chose « DU »	78

## ❖ mai

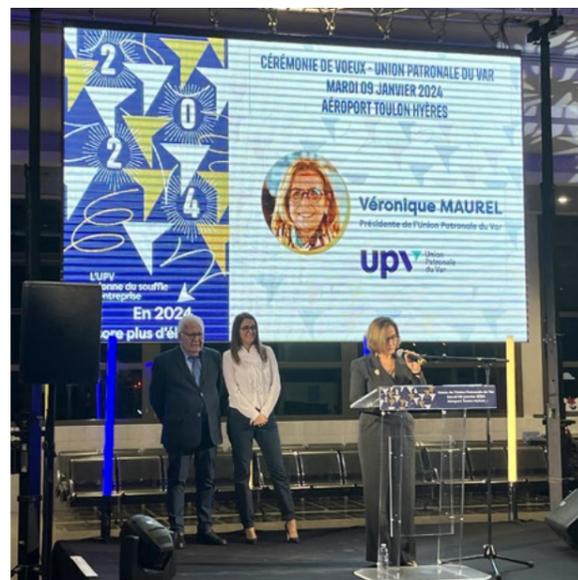
FBTP 83 : Fabien Piersanti, nouveau pilote dans l'avion	80
Le lycée professionnel de La Cordeille valorise ses filières	84
Hameau de Montrieux : et au milieu coule une rivière	86
Stages de seconde : réussir collectivement la première !	88
« La QVCT de A à Z ou le bien-être à la lettre »	90
MEDEF et CPME s'opposent au CETU obligatoire	92
L'indicateur climat, nouveau baromètre de la Banque de France	94
50 ans de propreté des territoires pour Pizzorno Environnement	96
<b>Index par catégorie</b>	<b>98</b>

# Embarquement immédiat pour 2024 avec l'UPV

\* L'aéroport Toulon-Hyères a connu une affluence exceptionnelle le 9 janvier à la faveur des vœux de l'Union Patronale du Var. Un embarquement inédit pour la nouvelle année, rassemblant autour de la présidente Véronique Maurel plus de 400 chefs d'entreprises, élus, partenaires, acteurs économiques et publics du territoire.

Ravie, Basma Jarbouai, directrice de l'aéroport Toulon-Hyères, d'accueillir pour la première fois les vœux de l'Union Patronale du Var, dans le vaste hall principal. Malgré la forte affluence, en l'occurrence plus de 400 personnes, le lieu s'est révélé parfait pour l'événement, laissant de larges espaces à chacun pour se mouvoir et échanger. Lors de sa courte intervention, la directrice a profité de l'auditoire et du moment pour encourager les chefs d'entreprise et décideurs publics présents à participer à l'essor de l'aéroport, à insuffler une montée en puissance des destinations et des fréquences, forcément liée à la demande et à la fréquentation. Jean-Pierre Giran, maire de Hyères et président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, a aussi émis le souhait d'un développement de la plateforme aéroportuaire, évoquant avec un brin de nostalgie le temps où les offres de vols pour aller à Paris se faisaient concurrence. Il a dans ce contexte lancé un appel collectif, au nom de tout le monde économique et de tous les élus, afin d'atteindre un niveau de fréquentation que mérite ce territoire, tout en saluant le travail de la direction de l'aéroport et du groupe Vinci.

« Madame la présidente, vous avez choisi de présenter vos vœux dans cet endroit auxquels les hyérois sont particulièrement attachés », s'est-il félicité en s'adressant à Véronique Maurel, présidente de l'Union Patronale du Var, soulignant la vivacité de son territoire métropolitain créateur d'emplois et de richesses. Jean-Pierre Giran a également fustigé les contraintes imposées par « l'infini créativité des parlementaires », au risque parfois – souvent –



↑ Une présence massive à l'aéroport appréciée par le maire de Hyères, Jean-Pierre Giran

d'injonctions contradictoires lorsque l'on encourage au développement d'emplois et de logements tout en bloquant les emprises au sol à terme avec le Zan (zéro artificialisation nette), c'est-à-dire la possibilité des entreprises de s'implanter et des gens de se loger... « C'est méconnaître les réalités de la vie économique ou de la vie tout simplement, et c'est votre effort Madame la présidente et celui des entreprises de faire comprendre aux décideurs publics que tout en respectant l'environnement, il faut aussi et surtout avoir une activité, un emploi, un logement. Je voulais vous en remercier ».



↑ Véronique Maurel, présidente de l'UPV

## Soutien à l'aéroport...

Véronique Maurel a pour sa part fait précéder son discours de vœux de deux interventions surprises et exceptionnelles en vidéo, de Patrick Martin, président du MEDEF, et de François Asselin, président de la CPME, souhaitant aux entrepreneurs du Var une bonne année. Des témoignages appréciés de soutien et de considération.

« Vous avez pu vous rendre compte que nos syndicats sont forts pour porter notre parole. Alors, c'est la première chose que j'ai à vous dire ce soir: le syndicalisme est plus fort que jamais. Nous avons besoin de vous tous pour mener à bien nos nombreux combats! », a-t-elle prôné d'emblée, rappelant celui en cours à propos des arrêts maladies qui produisent des congés! « Voilà pourquoi nous devons tous être unis pour travailler dans l'intérêt général de nos entreprises, mais surtout pour les défendre ».

La présidente de l'UPV s'est ensuite inscrite à son tour en soutien indéfectible de l'aéroport Toulon-Hyères, « un équipement essentiel pour l'essor de notre territoire. Des vœux ici, c'est inédit et innovant! Encore merci Madame la directrice, chère Basma. Je me souviens encore de votre réaction lorsque je vous ai proposé l'organisation de cet événement lors de ma venue pour la signature de notre convention de partenariat. D'abord surprise, vous avez immédiatement adhéré à l'idée. Ce lieu est parfait pour embarquer vers 2024 et nous faire embarquer depuis Toulon-Hyères! ».

## ... à l'économie de proximité...

En cette occasion privilégiée que sont les vœux pour se recentrer, faire le point sur ce qui a été fait et sur ce qu'il reste à faire, Véronique Maurel a rappelé les challenges réussis en 2023. À savoir, entre autres, le renforcement de l'unité MEDEF/CPME, remerciant Stéphane Benhamou d'avoir accepté de devenir son président adjoint et en même temps le président du MEDEF Var; la réorganisation interne de l'UPV autour des missions et des services, conduite en duo par le secrétaire général Marc-Antoine Moché et le directeur général des services, Alain Ortali; les succès du service social Enosys qui performe dans les entreprises, contribue à pérenniser les emplois et déploie son expertise sur la qualité de vie et des conditions de travail; les centres de formation du groupe qui ont accueilli plus de 2000 stagiaires, avec une offre

**« Nous avons besoin de tous pour mener nos nombreux combats »**

Véronique Maurel



↑ Basma Jarbouai, directrice de l'aéroport Toulon-Hyères

corrélée aux besoins et aux attentes du territoire: UPV FD, Imsat et l'École de la 2<sup>e</sup> chance. Cette dernière ayant ouvert son 5<sup>e</sup> campus à La Seyne en octobre. La présence de proximité a été justement réaffirmée en 2023, au plus près des délégations, à Brignoles et en Provence Verte, à Draguignan et en Haut Pays Varois, à Fréjus Saint-Raphaël, ainsi que dans le Golfe de Saint-Tropez. Consolidation du lien entre l'UPV et ses adhérents, refonte de notre magazine économique Var entreprises afin de faire connaître les acteurs du territoire, ont également fait partie des actions menées et mises en exergue.

« L'engagement du partenaire incontournable que l'UPV représente n'est plus à démontrer sur notre territoire », confiait il y a peu le préfet du Var à la présidente, comme une incitation à poursuivre, bien entendu. Ainsi, 2024 verra naître l'académie des mandataires de l'UPV, destinée à répondre aux

besoins de formation de nos nombreux mandataires, de leur apporter du soutien, de veiller au recrutement de chefs d'entreprises prêts à s'engager et d'organiser des débats syndicaux sur tous les territoires afin de faire remonter les informations importantes pour l'UPV et nos organisations ».

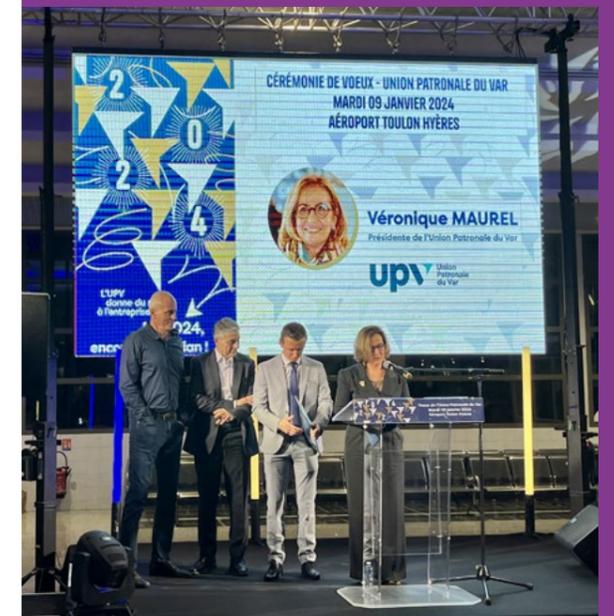
### ... à l'entreprise

Rapprocher l'école et l'entreprise fait aussi partie des ambitions de l'UPV en 2024. « Ce rapprochement est la solution à long terme pour faire face aux difficultés de recrutement, tout en permettant aux jeunes de découvrir de nouveaux métiers et redécouvrir peut-être la valeur travail. Surtout, essayons de garder nos jeunes pour enrayer la fuite des cerveaux. Comment aller sur les marchés internationaux quand on trouve

très peu de personnes qui parlent anglais? Cela s'apprend à la base! Et la base, c'est l'école ».

« Nous continuerons également à travailler, en partenariat avec l'État, le Département et les collectivités sur les freins à l'emploi afin de faire valoir vos difficultés et, tant que possible, vous apporter des solutions concrètes. Recrutement, logement, formation, garde d'enfant, autant de freins pesant sur notre économie, notre développement et notre business. On s'en doute, 2024 comprendra beaucoup d'inconnues sur la conjoncture économique et politique. Mais, au milieu de ces inconnues, j'ai quand même une certitude: l'importance de notre action syndicale patronale, militante, paritaire. Car c'est vous qui créez des richesses, de l'emploi, de l'attractivité sur notre territoire et c'est, tous ensemble, que nous contribuons activement à l'intérêt général. Plus nous serons unis et plus notre parole portera ».

« Sachez que nos services sont dirigés en ce sens, que nos équipes s'y attellent au quotidien, que notre capacité à vous représenter est intacte », a poursuivi la présidente. « Merci à elles, aux élus de mon bureau, aux membres du conseil d'administration qui me soutiennent et avec qui je travaille en toute transparence. Merci encore à tous les mandataires engagés à mes côtés, merci aux chefs d'entreprises qui nous font confiance, merci aux partenaires de l'Union Patronale du Var, toujours plus nombreux ». « J'ai appris en 2023 que les choses les plus importantes sont souvent les plus simples, alors je vous souhaite surtout l'essentiel, la santé », a adressé à l'assistance Véronique Maurel « en tant que commandant de bord de l'UPV », concluant son intervention par un très apprécié clip vidéo entièrement réalisé par les équipes du groupe Union Patronale du Var.



↑ Alain Ortali, directeur général des services, Stéphane Benhamou, président adjoint, Marc-Antoine Moché, secrétaire général, Véronique Maurel, présidente de l'UPV

En ce mois de janvier, outre l'aéroport Toulon Hyères, l'Union Patronale du Var présente ses vœux dans tous les territoires, au Château Saint-Maur à Cogolin, au Château de la Margillière à Brignoles, au Château Sainte-Roseline aux Arcs, au Clos des Roses à Fréjus.

↓ Beaucoup de monde pour l'événement



# Prévention bien ordonnée au Tribunal de Commerce de Toulon

✦ En ce début d'année 2024, le président du Tribunal de Commerce de Toulon, Patrick Romagnoli, rappelle aux dirigeants d'entreprises l'importance de la prévention des difficultés, alors que les défaillances montent en puissance dans une conjoncture incertaine.

2024 s'annonce compliquée sur le front des défaillances d'entreprises, après une année 2023 de reprise en la matière, atténuée par des amortisseurs. Outre les spécificités d'un tissu économique centré sur les services et le tourisme, conjointement à la forte présence de la Défense et des administrations, les impôts et surtout l'Urssaf n'ont pas assigné les entreprises en difficulté avant l'automne dernier, contrairement à d'autres départements et juridictions. La montée en puissance attendue des ouvertures de procédures collectives, constatée de façon plus ou moins importante ailleurs, est en train d'arriver. En l'occurrence, 480 procédures en 2023, contre 450 en 2022, 300 en 2021, loin, bien loin des 569 en 2019, année « normale » de référence. Il convient de considérer que, sans surprise, l'économie retrouve petit à petit son

niveau moyen d'avant-Covid, d'avant le « quoi qu'il en coûte », le confinement, le couvre-feu, la fermeture forcée et compensée par l'État (c'est-à-dire nous, nos impôts) de nombre d'activités dites non essentielles. Efficaces pour enrayer la crise et éviter la catastrophe, ces mesures ont un prix et l'addition est sur la table, même si des mesures comme les PGE, Prêts garantis par l'État, bénéficient pour les entreprises en difficulté d'un rééchelonnement jusqu'au 31 décembre 2026 (50 milliards de crédits octroyés aux TPE/PME depuis 2020 ont été remboursés, sur les 107 milliards au total).

Ce ne sont pas tant les PGE qui inquiètent le président du Tribunal de Commerce de Toulon, Patrick Romagnoli, que la montée significative des injonctions à payer lors des contentieux, qui ont fait un bond entre 2023 (1920) et 2019 (1439). « C'est la volonté d'un créancier de recouvrer sa créance rapidement. Une impatience qui alerte sur l'état d'esprit actuel, sur le peu de confiance dans la conjoncture, alors même que le nombre de contentieux est légèrement inférieur en 2023 (511 affaires contre 520) », constate-t-il.

## Pédagogie...

Autant de raisons pour mettre plus que jamais l'accent sur la prévention, qui, certes, est en amélioration au regard des 36 conciliations ou mandats ad hoc de 2023, contre 19 en 2022 et 23 en 2019, mais il y a loin de la coupe aux lèvres. « Les entreprises ne sont toujours pas réactives et se mettent en danger. Dans 80 %, voire 90 % des cas, lorsqu'un dirigeant vient au Tribunal de



« Ce tribunal que l'homme sent en lui est la conscience »

Emmanuel Kant

Commerce pour une procédure collective, de façon spontanée ou suite à une assignation, cela se termine par une liquidation, alors que 70 % des tentatives de conciliation connaissent un succès. Il ne s'agit pas de miracle, mais d'une règle simple: lorsque l'entreprise est en cessation de paiement, c'est trop tard! Nous sommes très regardants sur cela, les enjeux sont trop importants ». Les Modes alternatifs de règlement des différends, MARD, entrent pour ce faire de plus en plus dans le jeu, y compris au sein de la justice commerciale. Lorsque cela est possible, il vaut mieux un bon accord qu'un mauvais procès, surtout si cela prend des années de traitement et de renvois.

Très sensible au sujet de la prévention qu'il a su développer au Tribunal en tant que juge bien avant d'en prendre la présidence début 2023, Patrick Romagnoli reprend dans ce contexte en ce début d'année son bâton de pèlerin afin de faire de la pédagogie et de la communication sur ce plan, à l'écoute et au plus près des gens, aidée par l'Union Patronale du Var et sa présidente Véronique Maurel. Il fait ainsi le tour des syndicats professionnels (FNAIM), des institutions, travaille avec l'ordre des avocats, des commissaires aux comptes, des experts-comptables (sa famille de métiers).

## ... et formation

Autre pilier de sa feuille de route qui prend une nouvelle tournure en 2024, la formation des juges consulaires. « Nous avons finalisé la création d'un DU avec la Faculté de droit de l'Université de Toulon, validé par l'Éducation Nationale, permettant de les faire monter les juges en compétences et en qualité. Cela se passera le samedi matin. Je m'en réjouis et m'engage à montrer l'exemple. Tout est en mouvement permanent. Nous devons nous tenir au courant ».

Enfin, le président Romagnoli reste en vigilance sur les tentations récurrentes des autorités nationales à réformer les Tribunaux de Commerce, plus exactement à introduire des juges professionnels au milieu de juges consulaires, issus du monde professionnel. « Nous sommes des dirigeants, des chefs d'entreprise, nous avons la connaissance, le savoir, pour juger nos pairs, avec conscience, probité, sens de la discrétion et de l'intérêt général. Par notre implication bénévole, nous perpétons notre juridiction historique ». La plus ancienne de France.

Patrick Romagnoli, président du Tribunal de Commerce de Toulon





# Café des entrepreneurs Made in PME au campus RCT

\* Ce 16 janvier, le campus du RCT était le terrain privilégié d'un « Café des entrepreneurs » de l'UPV dédié à « Made in PME ».

« Made in PME Sud 2024 ». La thématique du « Café des entrepreneurs » de l'UPV, le 16 janvier sur le magnifique campus du Rugby Club Toulonnais, portait sur ce grand salon en gestation. Alain Gargani, président de la CPME Provence Alpes Côte d'Azur, est venu présenter cette vitrine de l'économie régionale aux côtés de Véronique Maurel, présidente de l'Union Patronale du Var et de la CPME 83, de Patricia Lassault, vice-présidente « Services » Toulon et Ouest Var, devant une cinquantaine de dirigeants varois d'entreprise. Les 18 et 19 avril au Parc Chanot de Marseille, 5000 participants décideurs sont attendus, 400 exposants de la région, 150 workshops, conférences et ateliers sont prévus, entre autres possibilités d'échanges. Il s'agit de permettre aux acteurs de l'économie régionale, issus de tous les départements, de mieux se connaître, de générer des courants d'affaires, de faire du business ensemble, de trouver de nouveaux fournisseurs, de nouveaux clients, de nouveaux collaborateurs, de rencontrer des grands groupes comme des TPE et PME.

Il s'agit conjointement d'aborder les transitions qui sont en première ligne de préoccupations des dirigeants, économique, digitale, environnementale, sociétale. Une dynamique pour les entreprises du Sud par les entreprises du Sud ! Si Alain Gargani espère

des ministres, Véronique Maurel souhaite que le Var y brille. Quoi de plus normal, puisque c'est le meilleur des territoires pour Hervé Stassinis, vice-président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée. En attendant, les dirigeants varois sont invités à y participer et à devenir les ambassadeurs de ce rendez-vous exceptionnel, [madeinpmesud.com](http://madeinpmesud.com).

## L'UPV transforme l'essai à Toulon

Cela fait près d'un an que l'Union Patronale du Var organise dans ses délégations de Draguignan, Brignoles, du Golfe de Saint-Tropez, de Fréjus, des « cafés des entrepreneurs », rendez-vous mensuels du matin, au café donc, dédiés aux rencontres entre dirigeants, répondant à l'appétence, à défaut d'appétit éventuellement, des dirigeants pour des événements courts, informatifs et conviviaux.

Le secteur de Toulon, siège de l'UPV, a donc petit-déjeuné à son tour le 16 janvier au campus du Rugby Club Toulonnais. Une première sur ce territoire s'agissant de cette formule d'échanges coucourant à générer des courants d'affaires, et un retour pour l'UPV un mois après y avoir réuni plus de 500 personnes pour la grande soirée du TOP 500, justement. L'occasion de faire découvrir aux chefs d'entreprises qui ne les connaissent pas encore les installations exceptionnelles du RCT organisées en hub économique unique en France puisqu'un centre sportif professionnel est normalement fermé. Or, celui-ci, avec vue imprenable sur les entraînements, est ouvert pour des événements divers et variés, modulables, pour des séminaires et conventions, comprenant 600 m<sup>2</sup> de salles en intérieur, 3700 m<sup>2</sup> à l'extérieur, dont 2500 m<sup>2</sup> couverts, offrant de multiples possibilités, festives, ludiques, professionnelles...

Café compris.



d'  
**ENTREPRENDRE**  
à  
**RÉUSSIR**

**1 MILLION DE PROFESSIONNELS ET D'ENTREPRISES ACCOMPAGNÉS\***

**BANQUE POPULAIRE MÉDITERRANÉE** **+X**

Banque Populaire Méditerranée. Siège Social : 457 Promenade des Anglais, 06200 Nice. Tél : 04 93 21 52 00\* [www.bpmed.fr](http://www.bpmed.fr). SA coopérative de BP à capital variable (art. L512-2 et suivants du CMF et les textes relatifs aux BP et aux établissements de crédit) - 058801481 RCS Nice. ORIAS N°07005622 - TVA intracommunautaire FR 6105801481. Succursale de Monaco - 3-9 Boulevard des Moulins - MC 98000 Monaco RCI 00S03751 - TVA : FR 64000053529 - Tél : +377 92 16 57 57\* - [www.banquepopulaire.mc](http://www.banquepopulaire.mc). \*Appel non surtaxé, coût selon opérateur. Entité du Groupe BPCE, titulaire de l'identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581\_01QHNQ délivré par l'ADEME. • Crédit photo : Yann Stofer • ROSA PARIS • Réalisation : [pointvirguledesign.fr](http://pointvirguledesign.fr)

PARIS 2024 PARIS 2024

PARTENAIRE PREMIUM

# Apprentissage, l'aide exceptionnelle reconduite

\* L'aide exceptionnelle versée aux employeurs d'apprentis et de salariés en contrat de professionnalisation est reconduite pour l'année 2024 par le décret n°2023-1354 du 29 décembre 2023. Elle complète l'aide unique à l'apprentissage afin de couvrir tous les niveaux de formation, jusqu'au niveau bac + 5.

Cette aide est accordée au titre des contrats d'apprentissage ou de professionnalisation déposés par les Opco (opérateurs de compétences) auprès de l'administration entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2024. D'un montant de 6000 € au titre de la première année d'exécution, elle est versée mensuellement dès le début de l'exécution du contrat d'alternance, avant le paiement de la rémunération.

La combinaison de l'aide exceptionnelle et de l'aide unique permet d'accorder un soutien financier aux entreprises au titre de l'ensemble des embauches de jeunes en contrat d'apprentissage et de professionnalisation réalisées jusqu'à la fin de l'année 2024, dès lors que le diplôme visé ne dépasse pas le niveau du master.

En effet, l'aide exceptionnelle continue à compléter le champ de l'aide unique afin de couvrir :

- les contrats d'apprentissage visant un niveau de qualification équivalant au moins au bac + 2 et au plus au niveau master ou bac + 5, dans les entreprises de moins de 250 salariés ;
- les contrats d'apprentissage visant l'obtention d'une certification ne dépassant pas le niveau master ou bac + 5, dans les entreprises de 250 salariés et plus ;
- les contrats de professionnalisation conclus avec des jeunes de moins de 30 ans et visant soit une certification ne dépassant pas le niveau master ou bac + 5, soit un certificat de qualification professionnelle de branche ou interbranche (CQP et CQPI).

Le versement de l'aide par l'ASP reste automatique une fois le contrat d'apprentissage ou de professionnalisation déposé.

Pour ouvrir valablement droit aux aides concernées, les contrats en alternance conclus avant 2023 devront avoir été transmis par les employeurs et déposés par les OPCO avant le 31 mars 2024.

## Conditions pour les entreprises d'au moins 250 salariés

Les entreprises de 250 salariés et plus doivent toujours s'engager à :

- soit compter 5 % de contrats favorisant l'insertion professionnelle dans leurs effectifs (contrat d'apprentissage et de professionnalisation, VIE, Cifre) au 31 décembre de l'année suivant celle de conclusion du contrat, et donc au terme de l'année 2025 ;
- soit occuper au moins 3 % d'alternants (contrat d'apprentissage et de professionnalisation) dans leurs effectifs au terme de l'année 2025 et avoir connu une progression de 10 % du nombre d'alternants par rapport à l'année 2024 (ou respecter le quota de 3 % et être couvert par un accord de branche prévoyant une progression du nombre d'alternants en 2025 de 10 % dans les entreprises de 250 salariés et plus et justifier de cette progression).



Elles doivent également transmettre à l'ASP leur engagement à respecter ces conditions liées au quota d'alternants dans les huit mois suivant l'embauche, et également justifier du respect de cet engagement au plus tard le 31 mai de la seconde année suivant celle au cours de laquelle le contrat d'apprentissage ou le contrat de professionnalisation a été conclu. Soit le 31 mai 2026, faute de quoi l'aide sera récupérée par l'ASP.

Croyant profondément aux vertus de la coopération entre l'École et l'entreprise, conscients qu'aider les jeunes à s'insérer dans la vie professionnelle est un véritable enjeu au regard des problématiques d'emploi et de recrutement que rencontrent les entreprises, l'Union Patronale du Var, le MEDEF VAR et la CPME VAR saluent cette initiative.

L'alternance permet de former de nouveaux collaborateurs aux méthodes de travail de l'entreprise, de les intégrer à la vie et à la culture de celle-ci et de leur apprendre un métier, tandis que pour les jeunes ces contrats sont des expériences irremplaçables et enrichissantes.

Les établissements de formation et d'insertion du groupe UPV en sont une parfaite illustration, en particulier l'Institut Méditerranéen du sport, de l'animation et du tourisme (ImSAT) qui accueille quelque 600 apprentis par an et dépasse 85 % de taux de réussite...

## Contact entreprises adhérentes

**Lou Derin –**  
**juridique@upv.org**

# Toulon : un DU Service Public de la Justice Economique

\* L'Université et le Tribunal de Commerce de Toulon ont initié une nouvelle formation permettant de faire monter les juges consulaires en compétences: le Diplôme Universitaire (DU) Service Public de la Justice Économique. Le démarrage est imminent, mais il reste encore des places.

Finalisée par le Tribunal de Commerce de Toulon et la Faculté de Droit de l'Université, la première session du DU Service Public de la Justice Économique doit débiter courant février. Cette formation répond à une demande de ces tribunaux soucieux d'assurer les fondements de leur fonction juridictionnelle que sont la connaissance du droit et l'expérience du monde de l'entreprise, de garantir l'égalité des citoyens devant la justice et le bon fonctionnement de ce service public.

Ce DU vise à instituer une formation juridique destinée à tout chef d'entreprise et à l'exercice de la fonction de magistrat consulaire. Conjointement, elle ambitionne d'approfondir les connaissances des participants sur les fonctions non juridictionnelles: conseil, prévention, modes alternatifs de règlement des différends (MARD). L'évolution législative et réglementaire impose également une mise à niveau constante des juges tout au long de leur mandat, qui sera ainsi facilitée.

## 150 heures d'enseignement

Sont concernés les juges consulaires et les juges spécialisés des juridictions consulaires. À savoir: juge consulaire, juge rapporteur, juge commissaire, président de formation de jugement, président de chambre, délégué du président (pour les référés notamment) et président de Tribunal de Commerce. Il constitue aussi une opportunité de mise à niveau pour les juges candidats avant leur entrée éventuelle en fonction.

Dispensés le mardi et le samedi en présentiel à l'UFR Droit de l'Université de Toulon, les cours peuvent être proposés en distanciel de façon exceptionnelle. Au programme, deux niveaux d'enseignement: un volet général et un volet plus spécifique correspondant aux domaines de la compétence d'attribution des Tribunaux de Commerce. 150 heures d'enseignement sont organisées en deux semestres égaux. Le premier sera dédié à la procédure civile et aux voies d'exécution, à la théorie générale des contrats, aux contrats spéciaux, au droit des sûretés, à l'analyse d'un bilan, aux questions prioritaires de constitutionnalité; le second se consacrera à la procédure commerciale, au droit des sociétés, aux entreprises en difficulté, au droit pénal des affaires, aux modes alternatifs de règlement des différends. Les formateurs sont des enseignants de l'Université de Toulon, des magistrats, des avocats ou des socio-professionnels spécialistes du domaine. La première session du DU est en cours de formation, mais il est encore possible de s'inscrire. Engagez-vous!

### Renseignements

[callisto.univ-tln.fr/eCandidatFP](mailto:callisto.univ-tln.fr/eCandidatFP)  
[dfpa@univ-tln.fr](mailto:dfpa@univ-tln.fr) - 04 94 14 26 34



Jean-Louis MASSON,  
Président  
et l'assemblée départementale



LE DÉPARTEMENT

# VAR INSERTION TRAVAIL

## LA NOUVELLE STRATÉGIE DYNAMIQUE DU DÉPARTEMENT POUR LA REPRISE D'ACTIVITÉ



PARTOUT, POUR TOUS, LE VAR ACTEUR DE VOTRE QUOTIDIEN

# L'immobilier cherche à savoir où il habite...

\* Alors que la crise du logement impacte la population, les entreprises, l'attractivité économique..., la FNAIM du Var, organisation syndicale membre de l'UPV, a analysé le marché dans sa globalité, les tendances en année glissante et les perspectives. Un éclairage de professionnels bien utile pour comprendre la situation.

Premier syndicat des professionnels de l'immobilier en France et en Europe, la FNAIM représente 400 points de ventes et 2700 emplois directs dans le Var, département au sein duquel la Fédération existe depuis 100 ans (fêtés en 2023). Ses constats et analyses sont précis, étayés et souvent éclairants pour comprendre les tendances et évolutions, particulièrement atypiques ces dernières années. D'abord inquiétante et plongeant tout le monde dans l'inconnu au moment du confinement du printemps 2020, la crise Covid a en effet boosté comme jamais le marché en termes de volume de transactions puisque records sur records ont été battus, dépassant allègrement le million de ventes en France trois années de suite. La chute de 2023 n'en a été que plus rude...

## Choc majeur en 2023

Anne-Charlotte Reich, présidente de la Chambre de l'immobilier FNAIM du Var, et Jean-Marc Stéfanini, vice-président (et président de la délégation varoise de l'Observatoire Immobilier de Provence), ont décrypté la situation, constatant eux aussi la descente violente des sommets vers le manque d'oxygène, faisant courir le risque d'asphyxie économique. « La crise annoncée est aujourd'hui devenue réalité. Le quadruplement des taux d'intérêt en deux ans a eu raison de la dynamique du marché. L'année 2023 devrait se terminer avec une baisse de ventes de logements anciens en France de 21 %, à 885 000 transactions (1,2 million en 2022), soit la

plus forte jamais observée sur un an depuis un demi-siècle. Un choc majeur, accentué par un effondrement des ventes dans le neuf en 18 mois, au plus bas depuis 1995 ! En 2024, la baisse des prix enregistrée l'année dernière doit s'accélérer pour redonner du pouvoir d'achat aux acheteurs. L'offre de biens disponibles à la vente s'est reconstituée et ne représentera plus un facteur de soutien pour les prix en 2024. Le marché du logement est passé d'une pénurie à l'autre, touchant désormais les biens à louer, avec une offre insuffisante. Des mesures publiques d'accompagnement aptes à répondre aux difficultés rencontrées sont plus que jamais nécessaires ».

## Stabilité attendue en 2024

L'analyse est limpide et les professionnels lucides sur l'absence d'une politique de logement digne de ce nom au plus haut niveau, illustrée en ce moment par l'absence d'un ministre dédié alors que le sujet

↓ Anne-Charlotte Reich, présidente de la Chambre de l'immobilier FNAIM du Var, et Jean-Marc Stéfanini, vice-président



## « Un petit chez soi vaut mieux qu'un grand chez les autres »

concerne tous les habitants, touche tous les secteurs, l'emploi, l'attractivité des territoires, crée les conditions du développement économique, de la richesse fiscale pour les pouvoirs publics. L'impact est général, au point de réclamer une cause nationale, sachant que les dégâts sur le BTP et les recettes des collectivités sont déjà là. La FNAIM fait des propositions en ce sens au législateur, pour le moment sans réponse.

À l'échelle du Var, qui compte 718 479 logements, la baisse est de 20,3 %, à 23 957 ventes conclues, avec un prix moyen de logement (maisons et appartements confondus) de 4327 euros le m<sup>2</sup>, en évolution sur l'année de + 3,4 %, contre + 10,4 % sur deux ans et + 28 % sur cinq ans.

Cette stabilité des prix, assortie d'une légère baisse de l'inflation, actuelle et projetée, mais aussi d'un arrêt de l'augmentation des taux d'intérêt, dont on peut même espérer un recul autour des 3,5 % d'ici la fin de l'année après avoir dépassé les 4,5 %, permettent de tempérer les inquiétudes. Anne-Charlotte Reich et Jean-Marc Stéfanini invitent d'ailleurs les acheteurs à revenir sur le marché au regard de cette stabilisation qu'ils espèrent durable. « Les vendeurs et les acheteurs vont se retrouver, les investisseurs vont revenir », affirment-ils, tout en rappelant qu'une vente n'est pas un « one shot », qu'il s'agit d'un processus par lequel chacun a besoin d'être rassuré et encadré par les professionnels qui sécurisent la transaction, agissant en tiers de confiance. Après l'euphorie de l'abondance qui crée des marchés d'opportunité, la crise génère comme à chaque fois une sorte de sélection naturelle des compétences.

## Projection durable

S'agissant de l'offre locative, la demande est très forte et les conséquences du blocage du parcours résidentiels parfois dramatiques, à commencer par le logement social qui a dépassé les 40 000 demandes pour un parc de 60 000 biens. À raison d'une offre nouvelle annuelle moyenne de 2 000 logements, il faudrait 20 ans pour combler les attentes actuelles sans prendre d'autres candidatures... Pour le reste du locatif, 15 à 20 dossiers arrivent quotidiennement dans les heures qui suivent la publicité d'un bien



mis sur le marché par les agences. Il faut être patient, moins exigeant, se décider tout de suite ou presque, sans garantie d'être retenu. La période est complexe, injuste pour les moins aisés et les moins bien renseignés.

Tout est lié, systémique. La baisse durant et après le Covid des délivrances de permis de construire, de l'ordre de 30 %, s'est répercutée sur le nombre de logements neufs et inévitablement sur tous les segments de l'ancien. Il est urgent de réagir. La grande socio-économique se fait de plus en plus pressante.

En outre, la « donnée écologique », indispensable compte tenu des bouleversements climatiques, transforme les nouvelles contraintes en injonctions contradictoires, puisque l'on encourage le développement d'emplois et de logements tout en bloquant les emprises au sol à terme, avec pour conséquences l'impossibilité pour les gens de se loger et pour les entreprises de s'implanter...

Sur ce même champ, la lutte contre les passoires thermiques, imposant aux propriétaires bailleurs d'effectuer des travaux pour pouvoir continuer de louer, fait courir le risque d'accentuer le déséquilibre du ratio offres/demande déjà déficitaire, craint-on à la FNAIM (au 1<sup>er</sup> janvier 2025, les logements dont le DPE - diagnostic de performance énergétique - sera classé G ne pourront plus être légalement loués). Le syndicat propose d'ailleurs de créer un processus de vente en l'état futur de rénovation énergétique, incluant la double possibilité de prix décotés avant travaux ou de prix avec travaux, assortissant chaque vente de la garantie qu'ils seront bien effectués. Pour le plus grand plaisir des locataires qui réclament ces améliorations, synonymes d'économies dans leur consommation électrique.

La problématique est néanmoins relativement limitée dans le Var. Les DPE réalisés au cours des 4 derniers trimestres, sur 54 838 logements, font état de seulement 7,4 % de biens concernés, classés en G ou F, contre 14,3 % sur le plan national. En la matière, le baromètre est favorable, ce qui, compte tenu de la période, fait du... bien, justement.

Au final, améliorer la qualité du parc de logements est aussi une façon de se projeter durablement.

# Santé mentale au travail : une approche... clinique

\* La Clinique Saint-Martin d'Ollioules (groupe Ramsay) et l'Union Patronale du Var ont renouvelé leur partenariat visant à prendre soin de la santé mentale des salariés et dirigeants d'entreprises. Le service social Enosys de l'UPV y veille.

Le premier traitement de la souffrance au travail est l'arrêt, ce qui, souvent, ne permet pas de régler le problème, mais juste de mettre de la distance. La reprise est alors compliquée. Les conséquences humaines sont doublées d'un impact social et économique considérable, estimé à 170 milliards d'euros par an de coût global collectif, dont 126 milliards liés à la perte de productivité ! La santé mentale est ainsi devenue le premier poste de dépense médicale devant la cancérologie et la cardiologie, d'où la prise en considération au plus haut niveau de l'État. À défaut de feuille de soin, la feuille de route de Bercy vise à enrayer l'hémorragie.

Celle de l'Union Patronale du Var s'appuie sur son service Enosys de psychologues du travail et d'assistantes sociales, que dirige Isabelle Innocenti, pour agir à l'interface des entreprises, de leurs dirigeants, de leurs salariés. En l'occurrence avec la Clinique Saint-Martin d'Ollioules, établissement de santé mentale privé spécialisé dans la prise en charge de personnes adultes atteintes de troubles psychiatriques et psychosomatiques. Membre du groupe Ramsay, entreprise à mission leader de l'hospitalisation privée en France, cette clinique implantée à Ollioules depuis 1965 déploie une offre experte et complète de parcours personnalisés de soins permettant un rétablissement et une reprise des activités (sociales, familiales, professionnelles).

## Prendre conscience

Selon son directeur, Franck Blanc, désormais, on parle de santé mentale et non plus de psychiatrie. Un habillage qui inquiète moins sur la forme, mais

ne change rien au fond, d'autant que la situation s'aggrave, accentuée conjointement par la crise Covid, les angoisses du confinement, les questionnements qui ont suivi, la nouvelle organisation du (télé)travail nécessitant encadrement et accompagnement. Bref, la quête de sens met beaucoup de personnes sens dessus dessous...

Bien qu'une « vague » de dégradation massive de la santé mentale, redoutée un temps, ne se soit heureusement pas produite, la mer est néanmoins agitée, en particulier pour le flot de jeunes adultes qui ont pris de plein fouet le confinement, découvrent la guerre à nos portes, vivent au quotidien à l'écoute des réseaux sociaux sans filtre et anxiogènes, reçoivent en permanence des images violentes que la sphère familiale n'arrive plus à tempérer. « La population des 18 - 25 ans que nous recevons a été multipliée par 5 de 2019 à 2023, passant désormais à 10 % du total de nos patients. Cela implique une approche particulière, différente des autres générations », explique en connaisseur Franck Blanc.

Si, globalement, 20 % des Français sont atteints de troubles mentaux, un arrêt de travail sur deux est lié à un problème de santé mentale (dépression, burnout...). L'un des psychiatres de la Clinique, le docteur Nicolas Bals, différencie deux types de pathologies, l'un d'ordre médical, plus « classique », et l'autre d'ordre social, dont l'expression est croissante, notamment s'agissant de dépressions légères, sans augmentation de la prévalence sur le premier au contraire du second. « Nous mettons des mots médicaux sur des problèmes », qui sont aussi des maux sociétaux, « ne nécessitant pas forcément de traitements médicaux, mais surtout une libération de la parole, sur les situations. Cette parole est

## « Ici, l'économique est au service du social »

Franck Blanc



↑ Nicolas Bals, psychiatre, Anissa Payan, assistante sociale de l'Union Patronale du Var, Franck Blanc, directeur de la Clinique Saint-Martin

même parfois trop ouverte, avec des attentes trop importantes par rapport à la souffrance exprimée. Il y a une formalisation du mal-être et un enfermement par rapport à un besoin permanent, sans beaucoup de solutions », constate-t-il. « Nous pouvons aider, bien entendu, y compris à sortir du tout médicamenteux le cas échéant, mais cela nécessite que le patient soit acteur de son changement. C'est essentiel ». Pour ce faire, entre autres actions, 27 ateliers sont proposés afin de coller au plus près de la pathologie de chacun et selon une gradation étudiée, sophrologie, yoga, théâtre, diététique, café philo, photo langage...

## Prendre toute sa part

Cet « aller vers » favorisant l'autonomie est une valeur ajoutée « maison », facilitée par la maîtrise des soins ambulatoires générant une grande souplesse dans le traitement de phases aiguës. Une présence de première importance alors que l'offre en la matière, publique et privée, est en grave déficit, dans le Var comme ailleurs, insuffisamment relayée par la psychiatrie de ville (par ailleurs coûteuse). La Clinique Saint-Martin affiche ainsi 1000 patients par an, 89 lits, 22 places en hospitalisation de jour le matin et autant l'après-midi. Elle lance un projet majeur d'extension de 3500 à 5800 m<sup>2</sup> qui va débiter cet été (durant 24 à 30 mois sans interruption de l'activité), afin d'améliorer les conditions d'hébergement, le confort de travail, le niveau de prestations, l'accueil inconditionnel des personnes. Un beau cadeau en perspective pour ses 60 ans. Pour ses patients et pour son personnel aussi et surtout, soit 60 équivalents temps plein.

« Ici, l'économique est au service du social », revendique Franck Blanc. Le lien avec le service social, justement, de l'Union Patronale du Var, est d'autant plus évident et facilité. La convention de partenariat, qui vient d'être renouvelée par le directeur de la Clinique Saint-Martin et la présidente de l'UPV, Véronique Maurel, invite les deux entités à mieux se connaître et à renforcer la prévention additionnelle. « Dans le cadre de nos accompagnements, nous sommes en première ligne avec les entreprises, leurs dirigeants et les salariés », confie Anissa Payan, assistante sociale et coordinatrice du service Enosys du syndicat patronal. « En outre, les aspects psychosociaux sont notre cœur de métier. Nous savons identifier les sources de stress au travail, les complexités familiales croisées, les problématiques d'isolement, les risques divers, et accompagner les personnes vers un mieux-être, incluant là aussi l'autonomie. Il est bénéfique pour tout le monde que nous partagions nos ressentis, nos pratiques et des actions communes d'information préventive. Il s'agit parfois simplement de rassurer, de redonner confiance ».

Il s'agit également pour chacun de prendre toute sa part dans cette démarche commune et solidaire, par laquelle les adhérents de l'UPV peuvent bénéficier d'un accès prioritaire d'admission selon les indications du projet médical de l'établissement, dans la limite de ses capacités et disponibilités, mais aussi possiblement d'un conseil ou d'un avis par téléphone, voire, à terme, de téléconsultations.

Une approche clinique de nature à faire mieux apparaître le sens des comportements sur le sujet, depuis les représentations individuelles jusqu'aux avancées collectives.

# Les jeunes de l'E2C Var sur « l'autoroute » de l'insertion

\* Les responsables de Vinci Autoroutes ont accueilli sur le chantier de l'élargissement de l'A57, à l'Est de Toulon, une vingtaine de jeunes de l'École de la 2<sup>e</sup> Chance en « Parcours spécialisé BTP » afin de leur montrer divers aspects d'un aménagement de grande envergure. Une sensibilisation par l'exemple.

La « Prépa BTP » est une expérimentation imaginée par l'École de la 2<sup>e</sup> Chance du Var avec la Fédération du BTP 83, consistant à sourcer une vingtaine de jeunes d'un côté et une vingtaine d'entreprises de l'autre, et de faire « matcher » les uns et les autres durant 6 semaines, entre début janvier et mi-février, à la faveur de sensibilisations théoriques et d'immersions de terrain. Dans ce contexte, et en attendant de savoir si la démarche se traduit par des contrats professionnels (entre autres sorties positives possibles), la journée du 18 janvier a été pour le moins exceptionnelle pour les jeunes en quête de métier, encadrés par le chef de projet Samir Hadji, chargé des relations entreprises à l'E2C, et son équipe.

## En chantier

Ils ont en effet été reçus à la base-vie du chantier Vinci Autoroutes de l'élargissement de l'A57, en particulier en début de matinée par le directeur opérationnel Grand Sud Salvador Nunez, maître d'ouvrage, qui est venu échanger avec eux. Fort de son appétence depuis toujours pour l'insertion, de sa grande expérience dans le secteur, du franc-parler aussi qui le caractérise et qui en fait un personnage atypique et attachant, il s'est adressé aux jeunes avec une franchise appréciée. « Il y a une vraie possibilité de progression dans le bâtiment et les travaux publics. Nous sommes parmi les rares professions au sein desquelles on peut arriver avec rien. Nous formons puis nous valorisons les gens qui le méritent. Non seulement nos métiers sont de moins

en moins pénibles, mais nos salariés gagnent très bien leur vie, beaucoup plus que nombre de gens diplômés. Je vous encourage à vous y intéresser, il y a des besoins croissants et de belles opportunités ». La clé, c'est l'envie, a-t-il également revendiqué, y compris celle d'être utile, précisant en forme de clin d'œil pour son auditoire de jeunes qui se cherchent un avenir qu'avoir de la personnalité « cela passe bien dans les TP, mieux qu'ailleurs. Des entreprises petites, moyennes ou grandes sont toutes en recherche de ressources humaines ».

## « Crois que tu y arriveras et tu seras à mi-chemin »

*Théodore Roosevelt*

Un message plein d'espoir de la part de cet enfant de Casablanca fier de ses racines, qui s'est élevé à la volonté et au travail pour sortir de sa condition, bien placé pour leur dire à son tour « soyez fiers de ce que vous êtes, de qui vous êtes, mais sachez que si vous ne faites pas d'efforts rien ne sera possible. Ayez les yeux ouverts, si quelqu'un vous tend la main, prenez-la ! Il est rare que ceux qui se battent et s'investissent ne réussissent pas... ».



## Enchantés

À ses côtés, sont notamment venus porter la bonne parole et présenter ce chantier gigantesque Mathilde Froment, directrice adjointe de l'élargissement de l'A57, Sophie Lethuin-Farge, responsable communication de Vinci Autoroutes au sein des directions d'opérations de Toulon et Montpellier, et Cédric Rassis, directeur insertion professionnelle France de NGE, groupement lauréat des travaux (pour 174,4 millions d'euros). L'élargissement de l'autoroute A57 en deux fois trois voies sur 7 km en milieu urbain représente 5 ans de chantier (livraison mi-2025) au milieu d'un trafic de 110 000 véhicules par jour, incluant des travaux d'assainissement (12 bassins de rétention), de génie civil, de destruction/

construction de ponts, d'édification d'écrans anti-bruit, de déracinement, préservation en nourricière et replantation de plus de 200 palmiers et oliviers... Depuis le début de l'opération mi-2020, 71 personnes ont d'ores et déjà été embauchées en insertion, dont 11 en CDI, dans le cadre d'un engagement majeur en la matière, largement supérieur aux clauses initiales du marché. Histoire de montrer l'exemple.

Outre les explications dans la base-vie du chantier, à Toulon Sainte-Musse, où ils ont partagé le déjeuner avec des intervenants, les jeunes de l'E2C Var ont pu se rendre l'après-midi sur plusieurs sites en travaux, pour une découverte de terrain spectaculaire et savamment commentée. De quoi susciter nombre de vocations chez eux et ressortir du chantier enchantés...



Voir la vidéo

← Le directeur opérationnel Grand Sud Salvador Nunez, maître d'ouvrage (assis, à droite), est venu échanger avec les jeunes de l'E2C

# Charlemagne à livre ouvert...

✦ Le dernier « Café des entrepreneurs » de l'UPV, le 6 février dernier, a rassemblé au petit matin une trentaine de chefs d'entreprise au Charl's Café de la librairie Charlemagne à Toulon. L'occasion d'échanger avec son dirigeant, Olivier Rouard, sur ce fleuron culturel varois.

Le « café des entrepreneurs » de l'Union Patronale du Var avait un bon goût culturel pour les dirigeants d'entreprises accueillis le 6 février à l'espace café, justement, de Charlemagne Toulon, au milieu de 55000 références, considérant que la première d'entre elles est cette enseigne varoise indépendante bientôt centenaire.

Débutée en 1927 par une petite papeterie au 50 boulevard de Strasbourg à Toulon, l'histoire est belle et toujours en train de s'écrire. Outre une visite permettant de découvrir le tentaculaire aménagement intérieur, dont les extensions sont

issues d'opportunités de croissances externes attendues, Olivier Rouard a pris plaisir à évoquer sa saga familiale. Il perpétue ainsi la création de son arrière-grand-père Jean et de son arrière-grand-oncle Emile, puis de son grand-père Jacques et de sa grand-mère Jeannine. « Une grande dame » souligne-t-il, dont l'appartement en Airbnb au-dessus de la librairie, qui va bientôt ouvrir et servira conjointement de résidence pour les auteurs de passage, portera le nom en hommage à son œuvre. « C'est elle qui a véritablement lancé la librairie », souligne-t-il. Son père Patrick et son frère Jacques (en charge du volet professionnel) ont à leur tour poursuivi l'aventure.



Fraîchement diplômé de Sup de Co Grenoble, Olivier a rejoint ses aînés le 1<sup>er</sup> septembre 1995, bien décidé à mettre sa pierre à l'édifice. Près de 30 ans plus tard, force est de constater qu'il a largement contribué à en écrire les lettres de noblesse.

## Exception varoise...

Les chiffres sont parlants: 200 personnes, 35 millions d'euros de chiffre d'affaires, 60 % pro et 40 % grand public, une présence dans 6 villes à travers des points de ventes, à Toulon, Hyères (3 implantations, dont celle des Îles d'Or), La Valette, Fréjus, Six-Fours, sans oublier 2 Relais C à Sanary et Six-Fours également. À Toulon, l'entreprise a pris ses quartiers autour du siège, à proximité de l'Opéra, ouvrant, parmi les temps forts, un Charlemagne Express en 1998, une boutique « Autographe » en 2006, de l'autre côté du boulevard de Strasbourg, une autre « Beaux-Arts » en 2011, plus haut, rue Colbert, tandis qu'au gré des circonstances, la librairie papeterie centrale a poussé les murs pour s'ouvrir notamment à la jeunesse (2013), à la BD (2017), en attendant l'étape Manga suivante, dans le courant de l'année. En 2019, dans le cadre de la rénovation des lieux, a été créé le Charl's Café, offrant la possibilité de s'attabler tout en se nourrissant l'esprit. Une initiative à la page couronnée de succès, de même que la salle de conférences d'une soixantaine de places, qui permet aux auteurs de venir s'exprimer dans la convivialité et la proximité avec leurs lecteurs.

## ... et culturelle

Une amélioration constante, marque de fabrique « maison », que ce soit dans le cœur de métier ou sa périphérie, comme l'agencement du bureau en plein essor, répondant à un besoin d'ergonomie du travail, depuis la décoration jusqu'à la qualité d'assises, contribuant à la qualité de vie et des conditions de travail. La QVCT en question étant devenue un enjeu majeur dans les entreprises, mais aussi à distance. Il s'agit en l'occurrence de réinventer le bureau à



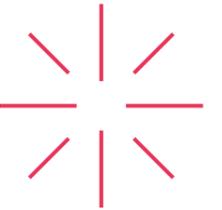
↑ Olivier Rouard, dirigeant de Charlemagne

## « Le secret de la liberté, c'est la librairie »

Bernard Werber

domicile, avec des offres dédiées, adaptées à de nouvelles organisations en gestation, alors que le Covid a imposé sur le moment et dans l'urgence la nécessité de télétravailler.

Quid de la concurrence du digital dans cet antre de l'écrit? « Cela oblige à se renouveler, même si, paradoxalement, le livre se porte bien. C'est une exception culturelle française qui perdure, cela donne beaucoup d'espoirs pour continuer ainsi », souligne Olivier Rouard, d'autant que dans cette période post-Covid la librairie indépendante s'affirme comme un acteur de proximité contribuant à donner du sens. « Nous sommes dans l'humain, dans les valeurs essentielles ». Un esprit d'équipe que Charlemagne déploie aussi par des alliances, entre autres avec le groupement national Libraires Ensemble, comprenant une cinquantaine de membres, dont le patron de Charlemagne est le président (après avoir été vice-président du syndicat de la librairie française). « C'est une précieuse opportunité de mutualiser des services, de nous faire tous grandir, d'élargir nos savoirs, d'avoir un Club BD Jeunesse commun, de partager des coups de cœur, de faire preuve d'intelligence collective, chacun avec son identité ».



# Élan Jeunes 83, acte II, scène 1

✱ C'est l'heure du nouvel Élan Jeunes 83, deuxième acte d'un dispositif d'État conduit dans le Var par l'ImSAT, Institut méditerranéen du sport, de l'animation et du tourisme, fort de résultats plus que probants depuis 2 ans.

Les objectifs du premier Élan Jeunes 83 ayant été largement atteints, puis dépassés, soit 1200 publics dits « en rupture », de préférence à « invisibles » (terme longtemps utilisé), l'ImSAT a logiquement été retenu par les services déconcentrés de l'État, en l'occurrence la DREETS\*, suite au dernier appel à projet. De qui s'agit-il ? De personnes ni en emploi, ni en formation, sorties des radars de la société, qu'il faut repérer, aller vers elles, remobiliser, accompagner en levant les freins à l'employabilité, former et insérer. Vaste programme qui fait l'objet d'une méthodologie éprouvée sur le terrain par les professionnels de l'Institut méditerranéen du sport, de l'animation et du tourisme, habitués à prendre en considération l'humain, en particulier en perte de repères.

## Dispositif maîtrisé

Par un sourcing de confiance in situ, point de départ d'un processus qui a donc déjà fait ses preuves, l'acte 2 a pour enjeu, de janvier 2024 à décembre 2025, de repérer 1000 nouveaux bénéficiaires dans le Var, dont 500 au moins correspondant au profil « en rupture », et d'en intégrer 250 dans le parcours « contrat d'engagement jeunes en rupture » porté par les missions locales, destinés aux 16/25 ans.

Une cartographie précise a été établie à dessein de couvrir l'ensemble des quartiers politiques de la ville (QPV) dans le Var, à Toulon, Brignoles, Draguignan, Fréjus, Cogolin. Dans ce cadre, le territoire est maillé par 7 adultes relais, 4 sur la Métropole Toulon Provence Méditerranée (Toulon Ouest, Toulon Est-Hyères, Toulon Centre-La Garde, La Seyne-sur-mer),

1 en Dracénie Provence Verdon Agglomération, 1 en Provence Verte et Verdon, 1 sur Estérel Côte d'Azur Agglomération, ainsi qu'un médiateur sur la communauté de communes du Golfe de Saint-Tropez.

Les outils de repérages ont été développés et affinés sur la base de l'expérience passée, à savoir cartes de visite avec QRCode, site internet avec formulaire de repérage, organisation d'événementiels locaux, temps de travail adaptés pour les adultes relais. Cela permet une collaboration concertée, collaborative, suivie par des données permanentes et partagées.

## Programme précis

Élan Jeunes acte II se déroule en 5 phases dont la première qui vient de débuter concerne le repérage « maison », croisé avec les Missions Locales, des 1000 jeunes selon les critères précités. Suivra un SAS préparatoire à la levée des freins périphériques, notamment sur la mobilité, la santé, le logement, les difficultés financières, la remise en selle personnelle. Le service Enosys d'assistantes sociales et de psychologues du travail de l'Union Patronale du Var auquel l'ImSAT est adossé, fait partie de cet accompagnement. La phase trois sera dédiée au passage en « contrat d'engagement jeunes en rupture » pour les jeunes éligibles, selon un dispositif entièrement coconstruit d'une dizaine d'heures (pouvant aller jusqu'à 20 heures), tandis que les autres seront orientés vers des solutions alternatives, voire de l'emploi direct. S'en suivra l'insertion au travers de stages de découverte, visant des débouchés en CDD,

des contrats d'apprentissage et CDI. Enfin, en phase 5 un suivi sera effectué sur 6 mois à minima, les adultes relais et référents pédagogiques restant à disposition des bénéficiaires si besoin.

L'élan faisant partie du saut, dit-on, pour mieux se lancer dans la vie, surtout quand on est en rupture, un peu de recul s'avère nécessaire, de même qu'un tremplin n'est pas de trop...

\* DREETS: Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités



↓ Les éducateurs sportifs d'Élan Jeunes



# PACA Participations : « mission » accomplie

\* Le groupe PACA Participations de Stéphane Benhamou est la première entreprise de France à prédominance alimentaire à devenir société à mission. Un événement officialisé le 7 février dans la galerie de l'Hyper U des Arcs, où 500 personnes, du consommateur local jusqu'au premier patron de France, ont été réunies.

Patrick Martin, président national du MEDEF, Véronique Maurel, présidente de l'Union Patronale du Var, tous les présidents des MEDEF de la région Provence Alpes Côte d'Azur, Dominique Schelcher, Pdg de Système U, Benoit Soury, président de So.bio, Jacques Creyssel, délégué général de la Fédération du Commerce et de la Distribution, des représentants de l'État déconcentré, dont la sous-préfète de Draguignan, des dizaines de chefs d'entreprise et beaucoup de personnalités réunies au milieu de centaines de consommateurs... Qu'est-ce qui a bien pu les rassembler à l'Hyper U des Arcs ce mercredi 7 février 2024? Qui plutôt? Et pourquoi? Un dirigeant engagé, Stéphane Benhamou, qui affirme son indépendance de commerçant depuis le début de l'aventure U en 1990, à partir de laquelle il a bâti un groupe de plus de 430 collaborateurs. Un véritable terrain de jeu pour cet homme passionné dont les valeurs chevillées au corps sont déclinées à tous les rayons et érigées en mission. L'objet justement de cet événement exceptionnel.

## Démarche exemplaire

« Incarner un commerce singulier et engagé au service du mieux-vivre ensemble sur notre territoire ». Si chaque mot compte, incarnant sa raison d'être, derrière les mots il y a la réalité que la projection nationale d'un jour a permis de mettre en partage.

Le cheminement de Stéphane Benhamou le menant jusqu'à la société à mission en fait un précurseur national dans le secteur de la grande surface à prédominance alimentaire. Mieux, « un missionnaire », selon Dominique Schelcher, président de Système U, qui ne tarit pas d'éloges sur son confrère, dont l'implication au plus haut niveau dans ce groupement coopératif durant 20 ans a pour le moins marqué les esprits. L'inscription dans ses statuts de ses objectifs sociétaux et environnementaux, ainsi que l'institution d'un Comité externe de mission, en complément du contrôle par l'organisme tiers KPMG, en font un exemple souligné par tous. Patrick Martin, président du MEDEF, a d'ailleurs tenu à faire le déplacement depuis Paris afin de rendre hommage à Stéphane Benhamou, à sa démarche volontaire d'entreprise qui assume ses responsabilités dans l'engagement et non par contrainte.

## Approche réinventée

« L'important c'est l'humain », clame depuis toujours le dirigeant varois, persuadé que l'entreprise apporte des réponses personnelles, professionnelles, sociétales, « par le dépassement de soi, la confiance en l'avenir, la compétence, l'efficacité, l'engagement de chacun transformant l'ensemble en un intérêt général », ce qui profite à tous de façon endogène et exogène. Par l'éthique aussi, au cœur de



↑ Stéphane Benhamou a créé l'événement le 7 février dans la galerie de l'Hyper U des Arcs

↓ Patrick Martin, président du MEDEF sur le plan national, a tenu à être présent



l'écosystème U, qui transcende les gens et permet d'ériger des modèles de résilience. Donner sa chance aux produits est un fil rouge sur lequel il est d'autant plus facile de tenir en équilibre quand le précepte commence par soi-même. Annelise Harouche, en charge de la RSE auprès de Stéphane Benhamou, en témoigne facilement et passionnément, sollicitée en permanence par son Pdg pour se réinventer, monter le niveau à chaque challenge relevé, s'interroger sur la qualité vers laquelle on tend, y compris bien entendu celle des conditions de vie et de travail des salariés, celle des produits, de la relation avec les

## Quand le rayon vins fait référence(s)

L'Hyper U des Arcs a été primé en janvier Hypermarché de l'année pour son rayon vins par la prestigieuse Revue du Vin de France, aux côtés d'une dizaine d'enseignes et de personnalités remarquables. Un symbole de l'engagement qualitatif et de mise à l'honneur des terroirs de proximité de Stéphane Benhamou, puisque son établissement propose un assortiment de 1500 à 1800 références permanentes, soit 75000 bouteilles vendues par an, dont quasiment 50 % sont issues de circuits courts! Grands crus, exclusivités, ateliers d'œnologie, de dégustation, soirées ventes privées animées par le sommelier et le caviste du magasin sont au programme, de même que son propre vin, la Cuvée du Chai, élaboré en Côtes-de-Provence et IGP Méditerranée avec un producteur local.



↑ Stéphane Benhamou, sa responsable RSE Annelise Harouche, Dominique Schelcher, Pdg de Système U, Jacques Creyssel, délégué général de la Fédération du Commerce et de la Distribution

clients et les fournisseurs, des process à déployer, des partenaires pour y parvenir. En l'occurrence, pour la société à mission, le cabinet MBD Open Marketing (Villeneuve-Loubet). Comprendre qui on est, où on veut aller, nécessite selon elle « beaucoup d'écoute interne, en plus du questionnement sur l'appréciation extérieure, surtout pour mener à bien la mission ». Elle doit être appropriée collectivement pour être crédible et le long travail effectué a permis de s'apercevoir que beaucoup d'éléments consignés et structurés par la suite étaient déjà en magasin. Le « fait maison » s'est donc appuyé sur un vaste champ déjà bien labouré, notamment s'agissant d'un développement construit durablement en même temps que l'Hyper U novateur des Arcs et sa galerie, dès 2008.

### Combat de proximité

Alors, mission accomplie? Que nenni! 12 objectifs essentiels ont été fixés pour garder le cap en permanence, de nouveaux défis seront certainement lancés par Stéphane Benhamou, son épouse Nicole

« Sur la terre tout a une fonction, chaque maladie une herbe pour la guérir, chaque personne une mission »

Sagesse indienne

et les équipes impliquées dans l'écriture des autres épisodes d'une histoire qui marque, et pas que l'employeur. Cet investissement dans l'avenir, la modernité, la transformation écologique, numérique, économique, revendiquant le sociétal, le local en termes de produits, de producteurs, d'emplois, s'inscrit dans la défense de la souveraineté alimentaire, des circuits courts et de la proximité. Un combat prioritaire afin « de donner du sens, mais aussi de l'envie », plaide ce leader naturel en son pays dracénois, mais aussi dans le Var en qualité de président-adjoint de l'Union Patronale du Var, et à Paris quand il porte avec fierté la voie du MEDEF Var qu'il préside. Tout ceci n'empêche pas la performance, ni la compétition pour être au-dessus de ses concurrents et le meilleur commerçant possible.

Un missionnaire taille patron!

\* Le groupe PACA Participations exploite l'Hyper U des Arcs, le restaurant La table du Chai situé dans sa galerie marchande, mais aussi le Super U de Saint-Zacharie, l'enseigne So.bio Brignoles

# e2c VAR TU AS ENTRE 16 ET 25 ANS ? TON AVENIR PROFESSIONNEL COMMENCE ICI !

Saisis ta chance!



**INFORMATIONS COLLECTIVES**  
Toutes les semaines sur l'ensemble des sites de l'E2C Var

04 83 69 19 10

contact@e2c-var.fr

Fréjus | La Garde | Brignoles | Draguignan | La Seyne | Cogolin

Projet financé avec le concours de l'Union Européenne avec le Fonds Social Européen



# Saint-Tropez : le (club) management, c'est la santé

\* Le club management de la délégation du Golfe de Saint-Tropez de l'Union Patronale du Var, conduit par Olivier Perrin, a reçu dernièrement Yves Kerboriou, directeur d'Odalia, venu présenter l'offre dédiée à la santé du dirigeant de la médecine du travail.

Pour la 3<sup>e</sup> fois depuis son lancement cet automne, Olivier Perrin, vice-président de l'UPV et président de la délégation du Golfe de Saint-Tropez, a réuni le 14 février dernier son club management « Just the boss ». Réservé aux chefs d'entreprise adhérents, rassemblant une vingtaine de personnes en moyenne, il donne la possibilité aux dirigeants d'avoir une meilleure connaissance de sujets de fond, de s'exprimer sur leurs constats et besoins, de faire émerger des pistes de réflexion, d'échanger à la faveur de ces rencontres bimestrielles, de faire réseau comme on dit dans le monde moderne, mais de façon structurée en même temps que conviviale autour d'un repas le midi. Organisé jusqu'à présent au sein de la délégation, sur le port de Saint-Tropez, il peut se délocaliser en entreprise le cas échéant.

« C'est important de se réunir ainsi, de s'accorder du temps pour prendre du recul, partager entre nous des visions sur des évolutions de société, sur des problématiques, sur la façon dont chacun les appréhende. Ce club est la bonne échelle pour ce



faire et pour parler tous ensemble autour de la table », confie Olivier Perrin qui le manage avec implication et suite dans les idées. Y compris en permettant à chacun de se présenter initialement afin de mettre tout le monde dans un état d'esprit favorable à la meilleure écoute des autres.

## Changement de paradigme

Une écoute d'autant plus attentive lors de la dernière réunion qu'il y avait au menu la santé du dirigeant, présentée par Yves Kerboriou, le directeur d'Odalia, nouveau nom de la médecine du travail dans le Var (ex-Aist). L'objet précis était la présentation d'une offre inédite en direction des chefs d'entreprises. Une démarche originale de son propre aveu dans la mesure où Odalia s'occupe depuis toujours de la santé des salariés, à savoir depuis 80 ans et sa création par les dirigeants de l'époque sur l'initiative de l'Union Patronale du Var, son aînée de 6 ans. Une raison majeure à cette offre, le législateur n'a autorisé la médecine du travail à se préoccuper de la santé du chef d'entreprise, en plus de celle, historique, des salariés, que depuis la loi santé d'août 2021. Une loi d'ailleurs fondatrice d'un changement de paradigme à plusieurs niveaux, en instituant notamment conjointement l'obligation d'une démarche encadrée de qualité de vie et de conditions de travail (QVCT) des entreprises de plus de 50 salariés, tout en incitant les plus petites à s'en préoccuper.

Odalia a pensé son offre dans une approche globale, sachant d'une part que « si le dirigeant va mal, son

« Qui veut voyager loin manage sa monture... »



↑ Yves Kerboriou, directeur d'Odalia, a présenté l'offre dédiée à la santé du dirigeant

entreprise aussi ira mal », et d'autre part que ceci constitue une formidable opportunité d'améliorer son image. Obligatoire, pas toujours réactive ni qualitative, considérée par certains comme un impôt, la médecine du travail a en effet besoin de redorer son blason. Couvrant 230 000 salariés dans le Var et 30 000 entreprises, cette structure associative considère désormais ses adhérents comme « ses clients en même temps que ses actionnaires », mais sans leur verser de dividendes. Comme l'autorise le Code du travail, un service de santé au travail a le droit de faire des bénéfices, mais la moindre des bonnes gestions est de ne pas les gaspiller. Ainsi, le tarif de 98 euros HT la visite médicale par salarié n'augmente toujours pas, 50 personnes ont été embauchées depuis deux ans, dont près de la moitié de médecins, portant les effectifs totaux à 250, au regard des besoins qualitatifs et quantitatifs. Une nouvelle configuration qui permet d'expérimenter désormais une offre dédiée à la santé du dirigeant, en particulier dans le Golfe de Saint-Tropez. « Ce n'est pas pour faire plaisir à l'État, mais bien parce que c'est essentiel », selon Yves Kerboriou. Une approche holistique, allant du physique au stress, différent de celui du salarié compte tenu de l'engagement du chef d'entreprise, jusque sur ses biens personnels. « Nous avançons à pas de course au niveau de la digitalisation, de la simplification, de nos méthodes de travail, de nos process, notamment grâce à Christophe Napoletano, notre directeur des ressources humaines » (N.D.L.R. : présent aux côtés d'Yves Kerboriou lors de la réunion du club).

## Mieux vaut prévenir

Dans ce contexte, chefs d'entreprise, cadres, autoentrepreneurs, vont pouvoir accéder à la triple proposition d'Odalia. Tout d'abord une « offre essentielle » à 98 euros, comparable à celle de l'ensemble des salariés, soit une visite médicale

effectuée par un médecin du travail (en personne et non une infirmière). Ensuite, une « offre premium », lancée dès le 1<sup>er</sup> mars sur le secteur tropézien, comprenant pour un tarif doublé la visite médicale, une heure de rendez-vous et un bilan sanguin, un questionnaire Amarok sur l'évaluation du stress, et si besoin une orientation vers une psychologue du travail du service Enosys de l'Union Patronale du Var, qui est également le partenaire social d'Odalia. Quant à Amarok, il s'agit d'un observatoire spécialisé en France et en Europe sur le stress du dirigeant, fondé et déployé depuis une douzaine d'années par le professeur Olivier Torrès depuis sa chaire à l'Université de Montpellier. Enfin, « l'offre excellence », opérationnelle et tarifée à partir de juin/juillet, est un check-up santé d'une demi-journée à la clinique des Fleurs à Ollioules, « afin d'effectuer tous les examens que l'on rêve de faire sans jamais oser prendre le temps », selon Yves Kerboriou. Cela inclura un examen de la flore intestinale, ouvrant la voie de la médecine prédictive. Mieux vaut prévenir que guérir comme dit l'adage.

« Il faut qu'à l'avenir les entreprises aient le réflexe de faire appel à Odalia quelles que soient leurs problématiques en matière de santé au travail », nous confiait cet automne au moment de sa prise de fonction le nouveau président d'Odalia, Joël Oros, également vice-président de l'UPV. Le chemin est tracé au niveau de cette promesse d'offre novatrice pour le chef d'entreprise, assortie d'un numéro de téléphone unique dédié, le 0800 00 83 00, par lequel une réponse sera apportée dans les 24 heures suivant la question, sans oublier l'accompagnement à la réalisation du document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP), obligatoire dès l'embauche du premier salarié et qui doit être transmis à la médecine du travail qui en assure la traçabilité.

En résumé, on travaille mieux quand on est bien.

## Congés payés et maladie : la suite, en attendant la fin

\* Le Conseil Constitutionnel a estimé dans sa décision du 8 février que les articles L. 3141-3 et L. 3141-5 du Code du travail sont conformes à la Constitution, qu'ils ne violent pas le principe d'égalité ni ne méconnaissent le droit au repos ou encore le droit à la protection de la santé. Un projet de loi de mise en conformité avec le droit européen est attendu, de même que le positionnement des juridictions, notamment les conseils de prud'hommes.

Le Conseil Constitutionnel a été saisi le 17 novembre 2023 par la Cour de cassation d'une question prioritaire de constitutionnalité qui portait sur la conformité aux droits et libertés que la Constitution garantit de l'article L. 3141-3 du Code du travail (« Le salarié a droit à un congé de deux jours et demi ouvrables par mois de travail effectif chez le même employeur. La durée totale du congé exigible ne peut excéder trente jours ouvrables ») et du 5° de l'article L. 3141-5 du même code (« Les périodes, dans la limite d'une durée ininterrompue d'un an, pendant lesquelles l'exécution du contrat de travail est suspendue pour cause d'accident du travail ou de maladie professionnelle »).

Justifiant d'un intérêt spécial concernant cette question prioritaire de constitutionnalité, il est à noter que le MEDEF et la CPME avaient chacun adressé des observations en intervention.

Dans sa décision rendue le 08 février 2024 (Décision n° 2023-1079 QPC du 8 février 2024 | Conseil constitutionnel (conseil-constitutionnel.fr), le Conseil Constitutionnel estime que les articles L. 3141-3 et L. 3141-5 du Code du travail sont conformes à la Constitution et qu'ils ne violent pas plus le principe d'égalité qu'ils ne méconnaissent le droit au repos ou encore le droit à la protection de la santé.

### Projet de loi en gestation

Le législateur ayant seul la charge de mettre le droit français en conformité avec le droit européen, il appartient désormais à l'exécutif de lui adresser un projet de loi dans ce sens.

Questionnée le 16 janvier dernier sur ce sujet épineux à l'Assemblée nationale, la nouvelle ministre du travail, Catherine Vautrin, a confirmé que le gouvernement souhaitait rapidement avancer sur le sujet. La ministre du Travail a en effet indiqué : « Notre pays se mettra bien évidemment en conformité avec la législation européenne, mais les conséquences financières sont très importantes pour les entreprises, les PME et les TPE. Donc, nous ne pouvons que travailler avec l'ensemble des partenaires sociaux, les représentants des salariés et les représentants des entreprises, pour trouver une solution dans le délai le plus court possible ».

Certes. Mais en attendant de « trouver une solution dans le délai le plus court possible », il reste à savoir comment les juridictions, et notamment les conseils de prud'hommes, se positionneront sur ce dossier épineux.

Suite au prochain épisode...

# var UP

Le 22ème rendez-vous  
annuel de l'entreprise

## INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

# (R)Évolution au coeur de l'entreprise



**Jeudi 26 sept. 2024**  
**Palais Neptune Toulon**

**+100 stands • Ateliers • Conférences**

**Entrée gratuite • Inscription sur [varup.com](http://varup.com) • [varup.com](http://varup.com) • #varup2024 #upv**

# Clara Semenzato : qui sait écouter peut être celle qu'on écoute

\* Clara Semenzato fait partie des psychologues du travail du service Enosys de l'Union Patronale du Var. À 24 ans, elle confirme qu'aux âmes bien nées la valeur n'attend point le nombre des années, l'éthique en bandoulière et l'écoute érigée en vertu.

« Parler est un besoin, écouter est un art ». Clara Semenzato perpétue à sa façon le précepte de Johann Wolfgang von Goethe, sommité de la littérature allemande, contemporain et ami d'Arthur Schopenhauer qui a beaucoup théorisé la notion de bonheur. Là aussi, on est au cœur du sujet. « Une psychologue du travail est la personne qui, à l'interface de tous les outils dans le milieu professionnel, à l'interne comme à l'externe, a la méthode et le recul nécessaire pour mettre tous les acteurs autour de la table, dans une optique de qualité de vie et de conditions de travail (QVCT), ou pour le moins de bien-être ». En fait, la psychologue du travail est elle-même l'outil pour ce faire, une ressource mobilisée pour les gens, précisant qu'elle est avant tout psychologue par son tronc commun de formation, avec pour spécialité le travail et pour moteur l'humain. Une précision de première importance s'agissant des éléments fondateurs de l'engagement dans une profession dont la base est l'écoute, mais aussi, voire surtout, « les lieux d'écoute », précise-t-elle. « L'écoute au détour d'une porte n'est pas du tout la même que si l'on s'installe dans un endroit calme, un temps donné, en disant « je vais t'écouter », et en le faisant avec une méthodologie, une formalisation permettant d'entendre ».

On ne passe pas un Master Psychologie mention « Psychologie, ingénierie de la formation, orientation et insertion » pour ne pas mettre son savoir en application. Cela imprègne, crédibilise, pose une psychologue, comme être de garenne pose un lapin (ref: Alphonse Allais).

## Goût des autres

Pour sa part, elle a grandi et fait ses études dans la région de Clermont Auvergne, en partie confinée et en télétravail lors de la crise Covid, ce qui lui a donné un terrain de jeu et d'observation certes utile, mais dont elle se serait bien passée dans sa jeune vie d'étudiante. Une maîtrise du travail à distance très vite mise en application dans ses premières expériences auprès de l'Union Patronale du Var, à la faveur de son stage de fin d'études, en lien direct avec la responsable du service Enosys, Isabelle Innocenti. Laquelle a très vite décelé les grandes capacités de Clara, ses valeurs, sa plus-value dans l'analyse des dossiers, sa rare maîtrise de la data (anticipée par une spé maths dans sa filière Bac L, « pour ne pas être freinée en statistiques »), la compréhension des choses et de l'autre, vertu essentielle chez la psychologue.

Partageant son temps avec le Greta de Clermont-Ferrand, en charge des bilans de compétences et des VAE (validation des acquis de l'expérience), elle opte en septembre 2022 pour l'UPV, à distance toujours, en télétravail à 100 %. Au printemps 2023, commence alors un cheminement personnel et avec son conjoint, qui aboutit à une implantation dans le Var début 2024 consécutivement à l'élaboration concertée d'un projet partagé. Celui du groupe UPV, incluant ses formations (École de la 2<sup>e</sup> Chance, Institut Méditerranéen du sport, de l'animation et du tourisme, UPV FD), l'intéresse au plus haut point et lui permet de se projeter dans un dessein collectif au sein duquel



## « Le rôle de la psychologue est de contextualiser »

Clara Semenzato

elle entend prendre toutes ses responsabilités. À 24 ans, l'avenir lui appartient. Dans sa pleine conscience qu'elle peut améliorer celui d'autrui, elle s'engage, loin de sa zone de confort, mais en phase avec ses fondamentaux. L'éthique régit sa vie, professionnelle comme personnelle.

## Enjeu sociétal

« Un service de 20 personnes, psychologues du travail, assistantes sociales, conseillères économiques sociales familiales, intégré à une Union Patronale dont l'appétence pour le social est originelle, est non seulement unique, mais aussi totalement en phase avec mes aspirations dans le monde du travail. D'autant que la qualité du management est là, la ligne directrice fixée par la présidente est claire, ce qui constitue en outre un signal fort dans l'égalité femmes-hommes, l'envie d'avancer aussi, d'expérimenter, de comprendre, de rendre service(s), d'accompagner le monde qui bouge... ». La QVCT en est la parfaite illustration, à l'image du livre blanc de

l'UPV sur le sujet, qui va bientôt paraître, pour lequel son implication savante a été majeure.

Alors que nous sommes entrés dans un nouvel âge du travail, accéléré par le Covid et l'après-crise, sa (déjà grande) valeur va s'étoffer au gré du nombre des années, auprès d'une équipe compétente, au plus près des besoins croissants, dans un contexte sans précédent de libéralisation de la parole. « Il est en effet beaucoup moins tabou désormais de dire que - et quand - ça ne va pas. Mais le rôle de la psychologue est de contextualiser. Une pathologie ou une problématique dépend aussi bien évidemment de la façon dont elle est vécue. Nous avons beaucoup de réponses à apporter dans les bouleversements actuels, en matière de recrutement, de fidélisation, de marque employeur, d'épanouissement dans le travail ».

L'enjeu est sociétal. Raison de plus pour faire appel à des professionnels, considérant qu'une personne qui sait écouter peut être celle qu'on écoute...

# L'UPV ne manque pas de « crédit » auprès de la Banque de France

\* La Banque de France, l'UPV, le MEDEF Var et la CPME 83 ont renouvelé le 27 février leur convention de partenariat, 3<sup>e</sup> du nom, permettant d'accompagner les entreprises dans leur développement et leurs connaissances financières. Une appréciation mutuelle qui va dans le sens de l'intérêt général.

Hôtes passionnés au savoir économique-financier éprouvé, Jean-Luc Moya, directeur de la Banque de France dans le Var, et Geneviève Marc, directrice-adjointe, ont reçu le 27 février dernier une partie du bureau de l'UPV à la faveur de la signature au sein de l'établissement toulonnais d'une nouvelle convention de partenariat. Un renouvellement, puisqu'il s'agit de la 3<sup>e</sup>, permettant de perpétuer des relations de confiance et une collaboration efficiente appréciée de part et d'autre, de réactualiser le cadre au regard des évolutions, des nouveautés, des besoins, notamment afin d'avoir une meilleure connaissance des services de la Banque de France, ainsi qu'un accès facilité pour les entreprises à une vaste offre de prestations.

Cela concerne l'Espace dirigeants pour accéder directement à différents services de la Banque de France (consultation des informations, comme la cotation de l'entreprise ou l'indicateur dirigeant, entre autres possibilités); le service OPALE (voir encadré), dédié au diagnostic économique et financier d'aide à la gestion et à la décision du dirigeant; la médiation du Crédit; le correspondant TPE, chargé d'écouter les dirigeants en qualité de tiers de confiance et de les orienter vers les réseaux professionnels susceptibles de les aider; la communication sur les données économiques et financières; les actions d'acculturation, d'éducation économique et financière en direction de certains publics cibles, comme les particuliers, les salariés, les demandeurs d'emploi, les jeunes à l'école... Sans oublier la cotation verte qui arrive, touchant les plus grosses entreprises

dans un premier temps, pour laquelle la Banque de France est missionnée sur le plan national avec l'ADEME.

Ainsi, la Banque de France, l'Union Patronale du Var et les organisations professionnelles signataires, MEDEF et CPME du département, s'engagent à porter ensemble des actions de communication, en ligne, lors d'événements, salons, réunions réseaux, directement aussi auprès des entreprises.

## Décryptage de tendances

Outre des outils, la Banque de France est un précieux fournisseur de données et de décryptage des tendances. Celles commentées auprès de l'UPV étaient plutôt de bon augure puisque la baisse de l'inflation semble acquise, avec une projection réaliste à 2,5 % pour 2024, après être montée à 7,3 % l'an dernier, considérant néanmoins que le volet alimentation demeure élevé à 6 %. C'est certes trop, mais beaucoup mieux par rapport aux pics enregistrés à 15/16 %. Autre bonne nouvelle en corollaire, les taux de la BCE vont baisser, comme l'anticipent déjà les marchés. Sans revenir aux taux de crédit d'avant-crise, les conditions vont redevenir plus favorables, y compris via une relance du crédit par les banques, incluant une révision des refus de dossiers. Cependant, la croissance ralentit à 0,9 % attendu cette année, potentiellement sauvée grâce à un meilleur deuxième semestre. Reste que les défaillances d'entreprises reprennent



← Jean-Luc Moya, directeur départemental de la Banque de France, Véronique Maurel, présidente de l'Union Patronale du Var, Stéphane Benhamou, président adjoint

un rythme comparable à la période d'avant-Covid. Raison de plus pour multiplier les messages d'alerte afin d'agir quand il est encore temps, même si les dirigeants ont du mal à demander de l'aide. C'est pourtant une question de survie dont s'emparent conjointement la Banque de France, l'UPV, les tribunaux de Commerce, les experts-comptables...

Autant d'éléments, et bien d'autres, mis en partage et en débat improvisé avec les membres du bureau de l'UPV, en particulier les signataires de la convention, la présidente Véronique Maurel, le président-adjoint Stéphane Benhamou, qui président également la CPME 83 et le MEDEF Var, avant une visite appréciée de l'historique bâtiment toulonnais, du sous-sol complètement vidé de ses stocks d'antan jusqu'à la terrasse donnant sur l'avenue Vauban (illustre expert d'autres forteresses imprenables...).



Voir le site

## Expertise OPALE

Parmi les prestations de la Banque de France, l'expertise OPALE, gratuite et accessible en ligne sur l'espace privé du dirigeant, est une solution d'analyse visant à mesurer les performances de l'entreprise, identifier ses points forts et son potentiel d'amélioration, sur la base de documents comptables. À l'issue du diagnostic, un rapport financier complet est remis au format PDF, présentant résultats, ratios, synthèses, graphiques.



# BTP/E2C : connaître le chemin ne dispense pas du parcours

✱ Clap de fin le 16 février, pour le « Parcours BTP » de l'École de la 2<sup>e</sup> Chance du Var (groupe UPV) et de la Fédération du BTP 83, après 6 semaines de SAS inédit. 16 jeunes ont trouvé un chemin, tandis que les entreprises ont découvert une nouvelle façon de sourcer pour certaines, de nouvelles ressources pour d'autres. Pour tous, c'est en fait un début.

Les 16 jeunes d'une vingtaine d'années qui ont suivi le « Parcours BTP » de l'École de la 2<sup>e</sup> Chance et de la Fédération varoise sont sortis transformés des 6 semaines inédites d'immersion dans ce secteur très en recherche de ressources humaines. Pour une grande partie, cela s'est même vu physiquement tant l'épanouissement a été au rendez-vous. Entre le travail sur les personnes, les initiations théoriques très complètes sur le campus de La Garde et les plongées profondes en entreprises, sur le terrain, l'expérience en chantier a rendu ces jeunes pousses enchantées. Surtout pour ceux (la moitié) qui sont entrés directement en apprentissage et dont la vie change immédiatement, tandis que pour les autres se profilent également des possibilités à partir de septembre, avec en solution intermédiaire une intégration en POEC\* Agent de Maintenance du Bâtiment, également portée par l'E2C. Tous, à une exception près (le 17<sup>e</sup> est retourné vivre à Paris), bénéficient d'une alternative, laissant espérer une issue heureuse à ce parcours spécialisé.

## L'espérance est un risque à courir

Débutée au printemps 2023 par une amicale discussion sur les problématiques de recrutement, poursuivie dans le bureau du chef d'entreprise Fabien Piersanti, à Bormes-les-Mimosas, avec le directeur de l'E2C, Alain Ortali, et le chargé des relations entreprises, Samir Hadji, affiniée au sein de la Fédération du BTP du Var avec son secrétaire général, Cyril Bolliet,

son président, Jean-Jacques Castillon, et son futur président, Fabien Piersanti, justement, montée de toute pièce entre les deux entités et leurs équipes, impliquant une douzaine d'entreprises, l'opération a été concluante. Mieux, bluffante pour nombre de dirigeants, sur la qualité du programme, très complet, mais aussi sur celle du sourcing, préalable essentiel qui est une des grandes compétences de l'E2C Var.

La question du savoir-être des jeunes était le grand point d'interrogation des entreprises, considérant à juste titre que leur champ d'action est dans la transmission du savoir et du savoir-faire afin de pouvoir compter sur cette main-d'œuvre qui fait de plus en plus défaut. Les réponses ont dépassé les espérances et le dépassement de soi que chacun a montré lors de la fin du parcours, sur scène, dans l'amphithéâtre de l'E2C, était à l'image du niveau d'implication, et surtout à la hauteur de la promesse. Envie, reconnaissance, lucidité, ouverture d'esprit, surprises aussi de la considération reçue, de l'intégration facile, découverte de l'ambiance sur les chantiers, de la moindre pénibilité grâce à la modernité des équipements, appréciation du travail en équipe..., les témoignages ont résonné comme un vent d'optimisme.

## Renouvellement modélisé

« Vous emportez tous avec vous non seulement des compétences techniques précieuses, mais aussi des leçons de vie qui vous serviront dans toutes vos



« N'oubliez jamais que le savoir est une clé qui ouvre toutes les portes »

Samir Hadji

entreprises futures. Vous êtes désormais prêts à contribuer de manière significative à l'industrie du BTP et à la société dans son ensemble. N'oubliez jamais que le savoir est une clé qui ouvre toutes les portes, et votre éducation est un trésor que personne ne peut vous prendre. Continuez à apprendre, à grandir et à poursuivre vos rêves avec la même détermination qui vous a amenés jusqu'ici. Aujourd'hui, nous célébrons non seulement votre réussite individuelle, mais aussi le succès collectif que nous avons construit ensemble », leur a adressé Samir Hadji, dont la conduite de projet a été remarquable et saluée par tous les partenaires.

S'adressant aux entreprises et à la Fédération, chaleureusement remerciées, à France Travail et aux Mission Locales pour leur collaboration dans le sourcing des jeunes, à la Maison de l'Emploi pour l'accompagnement dans la construction de leur projet professionnel, à Vinci Autoroutes pour la journée exceptionnelle sur le chantier de l'A57, aux collaborateurs de l'E2C bien entendu, pour leur mobilisation de tous les instants, il a formulé le souhait que cette expérimentation ouvre un nouveau champ des possibles, que ce soit un début et non une fin, en vue d'un renouvellement affiné, modélisé. Il y a tant à faire!

Très impliqué dans le projet côté Fédération, le secrétaire général Cyril Bolliet a émis le désir, un brin nostalgique, déjà, de retrouver le même groupe dès la semaine suivante tellement il a apprécié ce vent de fraîcheur. Saluant le cheminement des jeunes et l'engagement des chefs d'entreprise, il a souligné « l'excellence qui était partout dans ce parcours », apprenant pour sa part à connaître l'E2C, sa capacité à réussir un casting, son cadre rigoureux qui sécurise le parcours, émettant l'envie de le dupliquer en dehors

de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, sur les autres territoires du Var.

Cela tombe bien, l'E2C y est présente partout, à Brignoles, Draguignan, Fréjus, à La Seyne depuis cet automne, dans le Golfe de Saint-Tropez à partir du printemps. Avec ce qu'il faut de motivation partagée, le meilleur est à venir, à bâtir.

\* POEC : Préparation opérationnelle à l'emploi collective



Voir les vidéos



↑ Cyril Bolliet, secrétaire général de la FBTP 83, et Samir Hadji, chargé des relations entreprises à l'E2C, ont été en première ligne de conduite du projet

# Rémy Rouvier Reynier ou la passion d'entreprendre

\* Jeune trentenaire déjà expérimenté, ce Dracénois ouvert sur le monde entreprend, améliore ses compétences, ose, échange, partage, crée ses entreprises et ses réseaux. Rémy Rouvier Reynier montre la voie d'un entrepreneuriat décomplexé et trace son chemin.

« Sois le changement que tu veux voir dans le monde », conseillait Gandhi. Le précepte correspond fort bien à Rémy Rouvier Reynier, jeune entrepreneur originaire de Draguignan qui prend ses responsabilités pour changer les choses, puisant dans la connaissance et l'ouverture sur le monde l'inspiration, l'audace aussi, pour mieux agir dans son environnement direct.

Après un cursus traditionnel dans sa ville, puis à Nice en management du sport, son parcours atypique démarre par une 3<sup>e</sup> année d'études supérieures en Norvège, puis une 4<sup>e</sup> dédiée au modèle économique scandinave, « qui est d'un grand intérêt », revendique-t-il. À la question « pourquoi la Norvège », au-delà d'une affinité familiale avec son beau-frère, la réponse est surprenante mais d'une grande sagesse : « il faut avoir un plan large avant d'aller dans les détails » ! Pour mieux parler le langage de l'entreprise, il commence par travailler son niveau d'anglais, ce qui lui servira pour commercer partout. Dans la foulée, il enchaîne deux années en économie et

gestion à l'Université de Grenoble, tout en affinant une activité d'administrateur de biens à son compte, se faisant la main en achats/ventes dans l'immobilier. L'entrepreneur se dessine et se décide à franchir un cap dans l'adversité, freiné par un manque de possibilités d'expansion.

## Relever les challenges

Il crée ainsi sa franchise Mail Boxes ETC à Draguignan en devenant Centre MBE en octobre 2021. « Nous sommes spécialisés dans l'expédition de colis pour les TPE/PME, de palettes, de courriers, d'emballages, dans la micro-logistique, en France, en Europe et à l'international. Le secteur est en plein boom depuis le Covid, avec de nouvelles façons de consommer par Internet ». La petite entreprise compte 4 personnes, enregistre une croissance annuelle à deux chiffres et, sans s'emballer (...), Rémy Rouvier Reynier passe en mode supervision, s'inscrivant en appui sur le volet commercial qu'il affectionne, notamment avec les gros clients.

Sa nature ayant horreur du vide, il comble le temps libéré en reprenant à Fréjus une entreprise de matériel médical, Inter Médical Focse. Un clin d'œil du destin au regard de l'amitié entre le fondateur de l'établissement en 1971 et son père médecin à Fréjus. « J'étais à la recherche d'un nouveau challenge, d'une société dans laquelle m'investir en ayant envie d'amener de la valeur ajoutée. Il y a beaucoup à faire avec un potentiel de première importance dans les



↑ Rémy Rouvier Reynier avec son équipe de Mail Boxes à Draguignan

deux activités, à savoir la partie magasin et la vente à distance. J'essaie de comprendre avant d'agir, à l'écoute des 6 salariés, d'analyser les besoins, d'optimiser la partie expédition, en France, en Europe, en Afrique. Avec MBE, j'ai expérimenté un certain nombre de process dans ce domaine », souligne-t-il, heureux de se plonger dans cette aventure. C'est ce qui l'anime, relever les défis, à l'image de la génération montante qui « aime l'intensité du développement, mais s'ennuie vite quand cela retombe ». Tout en se raisonnant sur la notion de temps disponible pour agir, et sur le fait que l'on ne peut pas tout faire, il essaie d'éviter d'avoir la tête dans le guidon, conscient de son propre aveu « qu'à vouloir être partout, on n'est nulle part ».

## Améliorer les compétences

Pour sa propre part, toujours en quête d'amélioration de ses compétences, qui est son moteur, il se redonne actuellement un peu de carburant en la matière en suivant une formation à distance en ingénierie économique, toujours auprès de l'Université de Grenoble, une référence. En filigrane de son appétence pour les connaissances dans de

**« Sois le changement  
que tu veux voir  
dans le monde »**

Gandhi

nombreux domaines et de sa curiosité exacerbée, il lui importe d'être au moins au même niveau que les personnes qu'il manage.

En outre, il est l'un des cocréateurs d'un club management en gestation à Draguignan, en lien avec l'Union Patronale du Var et sa délégation territoriale dont il est membre du bureau. « L'objet est de se retrouver afin de partager l'expertise de chacun, de se démarquer aussi des clubs d'affaires, de s'enrichir intellectuellement, d'échanger avec les élus politiques », explique ce passionné de (sa) Provence, dont le désir d'entreprendre est chevillé au corps en même temps que décomplexé. Autant de qualités requises pour influencer et façonner différemment le monde de demain.



# Avec l'UPV, les indépendants ne sont pas seuls

✧ L'UPV organisait le 11 mars dans ses locaux de Toulon le premier « café des indépendants... mais pas seuls », créant à leur intention un espace de discussion, d'écoute, de réponses à des questions, de compréhension des problématiques.

Le service Enosys d'assistantes sociales et de psychologues du travail, que dirige Isabelle Innocenti au sein de l'Union Patronale du Var, était à l'origine et à l'animation de ce premier rendez-vous des indépendants, le 11 mars, autour d'un café matinal. « Nous accompagnons tous les adhérents à l'UPV, y compris les plus petits et nous sommes attentifs à leur situation, au fait qu'ils se sentent souvent isolés, qu'ils ressentent la nécessité de partager des problématiques, d'exprimer des attentes ». Il s'agit aussi de mieux connaître le champ des possibles dans ce qui devient parfois un maquis administratif, de leur apporter des éclaircissements sur la législation, différents dispositifs, nombre d'informations diverses et variées. L'occasion, en corollaire, de rappeler que

l'UPV ne laisse personne au bord du chemin, quelle que soit la taille de l'entreprise.

## Services dynamiques

Ainsi, afin de rentrer dans le vif du sujet, ce rendez-vous a permis de donner un premier niveau de réponses et de conseils à travers plusieurs services « maison ». « Qu'est-ce que l'on peut vous apporter », s'est interrogée Isabelle Innocenti afin d'introduire un certain nombre de services assurés par l'Union Patronale. Sur le plan juridique, Lou Derin a évoqué ses interventions en droit du travail, en droit des



« Nous accompagnons tous les adhérents à l'UPV, y compris les plus petits »

Isabelle Innocenti

affaires, s'agissant de plusieurs thématiques, des statuts de société au remboursement du PGE, en passant par les mises en relation le cas échéant avec nombre d'organismes en lien direct, l'Urssaf, la Dgfp, le tribunal de commerce, ou encore la GSC, assurance chômage du chef d'entreprise. « Nous avons des interlocuteurs privilégiés, nous pouvons vous faire gagner du temps et de la charge mentale », a-t-elle notamment expliqué. Céline Regnard a expliqué le rôle du point accueil UPV de l'Agefice, organisme d'aide dans leurs démarches aux dirigeants indépendants et à leurs conjoints collaborateurs, notamment sur le financement de formations obligatoires. Lesquelles peuvent être dispensées par UPV Formation Développement. Clara Semenzato, psychologue du travail, a présenté l'étendue de ses interventions et celles de ses collègues, en suivi individuel, en accompagnement sur des problématiques d'autant plus compliquées si on est seul (deuil, conduites addictives, harcèlement, reconversion, troubles psychosociaux). « Nous pouvons aider à lever des freins, mais aussi réaliser des bilans de compétences ». Plus globalement, au niveau social Isabelle Innocenti a souligné l'étendue des interventions du service Enosys, en démarches administratives liées à la vie privée et professionnelle, sur les questions de budget, de logement, santé, handicap, retraite...

## Dynamique en réseau(x)

Les indépendants présents, professions libérales, commerçants, artisans, auto-entrepreneurs, relevant du régime fiscal de la micro-entreprise, ont pour leur part, outre la déclinaison de leurs activités, exposé leurs difficultés partagées à se faire connaître, à connaître les autres, à disposer de lieux de réunion ou de conférence, à échanger, entre autres remarques. La majorité reconnaissant néanmoins que la dynamique en réseau(x) impulsée par l'UPV, et qui monte en puissance dans l'ensemble des délégations maillant le Var, participe largement à rompre l'isolement en question.

Pour aller plus loin, « osez, appelez-nous, nous pouvons vous aider », ont lancé les représentantes de l'UPV, promettant d'envoyer prochainement un questionnaire aux adhérents indépendants afin d'identifier puis d'analyser les besoins prioritaires. Histoire de prendre data en vue de donner une suite utile à cette rencontre agréable.

# Décollage le 4 avril pour l'Eco du Golfe

✧ L'Union Patronale du Var et l'aéroport du Golfe de Saint-Tropez ouvrent bientôt les portes d'embarquement pour la 6<sup>e</sup> édition des rencontres des Acteurs du Golfe de Saint-Tropez.

L'Eco du Golfe est le rendez-vous incontournable du lancement de saison pour les principaux acteurs de la vie économique du Golfe de Saint-Tropez.

Professionnels, entrepreneurs, partenaires institutionnels..., tout le monde embarque et fait réseau à la faveur de nombreux échanges, en dégustant entre deux animations motorisées (avions et véhicules) des mets de haut vol préparés par des chefs locaux, ou encore en discutant devant les stands de clients, de fournisseurs, de prospects potentiels...

Au programme également, des ateliers dédiés à l'acquisition, à la valorisation et à la transmission d'entreprises, la remise des trophées de la création et du développement réussis, la participation éclairée du parrain de renom, le skipper Lionel Péan, dirigeant de la société Seafloatech basée dans le Golfe, experte en solutions de mouillages écologiques.

Une présence qui a du sens au sein d'un aéroport particulièrement vertueux en termes de développement durable.

Au regard du succès de la 5<sup>e</sup> édition l'an dernier, quelque 500 personnes sont attendues le 4 avril dans ce lieu qui a pour mission d'irriguer un territoire d'exception et qui méritait un événement... exceptionnel.

Pour ce faire et mieux passer la 6<sup>e</sup>, l'UPV, très active à travers sa délégation du Golfe de Saint-Tropez, a su rassembler les principaux acteurs privés et publics qui font vivre l'écosystème local et participent à son large rayonnement\*.

\* Union Patronale du Var, aéroport du Golfe de Saint-Tropez, Communauté de communes du Golfe de Saint-Tropez, Crédit Agricole Côte d'Azur, BP, Damotic, Cérésiani Avocats, Eiffage, CCI Var, Odalia, Abeille Assurances, AR Group, Money Invest



Retrouvez notre reportage sur l'édition 2023

**ECO DU GOLFE**  
Les Rencontres des Acteurs Économiques du Golfe de Saint-Tropez

Judi, 4 avril de 15h00 à 20h00  
Aéroport du Golfe de Saint-Tropez  
31 route du Canadel - 83310 La Mole

ATELIERS SUR LA PISTE DE L'ACQUISITION, VALORISATION ET TRANSMISSION D'ENTREPRISES

Depuis 2006



Chauffage climatisation - Génie climatique  
Vente dépannage matériel CHR (Collective Hôtel Restaurant)



**1 CLIM ACHETÉE = 1 CLIM OFFERTE**

Voir conditions en magasin



430 Boulevard de Léry 83140 Six-Fours-les-Plages  
Téléphone : 04 94 06 17 36 / commercial@air83.info

Nos réseaux



www.air83.net

# Bexter surfe sur le net plus ultra !

✱ « On ne lâche rien. Je suis en veille permanente » !  
Agence web digitale précurseur dans le Var depuis sa création en 2001 par Jacques Bramardi, Bexter navigue sur une large offre en ligne, du site vitrine au net plus ultra !

Plus de 1500 projets réalisés, 620 clients, Jacques Bramardi annonce d'emblée la couleur, fier du chemin accompli au sein de ses implantations de La Seyne et Six-Fours, lui permettant de rayonner entre Marseille et Nice. Considérant que la meilleure partie d'un sandwich est au milieu, pas de complexe pour montrer sa différence, surtout quand on s'appelle Bexter. « J'étais dans le TGV pour aller à Paris et je cherchais un nom sympa pour ma société », se remémore-t-il. « Le mot était libre et je l'ai trouvé beau, avec une connotation anglaise correspondant parfaitement à mon approche du rock, ma grande passion » (et son autre vie puisqu'il est aussi musicien). Il fallait juste commencer par un B, comme Bramardi. L'histoire se passe en 2001, à l'aube d'une impressionnante révolution numérique qu'il va vivre de façon quasi-naturelle, voire anticipatrice, accompagnant les entreprises dans leur transformation tout en conduisant la sienne.

## Coup d'avance

Son « coup d'avance » prend sa source dans sa formation scientifique, plus précisément les sciences appliquées à la mer et les signaux acoustiques, option algorithmes. « N'oublions pas que Google a été créé par des mathématiciens », glisse-t-il. Cette maîtrise croisée avec sa fibre intrinsèquement artiste lui a permis d'allier dans son métier technicité et design, en même temps que rigueur et sensibilité, utile et agréable. « J'ai l'impression d'être né pour faire cela, travailler dans le numérique et l'internet, explorer l'intelligence artificielle désormais en guettant d'autres innovations à venir. J'ai évolué au gré de ces avancées, tout en prenant en considération la géopolitique en la matière et sur le vaste champ des moteurs de recherche. Les enjeux mondiaux sont



colossaux. L'IA, c'est l'équivalent dans 5/6 ans de l'internet d'aujourd'hui. Il faut le prendre en compte dans nos sites, être d'ores et déjà performants sur la gestion de la donnée ».

## « Prime » à la nouveauté

Dans ce nouvel âge digital qui change tout le temps, l'intelligence de situation prime, comme son offre éponyme (« Prime ») de création en quelques clics de sites vitrines sur le web, personnalisés, administrables, au référencement optimisé, incluant réseaux sociaux et accessibilité 100 % mobiles et tablettes. Plusieurs modules sont possibles en fonction des besoins et des budgets. « C'est nouveau, c'est notre solution de lutte contre l'inflation dédiée aux petites entreprises.



On s'occupe de tout, y compris de la visibilité et des diagnostics de performance », revendique Jacques Bramardi avec son sens de la formule. « Au-delà du joli site, les chefs d'entreprise attendent des retombées. Ils galèrent dans cette période de mutation économique. Nous sommes à l'écoute et force de propositions, en l'occurrence en baissant nos prix. L'adaptabilité fait partie de notre savoir-faire ».

## Plaisir moteur

E-commerce, marketing digital, déploiement d'intranet et extranet, applications full web sur un large éventail de solutions, formations certifiées Qualiopi..., l'équipe « maison » composée d'une vingtaine de personnes intervient auprès de PME/PMI, de collectivités, de grands comptes, de professionnels de l'immobilier. Sans oublier les réseaux sociaux, dont l'importance est croissante afin de drainer les flux en ligne et participer activement à une bonne identification de la marque employeur. Tout le monde a la sienne et cherche à se démarquer pour l'exprimer visiblement.

Alors qu'avec sa guitare c'est l'épure qui prime (...), sa passion pour la créativité en ligne s'exprime en entrée de gamme, mais aussi, depuis toujours, jusqu'au bout de la partition s'agissant des sites pour les grandes entreprises. « C'est plus cher, forcément,

mais le spectre de réflexions stratégiques est aussi plus large. En fait, mon moteur c'est le kiffe ! », affirme le dirigeant de Bexter pour résumer totalement sa pensée, son mode de fonctionnement et sa durabilité dans un secteur exigeant.

**« Votre marque est l'investissement le plus important que vous puissiez faire dans votre entreprise »**

Steve Forbes

# « L'Alim E2C » : l'épicerie solidaire lève le frein alimentaire

\* L'épicerie solidaire de l'École de la 2<sup>e</sup> Chance du Var, « L'Alim E2C », vient de voir le jour sur le campus de La Garde à la faveur d'une efficace implication collective au sein du groupe UPV et de la part de ses partenaires. L'enjeu pour les jeunes a nourri les belles intentions.

« La fraternité n'est qu'une idée humaine, la solidarité est une idée universelle ». L'âme de Victor Hugo tirée de ses Proses philosophiques se perpétue quelque part à l'École de la 2<sup>e</sup> Chance du Var. La levée des freins périphériques est au cœur du programme pédagogique, y compris bien entendu le frein alimentaire. « Quand on a faim, on ne pense pas forcément à travailler, c'est même une entrave au parcours d'insertion », explique Tressy Carvalho, conseillère en économie sociale familiale dans le service Enosys de l'Union Patronale du Var, rappelant que manger fait évidemment partie du socle de besoins physiologiques dans la pyramide de Maslow. Une réflexion élémentaire, en même temps qu'alimentaire, qui a présidé à la démarche solidaire et collective afin de répondre à la problématique.

## Travail d'équipe

Conformément à la feuille de route de la présidente Véronique Maurel, plaçant l'humain et la proximité en cœur de projet, les équipes du groupe UPV se sont attelées à la tâche afin de créer une épicerie solidaire sur le campus de La Garde de l'École de la 2<sup>e</sup> Chance, partant d'une feuille blanche. Ainsi, Mathieu Carrelli et Samir Hadji, respectivement coordinateur et chargé des relations entreprises à l'E2C, Nathalie Chauvin, directrice juridique et administrative de l'UPV, Tressy Carvalho, qui gère le concept avec Delphine Dubois (E2C également), ont uni leurs savoirs pour parvenir à leur fin...

Une instruction complexe de dossier a été préalablement nécessaire, en lien précieux avec Martine Hergat, vice-présidente de la Banque Alimentaire du Var que préside Joël Gattullo, débouchant sur une habilitation pour une première durée de 3 ans de la part de la DRETS s'agissant des produits secs (Direction régionale de l'emploi, du travail et des solidarités). À savoir boîtes de conserve, pâtes, riz, gâteaux, lait, purée, chocolat et bien d'autres denrées en fonction des arrivages livrés par ladite Banque dans des conditions financières très raisonnables, sachant que les sacs de courses à la semaine sont bien entendu gratuits pour les jeunes. Le tout est stocké et délivré tous les jeudis depuis l'ouverture fin février dans un local dédié d'une vingtaine de m<sup>2</sup>, au profit de 30 bénéficiaires mensuels dans le premier temps de fonctionnement.

## On n'est jamais mieux servi...

Le rayon frais est envisagé dans un deuxième temps, au regard de l'organisation beaucoup plus complexe à mettre en place, principalement autour de la gestion de la chaîne du froid, de même qu'à terme l'ambition est d'équiper tous les campus de l'école varoise. Pour l'heure, la chaleur humaine de la solidarité a pris date à la Grande Tourrache et pour nom « L'Alim E2C ». Quand bien même l'humilité est toujours de mise car il y a tant à faire, c'est une vraie fierté « maison » de pouvoir répondre ainsi aux besoins croissants identifiés par les formateurs,

coordonnateurs, assistantes sociales, psychologues du travail, conseillères en économie sociale familiale.

De plus en plus de jeunes stagiaires de l'E2C demandent en effet la possibilité d'avoir accès à des plats préparés le midi, ne faisant qu'un repas par jour et souvent manquant des denrées les plus onéreuses, comme les protéines ou les fruits. « Plutôt que de les envoyer ailleurs, constatant conjointement leur manque de mobilité pour se rendre dans d'autres lieux solidaires, nous avons réfléchi ensemble sur la possibilité d'apporter nos propres solutions », explique Tressy Carvalho, revisitant ainsi avec succès l'adage « on n'est jamais mieux servi que par soi-même ». La crise Covid, l'inflation, l'augmentation des coûts en tout genre (alimentaires, énergétiques, logement...) conduisant à une perte de pouvoir d'achat, ont accentué les dégradations de conditions de vie. L'épicerie répond à une des problématiques pour celles et ceux dont les situations précaires ne permettent pas de remplir l'esprit alors que le ventre est vide.

Tout est tracé, contrôlé pour une gestion saine et durable de cette initiative essentielle, contribuant à alimenter la bonne santé de la jeunesse.

## Une belle initiative

Vice-présidente de la Banque Alimentaire du Var, Martine Hergat apprécie la « belle initiative » de l'E2C. « Nous sommes toujours très intéressés par de tels projets visant à aider les personnes en difficulté. Cela fait partie de nos missions de les soutenir. L'École de la 2<sup>e</sup> Chance avec laquelle nous sommes en relations depuis des années est une structure très appropriée pour ce faire. Je suis très impressionnée par cet engagement auprès des jeunes ».

## « La fraternité n'est qu'une idée humaine, la solidarité est une idée universelle »

Victor Hugo



# Soleil du Sud s'offre un nouveau toit

✧ Sous la conduite éclairée de Joël Oros, Soleil du Sud, le « champion » varois d'installation et de production d'électricité photovoltaïque sur les toits, se fait construire un nouveau siège, toujours à Rocbaron, pour ses 15 ans, afin de mieux répondre à ses besoins de croissance.

« Je suis satisfait », dit avec modestie Joël Oros, évoquant le nouveau siège en construction de son entreprise Soleil du Sud qu'il inaugurerà à la mi-mai. À quelques centaines de mètres de son implantation historique dans laquelle il se sentait depuis un moment très à l'étroit, il a en effet acheté les installations d'un ancien concessionnaire automobile. Patience et expérience ont fait la différence pour qu'il emporte la mise sur ce site industriel de Rocbaron le plus convoité du moment. Seule la coque est conservée, tout le reste est rasé et refait, soit 1200 m<sup>2</sup> de bâtiment comprenant tout ce qu'il faut en matière de développement durable, la marque de fabrique « maison », tandis que 1500 m<sup>2</sup> d'ombrières photovoltaïques sont déployées, ainsi que 1500 m<sup>2</sup> de potager bio et d'espaces pour les poules.

« Mes collaborateurs iront cueillir les légumes et ramasser les œufs pour leurs besoins personnels », dit-il avec le sourire. « C'est cela la vraie RSE, il faut faire les choses avec de la perspective, sans effet

immédiat, dans le partage ». Le nouvel outil est pensé dans le confort pour tous, y compris pour assumer de futures poussées de croissance. Une denrée cultivée ici avec de la suite dans les idées depuis 15 ans.

## Détermination

Le siège en construction se double en effet des noces de cristal de l'entreprise, ce qui ne laisse pas de glace son dirigeant-fondateur quand il remonte le cours des grandes étapes de cette aventure débutée en 2009 après une belle carrière d'ingénieur. La loi qui régleme le photovoltaïque en France vient alors de sortir et une nouvelle ère s'ouvre. « J'ai inventé le métier de producteur d'électricité indépendant, tout du moins j'ai eu cette impression, sauf que cela existait déjà et je ne le savais pas. Donc c'était bien une invention à mon niveau », s'amuse-t-il. « En fait, j'ai vendu le projet comme cela aux banques, dupliquant un modèle de gestion d'éclairage public que j'avais imaginé chez Vinci, consistant en résumé à se substituer à la commune ». Un vrai concept d'ingénieur, révolutionnaire à l'époque (1989), basé sur des contrats de longue durée, et qui a concurrencé EDF partout dans la région. Bis repetita 10 ans plus tard pour son propre compte, dans le photovoltaïque, à partir de rénovations de toits en mauvais état en contrepartie de mises à disposition des surfaces pour l'exploitation de son activité. « J'investis, je réalise les travaux sur les toits, j'installe les centrales dont j'assure la maintenance, je les exploite et vends du kWh/h. La grande différence avec mes concurrents éventuels réside dans le fait qu'ils externalisent les travaux alors que je les intègre. 0 sous-traitance, cela fait partie de mes engagements fondamentaux ».



↑ L'entreprise a un besoin croissant de ressources humaines

Une simplification cartésienne qui semblait partie sous les meilleurs auspices dans l'Eldorado du photovoltaïque à la conquête duquel de nombreuses entreprises se sont lancées, mais cela a déstabilisé l'État. Au point de prononcer le 10 décembre 2010 un moratoire sans date de fin précise interdisant toutes constructions de centrales dans l'attente de nouvelles règles. « 4 mois de panique », se souvient Joël Oros, « 95 % de la profession ont disparu ! ». Quid de Soleil du Sud ? « J'ai fait front, conservé mes effectifs, partant du principe que dans CDI il y a le terme indéterminé qui ne signifie pas « quand cela m'arrange ». Cela a été d'un grand enrichissement dans la conduite de l'entreprise et le management des équipes. Lors du confinement de 2020, 10 ans plus tard, j'étais prêt à affronter à nouveau l'adversité... ».

## Développement

Lorsque la nouvelle donne gouvernementale est sortie au printemps 2010, il était prêt aussi, après avoir fait le gros dos, prouvé quelque part que la misère est moins pénible au Soleil du Sud, et bien pensé le 2<sup>e</sup> étage de la fusée. En même temps que le marché, sa petite entreprise a décollé, en lien avec le Symielec Var, syndicat regroupant des communes du département à dessein de gérer efficacement leurs besoins de distribution de l'énergie électrique. Lauréat d'une consultation publique, la société de Joël Oros équipe d'un coup en centrales de toit les villes de Gonfaron, Tavernes, Grimaud, Bandol, Evenos, Saint-Antonin du Var, Rocbaron, Mazaugues, La Valette. De quoi bénéficier d'un volume d'activité qui assure une certaine stabilité doublée d'une montée en puissance (...) sereine.

3<sup>e</sup> étage de la fusée, la SICA Marché aux Fleurs de Hyères. Alors que l'entreprise a déjà réalisé 25 centrales à 100 kW, l'opportunité qui se présente fait plus de 3 mégawatts ! L'affaire se conclut le 29 décembre 2015, faisant rayonner l'entreprise comme jamais, en plus de doubler son chiffre d'affaires, à 5 millions d'euros. Il ne rebaissera plus, d'autant que le « plan export » déployé ces dernières années porte ses fruits. « J'ai toujours gardé les yeux de Chimène pour le Var, département le plus ensoleillé de France », précise Joël Oros. Quand on est dans le photovoltaïque, cela aide... « Des opportunités ont fait que j'ai élargi le champ à la région, hors départements alpins, toujours en travaillant sur

**« Il faut faire les choses avec de la perspective, sans effet immédiat, dans le partage »**

Joël Oros





↑ L'immense installation sur le toit de la SICA  
Marché aux Fleurs de Hyères

les toits refaits à neuf, les quelques réalisations au sol étant anecdotiques ». L'envol est spectaculaire, dépassant les 10 millions d'euros, à 50 % dans le Var (son marché « domestique ») et autant à l'externe désormais. Les 20 millions sont dans la ligne de mire compte tenu des demandes, à condition de disposer des ressources humaines correspondantes. À la faveur de 18 recrutements l'an dernier, les effectifs approchent les 50 personnes, et cela continue. « Nous avons trois métiers aujourd'hui », explique-t-il : « 70 % d'activité concernent nos centrales, 15 % en B to B, à savoir des centrales installées pour les autres professionnels qui n'ont pas notre compétence, et 15 % en B to C pour les particuliers ».

## Durabilité

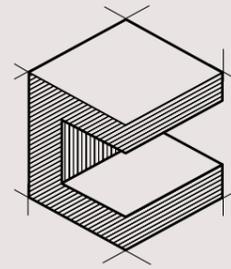
Une mise en orbite qui n'empêche pas l'éthique, en phase avec l'intégrité affirmée à tous les étages par son dirigeant, formalisée par le passage en entreprise à mission. « J'ai découvert le concept lors du salon « Cap raison d'être » du MEDEF Sud à l'automne 2021. Très rapidement, je l'ai fait mien. C'est Véronique Maurel, devenue ensuite, mi-2022, présidente de l'Union Patronale du Var et dont je suis l'un des vice-présidents, qui m'a dit alors « si toi tu n'y vas pas, alors personne n'y va ». Bien lui en a pris ». Avec Marc Guillouet, directeur associé, ils ont procédé comme pour les certifications Iso 9001 et 14001, en écrivant un cahier des charges, en l'inscrivant dans les statuts afin

de le rendre incontestable, et en validant l'ensemble par des actes. La raison d'être de Soleil du Sud est de « mettre en œuvre des solutions photovoltaïques durables et responsables. 10 commandements l'illustrent (voir ci-dessous), assortis d'un précepte : « que chacun de mes collaborateurs ait à chaque instant un comportement conforme avec le développement durable », prône Joël Oros.

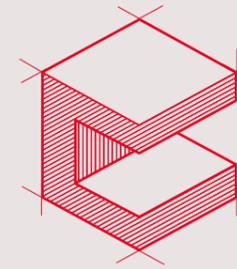
Raison d'être et avoir raison gardée se conjuguent ainsi au fil du temps...

## 10 commandements érigés en mission

**100 %** de CDI sans période d'essai ; **100 %** de panneaux européens (essentiellement français) ; **20 %** des embauches issues de la diversité ; un **bilan carbone** bénéficiaire ; **des collaborateurs** « nourris » au potager de l'entreprise ; **0 sous-traitance** dans son métier ; **50 %** du parc en véhicules électrifiés d'ici 2030 (100 % quand cela sera possible) ; **90 %** des rénovations de toiture associées à des projets de rénovation énergétique ou d'autoconsommation électrique ; **99 %** de taux de performance des équipements ; **3 prestataires maximum** par nature de biens et services et ne pas les challenger.



**Charlemagne**  
AGENCEMENT



Prescripteur de bien-être au travail !



.conception



.réalisation



.mise au point



.montage  
& installation



.www

Du mobilier, à l'agencement complet d'espaces en passant par l'amélioration de vos équipements de bureau, nous vous accompagnons à chaque étape de votre projet.

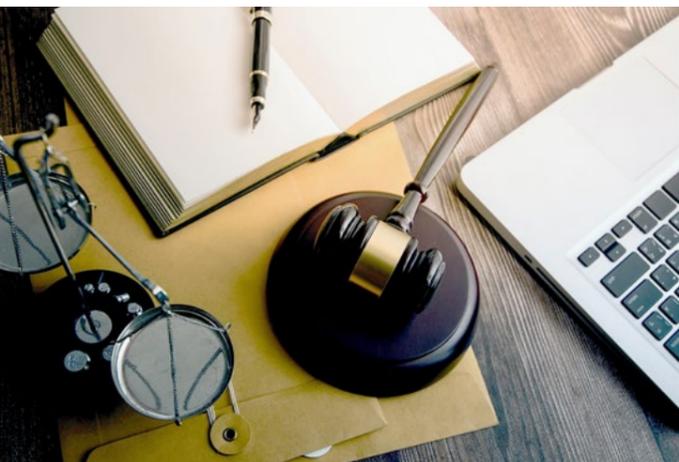
**CHARLEMAGNE AGENCEMENT**

66, impasse Lavoisier - 83160 La Valette-du-Var

04.98.08.08.29 / [www.charlemagne-agencement.com](http://www.charlemagne-agencement.com)

# Simplification de la vie des entreprises, mythe ou réalité ?

\* Un rapport parlementaire constitué de 14 mesures touchant le droit du travail visant à simplifier la vie des entreprises a été remis aux ministres, Bruno Le Maire ministre de l'Économie et sa ministre déléguée Olivia Grégoire, le jeudi 15 février 2024. Une étape décisive ou des lendemains qui déchantent ?



de 322 639 à 591 595 (soit une augmentation de 83 %). La lourdeur normative ne représente pas seulement un coût en termes de temps. Il est aussi financier. Le rapport du Sénat fait état de près de 3 % du produit intérieur brut (PIB), soit 70 Md€ par an »!

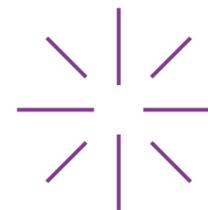
Ce document constitue une étape décisive dans la construction du projet de loi simplification pour déverrouiller l'économie. La simplification est non seulement très attendue, mais surtout amplement nécessaire pour les entreprises.

## 14 mesures

- **Proposition 1**  
Mettre fin à des redondances et formalités inutiles identifiées qui relèvent de différents codes (Code du travail, Code de commerce, code de l'énergie...), tant au niveau législatif que réglementaire
- **Proposition 2**  
Lever les derniers verrous pour une véritable application du principe de « dites-le nous une fois pour toutes »
- **Proposition 3**  
Permettre aux entreprises de moins de 5 ans et de moins de 50 salariés de définir avec les salariés l'application de certaines dispositions des accords de branche
- **Proposition 4**  
Alléger les obligations des trois principaux seuils 11-50-250 en les translatant d'un niveau

Le rapport parlementaire concernant la simplification du droit du travail est le fruit d'échanges avec les acteurs économiques, dont le MEDEF et la CPME. Il s'inscrit dans les « Rencontres de la simplification » lancées par les ministres le 15 novembre dernier.

Ce chantier cherche à rompre avec l'inflation normative et la complexité qui étouffent, freinent les chefs d'entreprise. Le rapport s'appuie sur des données précises : « 400 000 normes applicables, 1786 décrets réglementaires en 2022. Le constat est sans appel : l'excès de normes et leur instabilité pèsent négativement sur l'activité et la compétitivité des entreprises. Le rapport des sénateurs Devinaz, Moga et Rietmann de 2021 sur la simplification indique que le nombre de mots par loi entre 2002 et 2021 est passé



« La vérité, ce n'est point ce qui se démontre, c'est ce qui se simplifie »

*Antoine de Saint-Exupéry*

## Agir enfin

Ces propositions correspondent pour la plupart aux 80 mesures pour mettre fin à la complexité administrative suggérées par la CPME, où se trouvait le « test PME » défendu par le François Asselin. Ce test permettrait d'expérimenter des propositions réglementaires ou législatives dans les PME avant leur introduction afin de vérifier leur faisabilité et leur coût dans le quotidien des entreprises. Le MEDEF salue ce rapport qui va dans le sens des discours de Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et Elisabeth Borne, ex-Premier Ministre, prononcés en août 2023 lors de la REF. Le chantier de la simplification, lancé le 15 novembre 2023 en présence du président Patrick Martin, s'inscrit dans la méthode proposée depuis plusieurs années par le MEDEF. « Il est temps de passer des propositions à l'action ».

Si, depuis 2017, plusieurs lois et règlements ont favorisé l'activité des entreprises et amorcé la simplification de leur vie quotidienne, les démarches administratives sont encore et souvent considérées comme une réelle lourdeur par les entreprises, notamment les TPE. Ces propositions sont favorables aux entreprises, mais le législateur doit faire plus pour oxygéner les entreprises et globalement l'économie dont elles sont le levier, notamment sur la dématérialisation des procédures fiscales, déclaratives, marchés publics... Outre l'empilement des normes, la paperasse pèse encore lourd sur le quotidien des dirigeants.

- **Proposition 5**  
Aligner les droits bancaire et assurantiel des professionnels et des particuliers (notamment les modalités de résiliation et les relevés mensuels).
- **Proposition 6**  
Privilégier les régimes de déclaration aux régimes d'autorisation
- **Proposition 7**  
Généraliser le principe de dématérialisation des démarches à destination des entreprises tout en remettant le contact humain au cœur de l'administration
- **Proposition 8**  
Restreindre le champ d'action de la CNDP (Commission nationale de débat public) et la CCC (Commission de concertation du commerce), instances consultatives qui doivent donner un avis consultatif pour certaines démarches et autorisations administratives
- **Proposition 9**  
Proposer une visite de conformité et un rescrit pour faciliter l'accompagnement des entreprises
- **Proposition 10**  
Réduire les délais de contentieux et notamment prud'homaux
- **Proposition 11**  
Favoriser la coordination et l'acceptation des contrôles : en particulier revoir l'organisation des contrôles dans le domaine des établissements recevant du public.
- **Proposition 12**  
Dépénaliser les niveaux de sanctions en cas de manquement, de bonne foi, à des obligations déclaratives des dirigeants
- **Proposition 13**  
Astreindre toutes les administrations publiques à une contribution forfaitaire en cas de dépassement du délai de paiement.
- **Proposition 14**  
Faciliter drastiquement l'accès à la commande publique pour les TPE et PME

# Sanary : pari tenu pour le Casino Vikings

✦ Ouvert en août 2018, le Casino Vikings de Sanary fait partie du jeu culturel et de loisirs de la station balnéaire. Un pari d'autant plus réussi qu'il affiche le leadership varois dans son secteur. Son directeur général Christophe Valeau augmente pour ce faire en permanence la mise qualitative.

« La coopération mutuelle permet de maximiser les gains totaux », selon la théorie des jeux. Christophe Valeau applique à sa façon et avec succès ce précepte en qualité de directeur général du Casino Vikings de Sanary depuis un an. DG adjoint précédemment, après un passage au sein du groupe dans celui de Fréjus, consécutivement à la découverte de ce milieu au sein de la SBM à Monaco et surtout à une carrière de commandos marines dans les forces spéciales, ils disposent de quelques jetons en matière de rigueur et de sûreté.

Des atouts importants s'agissant de l'intelligence de situation inhérente à la fonction. « Il faut savoir s'adapter régulièrement et évoluer très vite dans la stratégie. Une bonne réactivité de l'équipe nécessite de bien travailler en amont sur l'organisation. L'ambition est d'attirer toujours plus de monde, de faire plaisir à la clientèle et de savoir se renouveler pour faire la différence, surtout dans un périmètre très concurrentiel », confie Christophe Valeau. Bandol, La Seyne, Hyères, La Ciotat, Cassis, les tables ne manquent pas en effet à proximité et chacun essaie de porter ses couleurs au plus haut.

## Mise gagnante

La recette Vikings semble être appréciée et bien encaisser l'adversité puisque l'établissement de Sanary revendique le leadership dans le Var, avec une croissance à deux chiffres l'an dernier du nombre de visiteurs et du produit brut de jeux, devant son



aîné de Fréjus, se situant ainsi dans le club des 30 meilleurs en France, sur 203 établissements. Une implication de tous les instants, une application aussi de méthodologies consignées dans sa démarche qualité, qui en a fait le premier casino français certifié Iso 9001. « Il s'agit d'être à l'écoute avec les clients, par l'échange, par des enquêtes, des visites mystères, afin de comprendre et améliorer nos points faibles, par des équipements susceptibles de les satisfaire, par une offre culturelle originale, par une restauration diversifiée, au café des arts comme au restaurant, jusqu'au semi-gastronomique », souligne le directeur.

En outre, le Casino de Sanary s'insère parfaitement dans son environnement verdoyant attenant à une zone boisée classée, conformément au cahier des



← 150 machines à sous

charges fixé par la municipalité. Laquelle s'est battue des années durant pour faire aboutir le dossier malgré des vents contraires et des recours au long cours, conjointement à l'abnégation des dirigeants nationaux du Groupe Vikings. Le parti pris architectural privilégié pour ce faire la pierre, le bois, les matières naturelles, les pratiques de développement durable. Un bel écrin pour en faire un lieu de loisirs, de convivialité, où il fait bon vivre en harmonie avec le reste de la ville, sachant que le législateur a créé des obligations de valeurs ajoutées culturelles dans la cité pour les casinotiers ».

## Jackpot progressif

Elles sont totalement de mise grâce à 150 machines à sous, 5 tables de jeux traditionnels (une trentaine de jeux électroniques), une salle de spectacles « Le Colombet » de 500 places modulables (en lien avec le théâtre Galli, notamment pour « tester » des représentations), un bar proposant une petite restauration de qualité à toute heure et à petit prix, dans un cadre lounge dédié aux expositions (différentes tous les deux mois), à de petits concerts, à du cinéma, du café philo, de la retransmission sportive, des activités portées par le monde associatif local. Sans oublier une valeur ajoutée spécifique indéniable, le restaurant confié au traiteur de France Gauderoy, qui fait partie des fiertés toulonnaises varoises dans son domaine. Un bon tirage, servi par une carte des vins faisant aussi la part belle à la viticulture régionale tout en voyageant dans d'autres



↑ Le café des arts

terroirs de référence. Cet attachement territorial constitue également un bonus « maison ».

Un jackpot progressif pour l'enseigne, sa quarantaine d'employés, ses partenaires, les joueurs, la commune et l'État qui perçoivent une précieuse réversion financière. Les dés ont été jetés, les jeux faits, la main est bonne, permettant d'augmenter la mise à la faveur de nouveaux projets, rien ne va plus comme on dit dans le jargon des croupiers pour signifier que la partie peut commencer. Ici, elle a débuté il y a près de 6 ans et tout va bien...

# Chef d'entreprise un jour, chef d'entreprise toujours

\* L'important, ce n'est pas la hauteur de la chute mais celle du rebond, dit l'adage. L'association « 60 000 rebonds » s'y emploie auprès des chefs d'entreprise qui rencontrent des désagréments de vie professionnelle, l'humain chevillé au corps.

« Rebondir après un triple traumatisme, personnel, professionnel, financier, n'est pas chose aisée. Il est indispensable - c'est même une question de dignité - d'œuvrer aux côtés de dirigeants pour leur permettre de sortir de l'isolement, de surmonter des traumatismes, de se reconstruire, d'apprendre de leurs erreurs éventuelles, de retrouver du courage pour entreprendre à nouveau ou pour s'épanouir dans un autre projet en tant que salarié. Il nous importe au sein de l'Union Patronale du Var d'agir de concert avec une structure comme « 60 000 Rebonds », qui contribue à cela, à faire évoluer aussi le regard sur la notion d'échec, comme avec les tribunaux de commerce sur le plan de la prévention. Cela fait partie de notre mission au service des chefs d'entreprises que nous défendons et que nous représentons », a affirmé Véronique Maurel, présidente de l'UPV, lors de la signature récente de la convention de partenariat avec cette association d'intérêt général.

## Sortir de l'isolement

Le président national de 60 000 Rebonds, Philippe Fourquet, avait fait le déplacement afin de marquer l'événement aux côtés du président de la Région Sud, Antoine Bidet. L'occasion de rappeler que leur entité est née en 2012 du double constat que chaque année en France environ 60 000 entreprises déposent le bilan (d'où leur nom) et qu'il n'y avait rien pour sortir les entrepreneurs de leur isolement inhérent à ces accidents d'activité, ni pour les accompagner vers un nouveau projet professionnel. Une démarche éminemment humaine, considérant que la société en général est en effet bien organisée en matière

de création, de développement, voire d'intervention en amont des difficultés, mais l'après-liquidation demeure problématique. Cela étant, le chef d'entreprise, même quand tout va bien, est la plupart du temps seul...

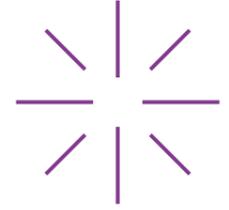
Dans ce contexte, plusieurs milliers de rebonds ont été rendus possibles depuis 12 ans, par un bon maillage du territoire, par l'implication de nombreux bénévoles (1650 personnes), à savoir parrains et marraines agissant sur les projets, coachs intervenants sur le socle personnel, experts répondants à des questions ciblées, ou encore ambassadeurs (nouveaux intervenants du dispositif). Un redémarrage initial aux deux tiers dans une configuration salariale temporaire, histoire de reprendre son souffle et de la confiance en soi, avant de redevenir dirigeant, avec 3,2 emplois créés en moyenne dans les 5 années suivantes. Chef d'entreprise un jour, chef d'entreprise toujours! En corollaire, l'économie s'en porte d'autant mieux.

## Logique partagée

« Avec bienveillance et sans complaisance, nous les aidons à prendre du temps pour se reconstruire, c'est fondamental. Il s'agit pour chacun de comprendre sa part de responsabilité, celle de son environnement, de faire un arrêt sur image afin de prendre conscience de qui on est. C'est un chemin de vie », selon Philippe Fourquet, partageant l'analyse de Véronique Maurel à propos du regard sur l'échec. Lequel stigmatise, traumatise aussi, par le poids du jugement sur soi. Cela s'accompagne, y compris et surtout par de

l'intelligence de situation car chaque histoire est différente. L'intuitu personae s'érigeant en credo. Antoine Bidet a pour sa part remercié la présidente de l'UPV pour « cette reconnaissance du travail fait et cette lisibilité », à la faveur de la convention de partenariat et de la collaboration projetée. « Cela va permettre de doubler le nombre de personnes accueillies en 2024 et 2025 dans le Var. Nous sommes là pour défendre les intérêts des chefs d'entreprise », a-t-il notamment affirmé dans une logique partagée avec le premier syndicat patronal de France.

Cette volonté commune est pour le moins de bon augure en vue de transformer des difficultés en opportunités, ce qui était la définition de l'optimisme selon Sir Winston Churchill...



« L'important, ce n'est pas la hauteur de la chute mais celle du rebond »



# L'IAE fait « l'union » avec les entreprises

\* L'IAE de l'Université de Toulon vient de signer une convention de partenariat avec l'Union Patronale du Var en vue de valoriser l'excellence des étudiants qu'elle forme et de faciliter leur insertion professionnelle.

Xavier Leroux, président de l'Université de Toulon, et Stéphane Benhamou, président-adjoint de l'Union Patronale du Var, représentant la présidente Véronique Maurel, ont signé récemment une convention de partenariat visant à formaliser et renforcer les liens existants avec l'Institut d'administration des entreprises (IAE). Xavier Leroux s'est « réjoui de cette initiative de nature à intensifier l'action de l'Université auprès des acteurs du territoire varois », en l'occurrence l'Union Patronale avec laquelle les liens sont déjà proches puisque le président du Conseil de l'Institut, le dirigeant Silvio Bremondy, est un mandataire de cette même UPV. En présence des équipes pédagogiques et administratives de l'IAE, le président Leroux a également salué l'engagement de tous et rappelé sa stratégie permettant à l'Université, dans son rôle de service public, de faciliter l'employabilité de ses étudiants. Une bonne nouvelle conjointement pour les entreprises qui ont des difficultés de recrutement, mais aussi pour les administrations qui peinent de plus en plus à attirer les jeunes dans les filières publiques.

Dans un contexte financier de l'enseignement supérieur à la fois tendu et incertain au niveau national, l'Université tente de relever des challenges en étant force de propositions pour la jeunesse, en particulier par une offre diversifiée, à l'écoute des besoins, et de plus en plus ouverte à l'alternance qui touche plus de 50 % des formations en licences, masters, DU, et donc des quelque 466 étudiants de l'IAE.

## Construire l'avenir des jeunes

« Vous frappez juste dans vos 6 diplômes de masters qui sont fondamentaux et portent sur les fonctions support des entreprises. Cela permet à l'excellence de s'exprimer », a commenté pour sa part Stéphane Benhamou, très attaché à la relation enseignement/entreprises, par appétence personnelle et dans toutes ses fonctions syndicales (il est également président du MEDEF Var). Alors que le monde change et que les tensions sur l'emploi s'accroissent dans tous les secteurs, l'enjeu de ces partenariats est de « construire l'avenir des jeunes de notre pays, sachant que 85 % d'entre eux seront au travail dans l'entreprise... Vous avez l'obligation d'enseigner, nous avons l'obligation de les accueillir ». Tout le monde en sortira gagnant, considérant les perspectives de développement économique si les tensions se dissipent. « Cette convention a vocation à aller plus loin, plus fort dans cet élan. Il faut pour cela que les entreprises aillent à votre rencontre. C'est ce que nous faisons grâce à 800 mandataires qui représentent l'UPV, dont fait partie Silvio Bremondy, et qui perpétuent le paritarisme dans notre pays ».



## S'ouvrir au monde économique

Lequel Silvio Bremondy, qui porte également la parole varoise au sein de la Conférence des présidents de conseil d'IAE en France, est intervenu totalement dans le même esprit de coopération profitable à tous, précisant que « le parti pris de l'IAE de Toulon est de s'ouvrir au monde économique, en faisant le choix de la qualité des formations en adéquation avec les besoins. Si les jeunes sont mieux préparés, ils pourront mieux s'épanouir et faire valoir leur droit. C'est un facteur d'émancipation », a-t-il notamment affirmé, se montrant fier de ce mandat confié par Véronique Maurel au sein de l'IAE.

Un souhait partenarial et de rapprochement partagé et revendiqué par la directrice de l'Institut, Corinne Van Der Yeught, maître de conférence. Rappelant l'importance des deux missions de cette entité créée en 2002, la recherche et l'enseignement, le soin apporté - y compris par l'innovation pédagogique - aux formations dans les principaux domaines du management, le marketing, la finance, les ressources humaines, la qualité et le développement durable, elle a souligné le large spectre de débouchés des étudiants, au regard des besoins dans le privé, le public, les associations, les ONG...



↑ Corinne Van Der Yeught, Xavier Leroux, Stéphane Benhamou, Silvio Bremondy



## Objectifs communs

### Pour l'IAE de Toulon

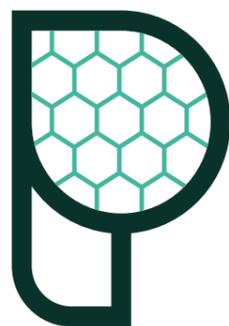
- Valoriser les diplômes de l'Institut
- Promouvoir l'excellence universitaire des étudiants et faciliter leur insertion professionnelle
- Mettre en œuvre des partenariats avec les acteurs du monde socio-économique et les intégrer dans la vie pédagogique afin d'assurer l'évolution des formations en adéquation avec les besoins
- Créer une dynamique de recherche scientifique
- Développer les échanges internationaux

### Pour l'UPV

- Soutenir une offre de formation universitaire locale de qualité, en phase avec les besoins en recrutement du tissu économique
- Faciliter le dialogue et la connaissance mutuelle entre les entreprises varoises et les étudiants de l'IAE
- Promouvoir les opportunités professionnelles et les besoins en recrutement des entreprises varoises
- Contribuer à la gouvernance de l'IAE de Toulon, mettre à disposition l'expertise et le réseau de l'UPV

**« La seule voie qui offre quelque espoir d'un avenir meilleur pour toute l'humanité est celle de la coopération et du partenariat »**

Kofi Annan



# PERMAB

WAYS  
FOR  
WATER

## REVÊTEMENT DE SOL PERMÉABLE INVISIBLE

PERMAB® est un revêtement de sol perméable de type modulaire pour zones circulées, composé de dalles alvéolaires en plastique 100% recyclé et recyclable.

### USAGES

- Voirie de circulation\*
- Stationnement
- Cheminement piétons
- Accessibilité PMR

\* À faible vitesse (jusqu'à 30 Km/h) pour véhicules légers et lourds (jusqu'à 44t à 5 essieux)

### FICHE TECHNIQUE

- Dalles 40 x 40 cm
- Épaisseur 27 mm
- Résistance 800 t/m2 selon matériaux de remplissage
- 100% plastique recyclé et recyclable
- Fabriqué en France



PERMAB® est désormais disponible dans tous les magasins Bonifay et sur [www.permab.com](http://www.permab.com)



**PERMAB S.A.S.**

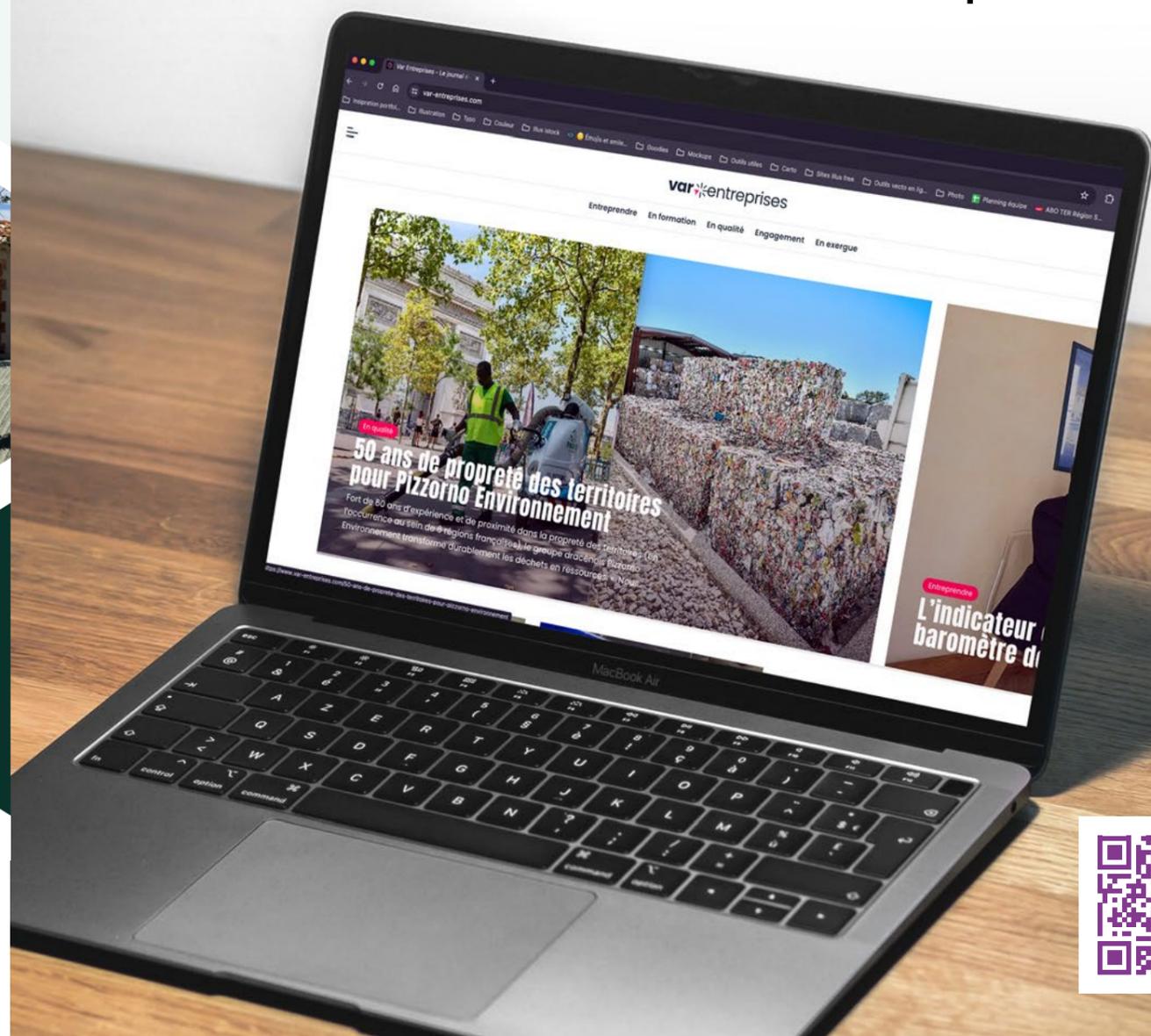
7681 Allée de Sauvebonne 83400 HYÈRES - FRANCE  
Tél. : 06 09 44 74 95

[www.permab.com](http://www.permab.com)



**upv** Union  
Patronale  
du Var

Retrouvez  
ces actualités  
en ligne sur le site  
**var** entreprises



Devenez annonceur du prochain  
**var** entreprises  
sur notre site  
ou dans notre magazine

# Sur la piste de l'Eco du Golfe

✦ L'aéroport du Golfe de Saint-Tropez et l'Union Patronale du Var ont embarqué les principaux acteurs économiques du territoire, et au-delà, pour la 6<sup>e</sup> édition de l'Eco du Golfe. Quelque 300 personnes sont ainsi entrées en piste.

« Je suis heureux de vous voir, de vous revoir », avait déclaré l'an dernier en propos liminaire Jean-François Guitard, directeur général délégué de l'aéroport du Golfe de Saint-Tropez (groupe ACA, Aéroports de la Côte d'Azur), marquant ainsi le retour à la vie normale après le trou d'air de la crise Covid, surtout s'agissant du transport aérien. Le plaisir était partagé, au point de renouveler cette année l'événement phare sur la plateforme de la Môle que constitue l'Eco du Golfe, 6e du nom. L'aéroport et l'Union Patronale du Var ont pour ce faire agi de concert afin de bien répondre aux attentes des acteurs économiques et d'emmener tout le monde côté piste, ce qui est rare. L'occasion de montrer à quel point le lieu est qualitatif et entièrement rénové, Jean-François Guitard l'affichant à nouveau cette année comme « un des plus vertueux d'Europe en termes de développement durable », avec l'intention d'aller plus loin encore à la faveur d'un futur parc photovoltaïque. Lequel fera l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt (AMI) et d'une intégration paysagère soignée.

## Une journée de grande valeur

L'Union Patronale du Var, que préside Véronique Maurel, et dont la délégation du Golfe de Saint-Tropez est conduite par son vice-président Olivier Perrin, a croisé le savoir-faire de ses équipes avec celles de l'aéroport, pour un résultat apprécié par une cinquantaine de partenaires et plus de 300 visiteurs de la sphère privée et publique. « On ne naît pas entrepreneur, on le devient parce que c'est dans nos veines, avec l'envie de réussir », a notamment affirmé ce dernier, avec le désir de servir également s'agissant du syndicat patronal qui « accompagne les projets de vie professionnelle ». L'Eco du Golfe a été entrepris dans cet état d'esprit, donnant envie de venir, et de revenir donc, facilitant échanges et courants d'affaires dans une ambiance conviviale, musicale aussi, tout en servant la cause de l'intérêt économique général du territoire.



← Olivier Perrin, président de la délégation du Golfe de Saint-Tropez de l'UPV, Jean-François Guitard, directeur général délégué de l'aéroport du Golfe de Saint-Tropez, Lionel Péan, parrain de la manifestation, Joseph Azzaz, directeur de l'aéroport



Joseph Azzaz, directeur de l'aéroport, a rappelé pour sa part lors des discours de lancement de la manifestation la thématique générique de la journée, à savoir « L'acquisition, la valorisation, la transmission d'entreprises », mettant l'accent sur la création de la valeur, en l'occurrence au profit de l'écosystème. « Une journée de grande valeur » évoquée par ailleurs dans son témoignage vidéo (voir ci-dessous), aux effets économiques et environnementaux démultiplicateurs.

« Une valeur ajoutée pour notre territoire d'exception », a ajouté Vincent Morisse, président de la Communauté de communes du Golfe de Saint-Tropez et maire de Sainte-Maxime, remerciant conjointement l'Union Patronale du Var et l'aéroport pour « cette organisation exemplaire qui réunit beaucoup d'acteurs économiques ».

Un beau témoignage, une fierté d'accueillir en terre et mer tropézienne un tel hôte de référence, un bel exemple aussi pour les dirigeants qui concouraient aux trophées de la création et du développement réussis décernés par le Réseau Entreprendre Var (voir témoignage vidéo) et l'UPV. Bière du Golfe (Sainte-Maxime) et la société de carrelage RCP Tils & Stones (Saint-Tropez) ont été lauréats dans chacune des catégories.

Pitches, débats, démonstrations motorisées, vols en hélicoptère, dégustations de mets par un chef de haut vol (Alexandre Fabris, du Château Valmer), entre autres animations, ont contribué à donner du contenu et à ajouter à leur tour de la valeur à cet Eco du Golfe, de même que l'apport opérationnel en ressources humaines de l'École de la 2<sup>e</sup> Chance (E2C Var) et de l'Institut méditerranéen de l'animation, du sport et du tourisme (ImSAT), entités du groupe UPV.

## Développement durable et entrepreneurial

Parmi ceux-ci, en lien avec la double approche de développement durable et entrepreneurial, le parrain de cette édition de l'Eco du Golfe, Lionel Péan, a ouvert la manifestation par un témoignage porteur de pensées positives et de suite dans les idées. Skipper de renom depuis plus de 40 ans, il a passé sa vie à monter des entreprises pour courir et des équipes pour gagner, pour maîtriser les éléments aussi. « Comme les marchés, cela peut être versatile, il faut savoir surfer. Ma vie a été riche de rencontres partout sur la planète et j'ai jeté depuis quelques années mon sac de marin breton en baie de Saint-Tropez », a expliqué le créateur de Seafloatech à Grimaud, inventeur d'une innovation en matière de mouillage écologique de surface destinée à lutter contre les effets dévastateurs des ancrages sauvages de bateaux.

 Voir les vidéos



# Cybersécurité sur toute la ligne à l'ISEN

✱ L'école d'ingénieurs ISEN monte en puissance et en offre s'agissant de cybersécurité, proposant à travers des formations diplômantes de la ressource humaine éclairée et des solutions afin de mieux répondre aux problématiques grandissantes de société(s).

« Nous tenons à ce que nos formations aboutissent à un diplôme. Les parents et les jeunes doivent savoir dans quoi ils s'engagent. Un titre professionnel c'est bien, mais le Graal c'est le diplôme, comme celui d'ingénieur que seule la commission des titres d'ingénieurs peut délivrer. Nous tenons à cette pépite qui nous évalue tous sur les mêmes critères », défend Agnès Laville, directrice générale depuis fin 2021 de l'école des ingénieurs du numérique, l'ISEN Méditerranée. Si sa raison d'être a été consignée l'an dernier dans son plan stratégique, fruit de sa réflexion avec les équipes et le président Michel Cresp, à savoir « Révéler, former et inspirer pour un monde plus juste », sa raison d'exister est née il y a 33 ans déjà, initiée par Toulon Var Technologies afin de diversifier les activités historiques d'électronique de Défense vers les marchés civils. Composante essentielle du triptyque de la fertilisation croisée entre recherche, formation et entreprises, l'ISEN n'a cessé de croître, comptant plus de 800 étudiants en permanence, irrigant tous les ans de ressources humaines de qualité le territoire, du local à l'international, sur un large spectre de formations.

## Formations diversifiées

En première ligne de la révolution digitale, précurseur en objets connectés (IoT), l'école toulonnaise a pris depuis 8 ans déjà au sérieux la montée des problématiques sur les questions de protection des systèmes d'information des entreprises et des organisations à la faveur d'une formation d'ingénieur

généraliste en numérique option cybersécurité (master de 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> années), labellisée par l'ANSSI (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information). Un cursus accessible après un Bac + 3.

Plus récemment, et afin d'élargir le champ de possibles sur le sujet au regard des demandes, une formation certifiante en bachelor, niveau Bac + 3, a été ouverte à tous, comprenant la première année sous statut d'étudiant permanent pour consolider les bases fondamentales, puis deux ans en apprentissage pour donner les bases solides en solutions de sécurité cloud et hybride. Cette école Cyber Microsoft by Simplon vise à répondre à la demande des entreprises de la Métropole TPM, du Var, des Bouches-du-Rhône. 18 personnes composent la première promotion qui débute en mai, pour laquelle la sélection s'est portée prioritairement sur la motivation, la capacité de chacun à s'engager pour son avenir, conjointement à ses aptitudes. Un parcours sans prérequis de diplôme destiné aux demandeurs d'emploi, qui débouchera sur un titre professionnel Administrateur d'infrastructures sécurisées (RNCP niveau 6). Un beau challenge également pour les enseignants de l'ISEN, y compris dans le changement de leurs habitudes avec de nouveaux étudiants, jeunes et moins jeunes, d'un autre niveau que leur public habituel issu de cursus classique d'ingénieurs.

Enfin, à la rentrée prochaine un Mastère spécialisé en Cybersécurité est au programme, à destination des entreprises souhaitant faire monter en compétences ou orienter leurs salariés en ce sens. Une formation

de 18 mois en alternance, compatible avec l'activité professionnelle, accessible aux personnes titulaires d'un Bac + 5 ou + 4 avec 3 ans d'expérience, qui sera sanctionnée par un diplôme à Bac + 6.

## Changement de paradigme

« Il faut démystifier la cybersécurité », prône Agnès Laville. « Nous sommes dans un territoire où nous devons être sensibles à la cybersécurité embarquée dans des objets technologiques. Ceci doit être pensé en amont des processus de conception pour une protection optimale », explique-t-elle, en parfaite correspondance avec l'orientation lot de l'ISEN. Cette spécificité embarquée est essentielle dans le secteur naval, maritime, sous-marin, aérien, terrestre, partout où il faut sécuriser les systèmes complexes. « Le numérique est l'association de l'électronique et de l'informatique, mais il y a un volet hardware à ne pas négliger. On apprend cela à nos étudiants, en leur donnant des réflexes dès l'amont justement. Quand ils conçoivent un système ils doivent penser à sa sécurisation dans sa complétude ».

Et l'IA dans tout cela, l'intelligence artificielle? Elle est transverse dans toutes les formations, mais fait l'objet d'une orientation dédiée devenue obligatoire à dessein de générer de la valeur ajoutée, d'autant que l'IA générative occasionne un vrai changement de paradigme. « Cybersécurité et IA sont très analogues car cela touche tous les domaines du numérique », précise Agnès Laville, très attachée par ailleurs à développer un regard critique sur l'impact et l'empreinte de tout ce qui est produit en ligne.

« Prudence est mère de sûreté »



# Audrey Laguens : qui a confiance en soi conduit les autres

\* Assistante sociale et sociable du service Enosys de l'UPV, Audrey Laguens rend les relations humaines faciles, animée par l'envie de procurer du bien-être à l'autre, de trouver des solutions, de développer l'autonomie, dans un grand dessein d'équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

« C'est difficile de soutenir l'autre si l'on n'est pas bien soi-même », affirme Audrey Laguens avec le large sourire qui la caractérise en même temps qu'il résume son approche du métier d'assistante sociale, et de la vie d'une façon générale. Difficile aussi de prôner pour autrui un état d'esprit s'il nous est étranger. Ce qui n'est pas son cas, loin s'en faut. Fille d'une assistante familiale, elle côtoie dès le plus jeune âge des petits camarades issus de l'aide sociale à l'enfance, lui permettant « d'observer très tôt que l'existence n'est pas toujours égalitaire et équitable ». De quoi lui donner envie plus tard d'aider des personnes vulnérables, mais avec un certain recul, se gardant bien d'une obligation quotidienne et permanente qui fait courir le risque de devenir contrainte.

Diplômée d'État assistante de service social en 2015 à la Croix-Rouge d'Ollioules, elle choisit ainsi la voie qui lui correspond le mieux, « avec le souhait de tendre la main à celles et ceux qui pourraient en ressentir le besoin, d'être là pour un soutien particulier ou complet ». Sincère aussi. Cela n'empêche pas de segmenter pour se protéger, afin de retrouver une vie « normale » le soir en famille, même si ce n'est pas toujours aisé au regard des problématiques inhérentes au métier.

## Intelligence de situation

La première année d'activité d'Audrey Laguens annonce la couleur de sa future polyvalence,

puisqu'elle l'exerce à l'action sociale des armées, au sein de la Base Navale de Toulon, sur le porte-avions Charles de Gaulle. Une entrée en matière un peu exceptionnelle, lui donnant l'opportunité de s'aguerrir très vite s'agissant des questions familiales, de logement, de budget, de santé, de vie au travail, de handicap..., sur un large spectre de situations. Son expérience intéresse l'Union Patronale du Var, et vice-versa, à la faveur d'un premier contrat à temps partiel mi-2017 qui s'est élargi depuis, sous la conduite bienveillante et participative d'Isabelle Innocenti, la responsable du service Enosys d'assistantes sociales, de conseillères en économie sociale familiale et de psychologues du travail. En outre, son appétence pour le droit s'affine, au point de faire le lien sur nombre de dossiers avec le service juridique de l'UPV, augmentant l'expertise « maison ».

Plusieurs jours par semaine, elle est détachée in situ auprès de grands groupes adhérents au sein desquels elle peut déployer ses connaissances d'assistante sociale enrichies de sa double maîtrise de la sphère privée et de la fonction publique d'État. « Le travail d'écoute et de résolution potentielle de difficultés des salariés, touchant conjointement leurs ascendants, descendants, conjoints, s'accompagne d'échanges avec les syndicats et la direction ». L'objectif commun réside dans le bien-être au travail, considérant que la neutralité de l'assistante sociale facilite la prise en considération dont elle fait l'objet par l'ensemble des parties. Une valeur ajoutée pour l'entreprise que le syndicat patronal porte fièrement.



## Veille sociale

« Maintenir l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle est en cœur de cible, de même que faire gagner les salariés en autonomie. Dans notre profession, c'est la base. C'est très intéressant de pouvoir prendre ainsi tous les éléments dans leur globalité, de co-construire ensemble un plan d'actions, d'installer de la confiance, ce qui est nécessaire, indispensable même, pour être suivie dans ses préconisations. C'est valorisant. Tout ceci repose sur le dialogue, l'échange, sans jugement, faisant progresser chacun à son rythme et dans sa temporalité ». L'observation, croisée avec la veille sociale qui maintient sa curiosité naturelle toujours en éveil, fait aussi partie des prérequis du métier et des qualités d'Audrey éprouvées au plus près du terrain. « Les mentalités évoluent. Les nouvelles générations n'ont pas ou plus la même valeur travail. L'enjeu a changé. Aujourd'hui, de plus en plus, c'est l'entreprise qui s'adapte aux désirs des salariés et non plus l'inverse. La qualité de vie et des conditions de travail est recherchée en priorité. À défaut, les salariés s'en vont ».

Son apport et celui de ses collègues sont d'autant plus à propos pour faire accepter ce changement de paradigme à tous les niveaux de la ressource humaine et co-construire là aussi la relation au travail de demain, situant tout le monde dans l'espace et le temps. Ce qu'elle s'applique parfaitement à elle-même...

**« On ne force pas une curiosité, on l'éveille »**

*Daniel Pennac*

# Service(s) gagnant(s) à l'ImSAT avec Gilles Moretton

✦ Dans le cadre de son tour de France « Ensemble pour les clubs », le président de la Fédération Française de Tennis, Gilles Moretton, a consacré le 28 mars à l'ImSAT une journée d'échanges au tennis régional et varois.

« Monsieur le président de la Fédération Française de Tennis, Monsieur le président de la ligue Provence Alpes Côte d'Azur, Monsieur le président du comité départemental, mesdames et messieurs, vous êtes ici, à l'ImSAT, Institut méditerranéen du sport, de l'animation et du tourisme, dans un lieu historique du tennis et de la formation, centre départemental majeur en la matière. C'est même par le tennis que l'engagement dans des parcours de formation de l'Union Patronale du Var que je préside a débuté il y a quelque deux décennies, déjà avec notre directeur Alain Ortali, lui-même prof de tennis à l'origine et coach apprécié. Les liens avec les instances, avec les clubs, à commencer par le résident de l'étape, le Club Sportif Tourrache, sont forts, durables, exemplaires. Ils se trouvent même renforcés avec la nouvelle mandature régionale dont nous apprécions la dynamique. Sachez que le tennis nous tient à cœur, depuis la base jusqu'à la formation de moniteurs, en passant par le pôle performance soutenu par du mécénat d'entreprises, dont nous sommes fiers. Nous sommes heureux de vous accueillir sur ce campus dédié au sport, mais aussi à l'insertion de jeunes qui sont passés entre les trous de la raquette de l'éducation nationale et à qui nous essayons de donner une 2<sup>e</sup> chance. Ils sont surprenants dans leur capacité à prendre la balle au bond. Je vous souhaite la bienvenue et de belles réflexions sur vos projets sportifs. Les entrepreneurs partagent souvent avec vous les mêmes valeurs de volonté, de combat, de dépassement de soi, de résilience... ».

C'est par ces mots que la présidente de l'Union Patronale du Var, Véronique Maurel, a accueilli le président national de la FFT, Gilles Moretton, et son équipe, ainsi que les instances régionales et varoises,

les bénévoles et enseignants des clubs, entre autres acteurs en première ligne de la pratique du tennis.

## Faire bouger les lignes

Ils sont en effet venus nombreux participer à cette journée de dialogue, d'échanges, de travail en ateliers, notamment sur « L'école de tennis et les clubs formateurs », ou encore sur « Le projet club



↑ Le président Gilles Moretton, entouré de Christophe Demoisson (à gauche de la photo) et Alain Villaume

et la relation bénévole et enseignant ». Autour du président du comité départemental de tennis du Var, Alain Villaume, étaient notamment présents le président de la Ligue Paca, Christophe Demoisson, les présidents des comités des Bouches-du-Rhône, des Alpes de Haute Provence et des Alpes-Maritimes, département que connaît bien Gilles Moretton pour y avoir été en club dans sa carrière de joueur de haut niveau. Car le tennis est sa famille depuis des décennies, comme a souligné ce dernier lors de son intervention liminaire, tout en remerciant toutes les personnes présentes, participant activement à la relation de convivialité et de travail qui lui tient à cœur. L'objectif de son tour de France dans le cadre duquel il faisait étape à l'ImSAT le 28 mars, est de faire évoluer chacun autour de bonnes pratiques découvertes chez les uns et les autres. Une remise en question permanente, comme en tennis pour améliorer son jeu, proposer de meilleurs services, afin de faire bouger les lignes, dans un état d'esprit toujours positif. La région Provence Alpes Côte d'Azur fait partie du haut du panier dans ce contexte, s'est-il réjoui, félicitant par là-même celles et ceux qui font vivre ce sport, affirmant la volonté de s'appuyer sur les clubs pour mettre en place des initiatives, et appuyant sur l'importance de la formation. Pour le plus grand plaisir de près d'1,1 million de licenciés (en progression constante) en France.

« Dans la vie comme au tennis, ceux qui gagnent sont souvent ceux qui font les meilleurs services... »

 Voir les vidéos



↓ Le président de la FFT et son équipe



# À Brignoles, l'UPV fait à nouveau la foire

✧ L'Union Patronale du Var a transformé le 17 avril le coup d'essai initié l'an dernier à la faveur d'une journée dynamique dédiée à l'entreprise sur un vaste stand parfaitement exposé à la foire de Brignoles.

« La foire sera bonne, voici les marchands », dit le vieil adage, et ils sont nombreux tous les ans à Brignoles depuis un siècle (la 94<sup>e</sup> édition s'est déroulée du 13 au 21 avril) à se rendre dans le plus grand événement du genre entre Nice et Marseille. Joël Oros, président de la délégation de l'UPV Brignoles et du Centre Var, l'a bien compris en organisant une journée test l'an dernier rassemblant les équipes et nombreux services « maison ». On ne change pas une formule qui gagne, mais on peut toujours améliorer et dynamiser les choses, comme cette année marquée par la thématique « recruter autrement ».

Parmi les moments phares, de nombreux chefs d'entreprise ont répondu favorablement à la matinale organisée par l'École de la 2<sup>e</sup> Chance, reçus en entretien par les jeunes dans le cadre de l'action « recrute ton patron », en partenariat avec la Mission Locale et France Travail; la conférence sur la RSE

de Nicolas Stoeckel (Adinvest Network - photo du haut) a connu une belle audience méritée; Jacques Dehouck, du Hameau de Montrieux, et Christian Trono, de Excellium Automobile, ont ouvert et nourri par leurs témoignages l'afterwork à succès partagé avec l'Agglomération que préside Didier Brémont, également maire de Brignoles. « Bravo à l'UPV pour cette présence et cette journée », a tenu à souligner ce dernier, se félicitant de cette mobilisation du monde entrepreneurial et du rôle majeur que chacun doit jouer pour les jeunes, en l'occurrence de l'E2C.

## Faciliter les liens

« Il faut que l'Union Patronale du Var montre ses actions et son utilité au plus près des territoires » a revendiqué pour sa part Joël Oros, à l'unisson de la présidente Véronique Maurel. « La foire de Brignoles est un lieu incontournable pour ce faire et rassembler nos équipes, incluant bien entendu l'École de la 2<sup>e</sup> Chance, l'Institut méditerranéen du sport, de l'animation et du tourisme (Imstat), nos formations en sécurité d'UPV FD et bien d'autres services. Nous avons mis l'accent sur la RSE et essayé d'apporter de la valeur ajoutée avec nos partenaires. L'objectif de tout cela, de notre engagement aux uns et aux autres au sein de l'Union Patronale du Var, est d'aider les gens à travailler et à se sentir bien. Nous le faisons tous de façon différente dans nos entreprises et nous sommes bien conscients que c'est plus compliqué d'y parvenir seul. Notre présence à la foire a du sens et s'inscrit dans la durée, en harmonie avec son président Thierry Ballatore, qui fait d'ailleurs partie du bureau de l'UPV à Brignoles. Cela facilite évidemment les liens ».



↑ Joël Oros, président de la délégation de l'UPV Brignoles et du Centre Var



← Beaucoup de monde sur le stand de l'UPV, dont le maire de Brignoles et président de l'Agglomération Didier Brémont

« Notre présence à la foire a du sens et s'inscrit dans la durée »

Joël Oros



↑ Intéressants échanges sur la thématique « recruter autrement »



← Jacques Dehouck, du Hameau de Montrieux, très impliqué également sur toutes les thématiques ressources humaines et bien-être

## Donner de la visibilité

Plusieurs membres dudit bureau, fidèles de l'étape, se sont tout autant réjouis que le syndicat patronal prenne ainsi date durablement. Pour Philippe Lafiteau, dirigeant des boulangeries familiales éponymes (enseigne fondée il y a 75 ans), « la foire de Brignoles est notre rendez-vous incontournable, à la fois pour l'économie et l'image de la ville. J'y viens depuis toujours, à savoir depuis l'enfance avec mon père, et je suis très content que cet événement soit porté de la sorte par Thierry Ballatore. C'est très satisfaisant de voir l'implication de l'UPV, cela ouvre le champ des possibles à nombre de décideurs qui viennent, cela rassemble. Nous en avons tous besoin ». Emma Zerouky-Idhène, présidente des Femmes cheffes d'entreprise de Toulon, et dont les activités de services sont aussi implantées sur le territoire, était en pays de connaissances et en a profité pour poser plus encore les jalons d'une future section FCE en Provence Verte, qu'elle espère créer en 2025. La Foire était pour elle une belle opportunité de « faire réseau ». Selon Virginie Gruet, dirigeante d'une librairie papeterie et d'un tabac à Saint-Maximin, mais aussi vice-présidente

de la délégation de Brignoles de l'Union Patronale du Var, « c'est une bonne démarche de visibilité pour l'UPV, pour expliquer ce que l'on fait et pour qui, afin de mettre également en relation les jeunes des écoles et les entreprises ».

Enfin, s'agissant de l'aspect emploi, très présent au cours de cette journée, Deborah Samper, de Domino RH, structure de travail temporaire et recrutement à Brignoles, a pour sa part apprécié l'opportunité « de ce moment agréable compte tenu de l'ambiance, mais aussi de partage, de projection, avec des partenaires, des clients actuels ou potentiels. Nous pouvons échanger sur les évolutions du monde du travail, les problématiques qualitatives de main-d'œuvre, ou encore celles de mobilité, importantes localement ».

De quoi avoir envie de faire la foire et d'y revenir !

↓ Conférence sur la RSE de Nicolas Stoeckel (Adinvest Network)



## En 2024, soutenez les écoles et centres de formation portés par l'UPV par le biais de la taxe d'apprentissage !



**TAXE  
D'APPRENTISSAGE  
2024**

En France, les entreprises et les associations de + de 11 salariés doivent obligatoirement contribuer au financement de la formation professionnelle via la taxe d'apprentissage.

En effet, en 2020, les décrets d'application de la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel ont défini les règles de collecte de cette taxe. La part principale finance les formations par apprentissage et le solde accompagne le développement des formations initiales technologiques et professionnelles (hors apprentissage) ainsi que l'insertion professionnelle. L'E2C Var et l'IMSAT, organismes de formation portés par l'UPV oeuvrant dans les champs du sport, de l'animation, du tourisme, de la restauration et de l'insertion font partie des organismes bénéficiaires du solde de la taxe d'apprentissage.

### COMMENT REVERSER SA TAXE D'APPRENTISSAGE À NOS ÉCOLES ?

- Connectez-vous à la plateforme SOLTEA à l'aide de vos identifiants net-entreprises
- Pour soutenir l'E2C Var :
  - Sur le moteur de recherche, sélectionnez l'établissement en entrant le n° de **SIRET 428 993 430 00019** ou le nom « Ecole de la 2eme Chance du Var » **avant le 02 août 2024**
- Pour soutenir l'Imstat :
  - Sur le moteur de recherche, sélectionnez l'établissement en entrant le n° de **SIRET 783 169 626 00026**, le nom « Imstat », ou en renseignant notre numéro UAI : **0831798D avant le 02 août 2024**
- Fléchez votre solde et/ou attribuez le pourcentage souhaité à l'école de votre choix
- Validez votre choix et transmettez les informations relatives à votre versement à l'adresse mail suivante : **taxe-apprentissage@imsat.co**, ainsi que le nom et le SIRET de votre entreprise  
Pour toute question, contactez-nous au **04 94 75 24 15**

# Chose promise chose « DU »

\* Le document unique d'évaluation des risques professionnels, communément appelé « DU », est une obligation juridico-administrative à ne pas négliger en entreprise, d'autant que la loi santé du 2 août 2021 a étendu le champ d'application aux risques psychosociaux.

Une étude de la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), publiée le 21 mars 2024, a révélé qu'en 2019 seulement 46 % des établissements du secteur privé déclaraient avoir rédigé ou actualisé leur DUERP (document unique d'évaluation des risques professionnels) au cours des 12 derniers mois. Pourtant, le DUERP est une obligation pour toutes les entreprises dès l'embauche du premier salarié, prévue aux articles R4121-1 et suivants du code du travail. L'employeur doit évaluer les risques, y compris les risques psychosociaux, présents au sein de son entreprise et le document unique en est l'outil. Cette évaluation s'inscrit dans le cadre de son obligation générale d'assurer la sécurité et de protéger la santé des salariés (obligation de moyens renforcée). Le DUERP va permettre de lister tous les dangers identifiés liés à une tâche ou à un outil de travail. L'évaluation se déroule en plusieurs étapes: l'évaluation des risques, leur identification, leur classification, et la proposition de mesures et de moyens de prévention. Il est aussi dans ce contexte une porte d'entrée vers une démarche QVCT (qualité de vie et des conditions de travail).

Pour les entreprises de - de 11 salariés, le DUERP est mis à jour lors de toute décision d'aménagement modifiant les conditions de travail, ou impactant la santé ou la sécurité des salariés, ou à l'apparition d'une information supplémentaire concernant l'évaluation d'un risque dans une unité de travail est recueillie (par exemple l'apparition de maladies professionnelles).

## Réglementation

Pour les entreprises de + de 11 salariés, le DUERP est mis à jour au moins une fois par an et à l'occasion des deux événements précités. Il doit être conservé dans sa version initiale et ses versions successives sous la forme d'un document papier ou dématérialisé pour une période de 40 ans à compter de son élaboration.

Pour les entreprises d'au moins 150 salariés, la mise en place du portail numérique dans lequel l'employeur était censé déposer les versions successives du DUERP devait être effective au 1<sup>er</sup> juillet 2023. Ce délai a été reporté sine die. En effet, le ministère du Travail indique que, lors des réflexions préliminaires sur ce portail numérique, de nombreuses difficultés sont apparues quant à sa mise en place, en matière notamment de faisabilité technique pour héberger les documents pendant 40 ans, authentifier les accès, ou encore pour assurer la protection du secret des affaires ou définir les conditions de financement et de maintenance de ce portail. En attendant une clarification, les versions successives continuent d'être conservées au sein de l'entreprise sous la forme d'un document papier ou dématérialisé.

## Obligations

Il doit être tenu à disposition de plusieurs acteurs

- les salariés, les anciens salariés et toute personne ou instance pouvant justifier d'un intérêt à y avoir accès
- les membres de la délégation du personnel du CSE
- le service de prévention et de santé au travail



- les agents du système d'inspection du travail
- les agents des services de prévention de la Carsat
- les agents des organismes professionnels de santé, de sécurité et des conditions de travail
- l'inspecteur de la radioprotection pour les travailleurs exposés aux rayonnements ionisants, pour les installations et activités dont ils ont respectivement la charge

Il est utile de préciser qu'en cas d'accident du travail, il est le premier élément que les autorités demandent à consulter. Il est donc primordial de l'avoir mis en place et de l'actualiser.

Le DUERP doit être transmis par l'employeur à chaque mise à jour au service de prévention et de santé au travail auquel il adhère.

## Accompagnement par UPV FD

Dans un souci d'accompagner au mieux ses adhérents, l'UPV, via sa structure de formation et de conseil UPV Formation Développement, propose une formation « Évaluation et prévention des risques professionnels: accompagnement à la rédaction et/ou mise à jour du DUERP ».

**Les adhérents de l'UPV bénéficient d'un tarif préférentiel.**

**Contact UPV FD:**

Tel: 04 83 69 19 09

Mail: [upvfd@upv.org](mailto:upvfd@upv.org)

Site internet: [www.upvfd.fr](http://www.upvfd.fr)

# FBTP 83 : Fabien Piersanti, nouveau pilote dans l'avion

✧ Fabien Piersanti a succédé à Jean-Jacques Castillon à la présidence de la Fédération du BTP du Var lors d'une belle cérémonie de passation à l'aéroport Toulon-Hyères au cours de laquelle l'E2C a été mise à l'honneur.

« J'ai 54 ans et suis père de 3 enfants. Je vis au Lavandou et mon entreprise est située à Bormes-les-Mimosas. Le Groupe Piersanti s'est formé autour de l'entreprise de maçonnerie-gros-œuvre créée par mon père en 1966 et, au fil du temps, plusieurs activités se sont naturellement greffées comme la promotion avec son espace de vente et une activité de location saisonnière. Si bien que toutes ces activités intégrées emploient aujourd'hui 60 salariés. Récemment, j'ai eu le plaisir de voir mon fils Sandro, me rejoindre. Il constitue la 3e génération et c'est une grande fierté pour moi. Sur le plan syndical, je suis président du Pôle Habitat FFB pour la région Paca Corse depuis novembre 2018 et également pour le Var. C'est à ce titre que je suis vice-président de la Fédération

du BTP du Var. Mon élection à la présidence s'est déroulée le 11 décembre 2023 dans le cadre du conseil d'administration et depuis cette date, Jean-Jacques Castillon m'a associé à toutes ses décisions et à la plupart de ses activités ». C'est de cette façon sobre et avec une certaine émotion que Fabien Piersanti a pris la parole en qualité de nouveau président de la Fédération du BTP du Var, devant une assistance de plusieurs centaines de personnes réunies dans le hall d'embarquement de l'aéroport de Toulon-Hyères le 25 avril dernier. Un embarquement soigné, préparé et animé avec talent par le secrétaire général Cyril Bolliet.

↓ Fabien Piersanti, président de la Fédération varoise du BTP



← Passation de pouvoir entre Jean-Jacques Castillon et Fabien Piersanti

## « Plutôt que d'être observateur des aléas du marché, il nous faut être pro-actifs »

Fabien Piersanti

### Le logement ne sait plus où il habite

À la simplicité, le président Piersanti a vite associé l'efficacité et le franc-parler qui le caractérisent, évoquant la situation actuelle: « une crise du logement neuf, le non-résidentiel dont les indicateurs ne sont pas bons, un marché de la rénovation qui marque le pas, une activité travaux publics qui, bien qu'épargnée pour le moment, va pâtir de la dégradation du secteur du bâtiment et reste très dépendant de la commande publique et de ses cycles notamment liés aux élections. Comment en sommes-nous arrivés là? Trois principaux facteurs expliquent cette situation: la dégradation du marché du crédit, l'inflation des prix immobiliers et un moindre soutien public au logement. Sur ce dernier point, nous avons un grave problème avec la politique actuelle du logement. Les arbitrages qui ont été faits dans le cadre de la loi de finances 2024 sont un échec sur toute la ligne. Dans le neuf, si rien n'est fait, seulement 240 000 logements seront produits en France alors que les besoins sont estimés à 500 000 logements chaque année. 240 000 logements, c'est bien moins que le plus bas niveau historique de 1992 et c'est ce que la France produisait dans les années 50 avec 25 millions d'habitants en moins ». En résumé, le logement qui ne sait plus où il habite et « les choix politiques et financiers sont d'autant plus incompréhensibles qu'il est contributeur net de 50 milliards d'euros par an au budget de la nation, malgré l'idée reçue persistante d'un logement sous perfusion des aides de l'État ».



↑ Beaucoup de monde pour l'événement à l'aéroport de Toulon-Hyères

## 7 ans de mandat(s) pour Jean-Jacques Castillon

Ému, le président sortant, Jean-Jacques Castillon, au moment de passer la présidence de la Fédération du BTP varois à Fabien Piersanti, et en même temps de terminer sa carrière puisqu'il a cédé l'an dernier son entreprise familiale. « Je ne sais pas si l'on naît entrepreneur ou si on le devient. Ce que je sais, c'est que je l'ai pleinement été. Et ce qui est certain, c'est que la Fédération m'a aidé à être un entrepreneur accompli. Il faut un bon alignement des planètes pour vivre un destin syndical et je suis reconnaissant aux forces et vents favorables qui m'ont permis d'accomplir mon parcours. L'enseignement à tirer de ce parcours serait le suivant: ce que l'on trouve à la Fédération est à la mesure de ce que l'on y apporte. À titre personnel, j'ai donné beaucoup et j'ai beaucoup reçu en retour », a-t-il notamment affirmé, rendant hommage à celles et ceux qui cheminent et ont cheminé à ses côtés. Et de conclure: « merci pour tout. C'était vraiment bien... »



← Une table-ronde appréciée autour du Parcours BTP de l'E2C et de la Fédération, avec Lionel Picard, du pôle formation de la FRB Paca, René Braja, président de la Fédération régionale des TP Paca, Olivier Salleron, président de la FFB, Grégory Monod, président du Pôle Habitat-FFB, Jean-Philippe Li Vigni, chef d'entreprise varois impliqué dans l'expérimentation, Younès Darmach, jeune embauché

« Sur la rénovation énergétique, la fin de l'accompagnement pour les travaux isolés et l'obligation de réaliser des bouquets de travaux avec le dispositif « Mon Accompagnateur Rénov » sont un échec patent. Pas d'effolement pour autant, même s'il aurait préféré un meilleur contexte, pour Fabien Piersanti qui pense « que les crises sont des moments de modification des repères et de remise en question qui rendent les changements et les opportunités possibles ». Encore faut-il porter un projet. Le sien repose sur l'emploi et la formation en priorité, le marché et l'activité, ainsi que le renforcement du rayonnement de la Fédération.

### Recruter autrement avec l'E2C

S'agissant du premier volet, il a souhaité ouvrir une nouvelle voie, mise à l'honneur et en tête des solutions positives présentées en début de soirée de passation, à la faveur d'une expérimentation menée avec l'École de la 2<sup>e</sup> Chance du Var (groupe UPV). Un pari parti d'une feuille blanche, avec un contenu écrit, co-construit, par les équipes de la Fédération et de l'E2C, et dont le succès a été apprécié par le président de la Fédération Française du Bâtiment, Olivier Salleron, le président du Pôle Habitat-FFB, Grégory Monod, le président de la Fédération régionale des TP Paca, René Braja, les élus, dirigeants, chefs d'entreprises, acteurs publics et privés présents pour l'événement.

Younès Darmach, 20 ans, a pu témoigner devant tout le monde et avec son beau sourire de cette expérience de 6 semaines d'immersion sur le terrain et en initiation des grands principes du secteur, incluant les transitions écologiques, numérique, la sécurité sur les

chantiers, parmi les sujets abordés notamment par les formateurs FRB Paca/Batys Compétences, entre autres intervenants professionnels. Jean-Philippe Li Vigni, le dirigeant qui l'a embauché à l'issue de ce « Parcours BTP », président de la section peinture de la Fédération varoise, s'est dit « impressionné par la motivation de Younès, son réel intérêt pour le poste et pour la société ». 15 des 17 stagiaires de cette première promotion ont d'ailleurs bénéficié d'un débouché positif, soit directement dans les entreprises qui ont fort bien joué le jeu, soit en formation complémentaire. Le président national Olivier Salleron a particulièrement apprécié cet exemple « formidable », en phase avec les vertus historiques d'ascenseur social du BTP. Chacun, E2C et Fédération, s'accordant sur la nécessité de poursuivre ce « recruter autrement ».

### Expertise versée au débat public

Une positive attitude revendiquée par le BTP varois au gré des débats, sur la préservation de l'environnement, s'agissant de la construction comme en matière de gestion des déchets de chantier ou de maîtrise de la qualité des réseaux. Ce qui n'empêche pas de tirer des sonnettes d'alarme quand les situations le méritent. Autant de chantiers d'avenir, et bien d'autres, que Fabien Piersanti compte aborder dans le dialogue avec les élus dont il a salué l'engagement, ainsi que le « travail difficile qui peut se révéler ingrat ». En bâtisseur, il veut rassembler, expérimenter de nouvelles façons d'agir, être à l'écoute de tous et bien entendu de ses confrères, l'entrepreneuriat chevillé au corps de métiers, avec l'envie de verser au débat public le point de vue et l'expertise de la profession.

# Dirigeants, et votre santé ?

Réservez votre **12 septembre**  
à **18h30**



**Odalia**

On travaille mieux  
quand on est bien

# Le lycée professionnel de La Cordeille valorise ses filières

\* Accueillant 320 des 2100 élèves de l'Externat Saint Joseph La Cordeille, à Ollioules, le lycée professionnel essaie de faire mieux connaître ses filières auprès des dirigeants, d'où l'organisation récente d'un « café des entrepreneurs » de l'UPV.

Qui sait que nous avons un lycée professionnel (?), demandait en substance Christel Louis, cheffe d'établissement coordinatrice au sein de La Cordeille, aux dirigeants qui avaient répondu favorablement à l'appel du « café des entrepreneurs » organisé par l'UPV dernièrement. Pas grand monde, en fait. La présentation in situ illustre la volonté « maison » de s'ouvrir davantage.

Institution locale depuis 1965, soit près de 40 ans, l'Externat Saint Joseph La Cordeille est implanté sur un site exceptionnel de 17 hectares en cœur de pinède, au milieu des oliviers, à Ollioules. Plus de 2100 élèves sont accueillis, de la maternelle à l'enseignement supérieur et à la formation continue, en formation initiale ou en apprentissage, sachant que la mixité des

publics entre élèves en alternance ou non est ici mise en œuvre. Un établissement privé d'enseignement sous contrat d'association avec l'État et sous la tutelle européenne des Pères maristes, tourné vers l'humain et la quête de l'excellence, aux multiples facettes, dont ce volet professionnel méconnu <https://pro.esj-lacordeille.com>.

## Répondre aux besoins

Ainsi, sous la direction de Marie-Sophie Gauvin, plusieurs filières montent en puissance, par la qualité des formations dispensées et des formateurs, mais aussi grâce au réseau tissé dans la région et

↓ Explications dans les ateliers



## Un établissement tourné vers l'humain et la quête de l'excellence

au-delà. Exemple récent, la filière numérique de techniciens supérieurs qui s'est enrichie d'un Bachelor administrateur systèmes réseaux et cybersécurité, venant renforcer, au regard des besoins dans le secteur, le BTS et le Bac Pro Cybersécurité. Autre exemple, un Bac Pro animation enfance et personnes âgées, qui complète là aussi l'offre très prisée dans le médico-social autour des soins et services à la personne. Dans l'industrie, en plus du Bac Pro maintenance des systèmes de production connectés, un BTS destiné à des techniciens supérieurs de niveau 5 (Bac + 2) compte parmi les nouveautés 2024 (à partir de septembre, également ouvert à l'apprentissage). Un domaine qui propose de nombreux débouchés. De même que l'automobile, au plateau technique impressionnant, avec son Bac Pro et son BTS maintenance des véhicules.

3300 m<sup>2</sup> d'ateliers au total permettent d'évoluer de façon pratique sur tous les segments d'activité, histoire de mieux coller au terrain, de répondre aux attentes des entrepreneurs et d'envoyer dans la vie active des jeunes, y compris en situation de handicap, qui trouveront des débouchés.

# Hameau de Montrieux : et au milieu coule une rivière

\* Havre de paix de l'âme au sein d'un écrin naturel et historique de 12 hectares, le Hameau de Montrieux cultive l'art de vivre, la vertu écologique et la ressource humaine en valeurs partagées. Un tiers-lieu bucolique et atypique.

Le Hameau de Montrieux trouve au fil du temps et au gré de son organisation originale son propre rythme, comme une rivière qui coule trouve le sien, naturellement. Tranquille, sauvage à souhait, offrant un équilibre choisi d'existence. Traversé par deux cours d'eau, alimenté par quatre sources, dont une l'alimente en eau potable et facilite son autonomie, situé sur le lieu-dit de Montrieux-le-Vieux signifiant « mont aux ruisseaux », ce lieu exceptionnel est surprenant de ressources, y compris humaines. Domaine des moines Chartreux au XII<sup>e</sup> siècle, hôtel-restaurant de référence pour le monde des lettres et des arts au XIX<sup>e</sup>, colonie de vacances et lieu de réception/restauration au XX<sup>e</sup>, il fait l'objet depuis 2021 d'un vaste projet philanthropique sociétal et environnemental.

## Art de vivre

« Le but de la vie est le développement personnel. Parvenir à une parfaite réalisation de sa nature, c'est pour cela que nous sommes tous ici », écrivait à propos de lettres le dramaturge et poète Irlandais Oscar Wilde. L'art de vivre cultivé désormais dans ce hameau de verdure de 12 hectares favorise pour le moins ce grand dessein, avec sa flore et sa faune d'une grande diversité, son potager, son approche en agroécologie ou permaculture, son élevage de chèvres, sa fromagerie, sa guinguette au bord de l'eau avec sa restauration maîtrisée (circuits ultra-courts), son espace de détente et de danse, ses bâtiments « historiques » (L'Orangerie Eiffel de 1920, La Cascade, ouvrage construit sur les ruines de l'ex-hostellerie de la Chartreuse), son hôtel de 21 chambres, ses

possibilités de séminaires et d'événements divers pour plusieurs centaines de convives (intérieur, extérieur), en banquets, cocktails, ses chemins de balades à pieds, à vélo, sa large programmation de loisirs, mais aussi de spectacles, ses résidences d'artistes...

## Éloge de la vertu

Ces nombreuses activités déclinées dans ce tiers-lieu bucolique sont organisées par un collectif de familles et d'amis qui a - et s'est - investi dans la perspective de créer un grand laboratoire du « faire société ensemble », selon Jacques Dehouck, coordinateur, cuisinier de formation, très impliqué dans les ressources humaines du projet, qui compte parmi les 8 salariés « touche-à-tout » sur les 15 permanents de la SAS Montrieux le Hameau. Le concept est simple, « 100 % des bénéfices sont réinvestis dans la structure qui met le lucratif au service du non lucratif », sachant, en outre, dans le



↑ Jacques Dehouck

même ordre d'idées, qu'un fonds de dotation œuvre pour faire venir des publics qui n'ont pas les moyens. Les salaires sont encadrés, la gouvernance est partagée et le modèle se veut vertueux par l'exemple, incluant bien entendu la protection environnementale.

La démarche est scientifique, sociologique, culturelle, éminemment écologique, proposant des escapades familiales en all inclusif d'un nouveau genre, ou plutôt retrouvant l'esprit d'enfance, d'antan aussi, avec des veillées musicales le soir, des moments ludiques la journée. Le prétexte à faire société cherche puis trouve ses coins de bonheur, tandis que le hameau devient havre de paix. « Nous sommes un espace hybride alors qu'il n'existe que des endroits marchands pour se rencontrer. Nous tentons autres chose », évoque avec force de conviction Jacques Dehouck, qui est aussi historien, en l'occurrence des civilisations modernes. L'association « Montrieux pour tous » chapeaute tout cela, veille à l'harmonie globale, dans la mixité de publics et l'ouverture expérimentale, essaie de le faire mieux connaître, chacun étant persuadé que tout le monde a besoin du hameau, mais qu'un tel lieu pas comme les autres a besoin pour sa part de quelques explications de texte.

« Bienheureux ceux  
qui, comme la rivière,  
peuvent suivre leurs  
cours sans sortir de  
leur lit »

paraphrase d'Albert Camus

## Gestion partagée

Si cet écrin en cœur de Provence Verte sort du cadre, son fonctionnement aussi, fondé sur le principe de la sociocratie, système auto-organisé de gestion, collectif et partagé, reposant sur un corpus de valeurs communes définies. Pas de hiérarchie, les responsabilités sont réparties en fonction des appétences, des aptitudes, de la motivation à faire, dans l'enthousiasme et la convivialité, ce qui n'empêche pas l'efficacité. Des jeunes repérés avec France Travail ou avec l'École de la 2<sup>e</sup> Chance de l'UPV bénéficient aussi dans le cadre de formations spécifiques de cette école de la vie, qui s'érige conjointement en incubateur de compétences. « Nous essayons d'écrire la meilleure histoire avec eux », affirme encore Jacques, arborant son sourire bienveillant, considérant que leur libre-arbitre fera le reste. C'est bien connu, les petits ruisseaux font les grandes rivières...



# Stages de seconde : réussir collectivement la première !

\* Cette année, pour la première fois, tous les élèves de seconde générale ou technologique vont devoir faire un stage d'observation en milieu professionnel du 17 au 28 juin, durant deux semaines. 8 500 lycéens sont concernés dans le Var. Le MEDEF Var et l'UPV soutiennent cette initiative et encouragent les entreprises à s'engager.

Stages obligatoires pour les secondes, ainsi en ont décidé nos gouvernants, constatant notamment que tous les pays qui réussissent mieux que nous sur l'orientation prévoient beaucoup plus de stages pour leurs élèves. En Autriche, aux Pays-Bas, en Suède, par exemple, c'est parfois 5/6 semaines de stages organisés sur la scolarité. Nous avons en France le stage de 3e qui est utile, mais cela paraît insuffisant.

Le stage de juin pour les élèves de seconde aura lieu dans une entreprise, une administration, une association, si possible en lien avec le projet professionnel du jeune, pour une meilleure cohérence avec les études, les aspirations, les spécialités envisagées pour la classe de première. Le MEDEF, suite à sa réception le 14 novembre du ministre de l'Éducation Nationale, Gabriel Attal, devenu entretemps Premier Ministre et qui demeure très présent sur le sujet, s'est engagé dans ce grand dessein d'acculturation au monde économique.

Le MEDEF Var, que préside Stéphane Benhamou, et l'Union Patronale du Var, que préside Véronique Maurel, ont pris le relais à l'échelle du département, afin d'aider les jeunes à construire leur avenir. Ainsi, le 11 avril dernier, en partenariat avec l'Académie de Nice, l'UPV a accueilli quelque 120 élèves de seconde à la faveur d'ateliers d'aide à la recherche de stage. Des chefs d'entreprises se sont relayés toute la journée pour ce faire, afin d'échanger, de conseiller au mieux.

## Sens de l'engagement

Parmi les témoignages relevés in situ ce jour-là, selon Isabelle Galent, responsable de l'agence Team Interim de Toulon, « les jeunes n'ont pas la perception économique d'une structure et de la représentation des entreprises. Leur expliquer ce qui est important, dans l'organisation, dans le savoir-faire et le savoir-être, cela les éclaire un peu et leur donne une expression vivante de la nature d'une entreprise ». D'après Maria-Carolina Rincon Villalobos, Veolia Eau, dont elle gère les ressources humaines à Toulon, « accueille près de 60 stagiaires par an dans le Var.



Nous espérons que cette opération nous permettra de recevoir en stage au moins deux élèves de seconde en juin ». En outre, Uman « propose chaque année des stages d'immersion », jouant son « rôle d'employeur responsable dans le développement et l'accompagnement des futurs actifs », affirme la chargée de mission RH-recrutement du groupe à Toulon, Selma Bachir.

8500 lycéens de seconde comptent sur les entreprises du 17 au 28 juin. Pour cela et pour préparer ensemble les emplois de demain, inscrivez-vous sur [www.ljeunelolution.gouv.fr](http://www.ljeunelolution.gouv.fr) (site national), en scannant le QR Code pour accéder au guide pratique ou en prenant contact avec l'UPV: 04 94 09 78 87 – [r.shehu@upv.org](mailto:r.shehu@upv.org).

« Nous sommes au service de l'intérêt général. C'est nous qui le portons, c'est tout le sens de notre engagement », revendiquait Stéphane Benhamou le 12 décembre dernier lors de la cérémonie des TOP 500 de l'UPV, devant 500 personnes, dont le président national du MEDEF, Patrick Martin. « Engagez-vous », prône-t-il de concert avec Véronique Maurel dans la perspective de ce rendez-vous avec les stagiaires.

Pour répondre à l'attente des secondes, il s'agit d'abord de passer la première!

Retrouvez la tribune de Stéphane Benhamou, président du MEDEF Var, publiée dans Nice-Matin le 12 mai dernier :



# « La QVCT de A à Z ou le bien-être à la lettre »

\* Bien-être ou ne pas être, telle est désormais la question qui se pose et que se pose l'Union Patronale du Var à travers un livre blanc sur la qualité de vie et des conditions de travail, « QVCT de A à Z, ou le bien-être à la lettre », remis à la ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités, Catherine Vautrin, par la présidente de l'UPV, Véronique Maurel.

Depuis son entrée en vigueur le 31 mars 2022, la qualité de vie et des conditions de travail (QVCT) prend ses marques (employeur) dans le cadre de la loi « santé au travail ». Une dizaine d'années après l'accord interprofessionnel du 19 juin 2013, qui actait l'arrivée de la QVT dans notre pays, le législateur a repris la main pour mieux créer les « conditions » de la réussite. La nouvelle réalité déclenchée par la crise Covid a nécessité de repenser le concept pour mieux changer de paradigme, afin de monter individuellement et collectivement vers celui du bien-être.

Certes, ce n'est pas la QVCT qui préside à la conduite des affaires dans l'entreprise, mais elle constitue une valeur ajoutée indéniable pour améliorer les performances économiques et sociales, savoir sur quel levier agir s'agissant de la gestion des ressources humaines et de la meilleure façon de « marché ». Une boîte à outils de management qui interroge le cadre, permettant de décoder les nouvelles attentes.

Le caractère « très important » du travail s'est effondré en 30 ans, passant de 60 % en 1990 à 21 % en 2022 (IFOP) ; le CDI ne fait plus rêver ; la quête de sens transforme en Graal les entreprises à mission qui ne sont pas légion et impose aux autres de faire leur introspection écologique ; le télétravail introduit la donnée « domicile » dans l'espace et le temps ; l'hybridation gagne des galons puisque près de la moitié des salariés seraient prêts à alterner free-lance



↑ Anissa Payan, Olivier Réal, Clara Semenzato, Isabelle Innocenti

et activité en entreprise ; l'enjeu prédominant est l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle...

## Donner des perspectives à l'horizon

Les symptômes sont là, concourant à la suite d'une forte pression à une dépression. Aux antipodes de l'épanouissement au travail pour profiter de la vie, certains ne veulent même plus travailler. Tous les secteurs sont en tension et les départs en retraite des derniers baby-boomers devenus papy-boomers accélèrent les besoins.

Autant de maux sur lesquels les mots peuvent avoir prise pour piquer la crise de (dé)croissance de la

ressource humaine et la surmonter durablement. Dans ce contexte, l'enjeu de ce livre blanc en vaut la chandelle et les éclairages de l'Union Patronale du Var s'appuient sur l'expérience scientifique, technique, empathique, éprouvée sur le terrain de son service Enosys d'assistantes sociales et de psychologues du travail.

Fondée en 1937 sur le social et la médecine du travail, dans la continuité des premiers congés payés et avant le CNPF sur le plan national, l'UPV a un coup d'avance dans ce domaine pour inciter les entreprises à s'engager ainsi, ajoutant la QVCT à ses valeurs non par obligation mais par choix stratégique. Un engagement fort, militant, éthique.

Cette préoccupation du bien-être se prend au pied de la lettre à dessein de la décliner de A à Z, élargissant le champ des possibles et le rendant accessible. Par la réflexion, 100 fois sur le métier nous avons remis cet ouvrage. Notre parti pris est de donner des perspectives à l'horizon. Sachant que l'horizon en question est cette ligne imaginaire qui s'éloigne lorsque l'on avance, le chantier semble infini. Raison de plus pour commencer tout de suite.

« QVCT de A à Z, ou le bien-être à la lettre », ouvrage paru aux « éditions capculture » du groupe Charlemagne. En vente dans les librairies de Toulon, La Seyne, La Valette, Hyères, Fréjus et sur le site:



Un livre est offert à chaque adhérent de l'UPV, à récupérer au siège toulonnais et/ou dans les délégations de Brignoles, Draguignan, Fréjus, Saint-Tropez. Plusieurs conférences sont prévues par les auteurs dans l'ensemble du Var.



↑ Véronique Maurel, présidente de l'Union Patronale du Var, a remis l'ouvrage à la ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités, Catherine Vautrin

## La QVCT prend de l'auteur(s)

Ce livre blanc est l'œuvre partagée du journaliste et auteur Olivier Réal, directeur de l'information de l'Union Patronale du Var, avec les expertes d'Enosys, service social « maison », Clara Semenzato, psychologue du travail, les assistantes sociales Anissa Payan et Isabelle Innocenti. Il projette le nouvel âge du monde du travail sous le prisme de l'entreprise et de ses réalités.

# MEDEF et CPME s'opposent au CETU obligatoire

✱ Contrairement à l'U2P, le MEDEF et la CPME ont refusé à l'unisson de participer à la négociation sur le compte épargne temps universel (CETU) obligatoire et les reconversions professionnelles. Le MEDEF et la CPME regrettent ce coup porté au dialogue social interprofessionnel auquel ils sont fondamentalement attachés.

La négociation interprofessionnelle sur le nouveau « pacte de la vie au travail » avait, entre autres, comme étude la création d'un compte épargne-temps universel (CETU). Le compte épargne-temps (CET) permet actuellement aux entreprises de proposer à leurs salariés de mettre de côté - dans le cadre fixé par la loi et les conditions négociées dans l'accord - les congés ou RTT non pris afin d'en bénéficier plus tard ou de les monétiser. Un certain nombre d'entreprises se sont librement emparées de ce dispositif, ouvert à qui le veut, et qui bénéficie déjà à ce jour à environ 20 % des salariés français.

L'articulation du CETU avec les comptes épargne temps existants posent de nombreuses questions pour les entreprises concernées. Par exemple, dans le CET classique, comme il en existe actuellement, l'entreprise procède par provisionnement des droits placés et conserve les fonds afférents. Le CET universel impliquerait un transfert de trésorerie vers l'organisme gestionnaire, la Caisse des Dépôts et Consignations.

## Et le pacte « s'est tu »...

Le MEDEF et la CPME ont annoncé le lundi 15 avril dans un communiqué commun qu'ils ne participeront pas à la négociation initiée par la troisième organisation patronale, l'U2P, sur le compte épargne

temps universel obligatoire et les reconversions professionnelles.

Le MEDEF et la CPME regrettent ce coup porté au dialogue social interprofessionnel auquel ils sont fondamentalement attachés. Les deux syndicats ont affirmé dès le départ, et sans aucune ambiguïté, leur opposition à la volonté du gouvernement de mettre en place un CETU « obligatoire, opposable et portable », applicable à toutes les entreprises. Cela poserait de trop grandes difficultés notamment aux plus petites entreprises. Chaque entrepreneur doit rester libre d'instaurer ou non un CET.

## Nouveau casse-tête

Le MEDEF et la CPME restent fidèles à leur ligne pragmatique et à leurs seuls objectifs : la compétitivité des entreprises et l'emploi. Ils ne souhaitent pas participer à une discussion visant explicitement à instaurer une nouvelle obligation pesant sur les entreprises alors que l'heure était, semble-t-il, à la simplification.

Initiée par l'U2P du côté patronal, la négociation interprofessionnelle sur le CETU et les reconversions professionnelles a débouché, le 23 avril, sur deux projets d'accords distincts, ouverts à la signature jusqu'à la mi-mai, et dont les dispositions pourraient être reprises, en totalité ou en partie, par le



## Nouveau casse-tête en perspective

gouvernement dans le projet de loi Travail II, attendu à l'automne.



Selon le projet d'ANI (Accord national interprofessionnel), le CETU serait ouvert à toute personne âgée d'au moins 16 ans occupant un emploi salarié. Droit attaché à la personne, il ne pourrait être actionné qu'à l'initiative du salarié et serait fermé au moment de la liquidation de sa pension de retraite. Le CETU s'appliquerait ainsi à toutes les entreprises, indépendamment de leur taille, de leur secteur, de leur spécificité, passant outre toute négociation. Il n'aurait néanmoins pas pour effet de remettre en cause les dispositifs des CET existants, créés par voie d'accords d'entreprise ou de branche.

Si ces dispositions sont adoptées, cela promet un nouveau casse-tête pour les entreprises qui se remettent déjà à peine du raz-de-marée provoqué par l'évolution du droit à congés pendant les arrêts maladie...

# L'indicateur climat, nouveau baromètre de la Banque de France

\* Les risques climatiques sont devenus un enjeu majeur pesant sur l'activité économique et financière. À défaut de cotation verte, la Banque de France déploie un indicateur climat à destination des entreprises permettant d'évaluer le niveau d'exposition à ces risques.

La Banque de France est pionnière sur les risques climatiques, se nourrissant notamment des données et analyses du réseau mondial pour le verdissement du système financier, plus connu sous le nom de Network for Greening the Financial System (NGFS), regroupant 114 banques centrales et superviseurs financiers depuis 2017. Le secrétariat de ce réseau étant hébergé par la Banque de France qui est, en outre, la plus engagée du G20 pour le climat.

Au chapitre des missions issues de la loi Industrie Verte, le Comité de Financement de la Transition écologique a souhaité le 12 juillet 2023 lui confier la définition d'un mécanisme national d'Indicateur Climat pour les entreprises, tandis qu'un amendement au Code Monétaire et Financier lui a donné la base légale pour collecter et diffuser des données de durabilité et évaluer l'exposition aux risques climatiques.

## Mesure de (la) maturité

Selon les appréciations croisées de Jean-Luc Moya, directeur de la Banque de France dans le Var, Geneviève Marc, directrice adjointe (à droite sur la photo du haut), et Camille Herveau, experte « maison » en analyses financières et climat pour le Var, « les risques climatiques ont un lien fort avec notre rôle de vigilance d'une part, ainsi que sur la politique monétaire et la stabilité financière d'autre

part. Dans le cadre de nos services à l'économie, l'intention est de mettre à disposition gratuitement un indicateur sur la maturité climatique ». Dès 2020, des réflexions ont été menées en ce sens, afin d'évaluer la stratégie de transition de l'entreprise et son exposition au regard de trois volets: un indicateur de transition, un indicateur de risques physiques, un indicateur de maturité.

S'agissant de l'indicateur de transition, en lien avec l'Adème et sa méthodologie ACT éprouvée en la matière, il s'agit de comparer la trajectoire de l'entreprise par rapport à son secteur, sur la base d'actions tangibles, et d'anticiper les normes qui vont s'imposer demain, impactantes financièrement. En fait, l'intention est d'accompagner les transitions et de limiter les contraintes d'un passage vers une économie bas carbone qui se dessine.

Les risques physiques sont les conséquences climatiques sur l'économie selon les zones géographiques d'exposition et leur niveau d'aléas climatiques. À chaque risque correspond un impact financier.

L'indicateur de maturité apprécie la prise de conscience par l'entreprise des enjeux et risques climatiques, son degré de préparation, d'expertise et de gouvernance, son degré d'implémentation par la mise en place d'actions concrètes.

## Projet structurant

Les années 2022 et 2023 ont permis de construire le process, de collecter des données, d'effectuer des tests de terrain, avancées poursuivies en 2024 dans trois secteurs d'activité ciblés, à savoir production d'électricité, transports, foncières, touchant environ 2000 entreprises en France, dont une quinzaine dans le Var et un peu plus d'une centaine en Provence Alpes Côte d'Azur (13 autres secteurs sont en test uniquement sur Paris). Le but est d'élargir progressivement, d'ici 2027, la démarche à 14 secteurs à fortes émissions de gaz à effet de serre couvrant 60 % de la problématique, soit 20 000 entreprises.

La collecte de données s'appuie pour les entreprises soumises à CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) sur le socle principal enrichi de questions complémentaires, et pour les autres par des questionnaires depuis l'espace Dirigeant de la Banque de France, à partir de fin 2025.

« Ce n'est pas une cotation verte, car nous n'avons pas d'historique sur les risques liés au climat, mais cela constitue un projet structurant qui répond à la fois à la demande des entreprises, des banques, des assureurs... », affirme Jean-Luc Moya. Sans intention de faire la pluie et le beau temps, l'indicateur climat de la Banque de France peut permettre d'anticiper nombre de tempêtes compte tenu du changement de paradigme en gestation.

« Anticiper nombre de tempêtes... »



# 50 ans de propreté des territoires pour Pizzorno Environnement

\* Fort de 50 ans d'expérience et de proximité dans la propreté des territoires (en l'occurrence au sein de 6 régions françaises), le groupe dracénois Pizzorno Environnement transforme durablement les déchets en ressources.

« Nous accompagnons la transition écologique des territoires et de leurs habitants, en zones urbaines denses, dans les milieux ruraux, dans les zones touristiques, sur un large spectre de métiers », résume Jean-Charles Devalle, directeur des affaires générales du groupe Pizzorno Environnement. Les métiers en question sont la collecte de déchet, son tri, la valorisation de la matière jusqu'à sa transformation en ressources (y compris énergétiques) dans des sites dédiés, la propreté, le transport...

C'est à Draguignan, par le transport de denrées alimentaires pour la boulangerie, que l'histoire a débuté il y a 50 ans à l'initiative d'un visionnaire, Francis Pizzorno, ex-apprenti boulanger. Une simple conversation, autour de la gêne occasionnée par l'accumulation de déchets dans la ville, avec le maire de l'époque qui lui signifie en substance de s'en occuper lui-même s'il trouve une solution, l'amène à relever le défi et à créer la première activité de collecte. C'est le véritable début de la grande aventure de la collecte de déchets pour petites et grandes collectivités, depuis le tout premier contrat de ville avec Flayosc, qui est toujours en cours, symbolisant la fidélité « maison ». Se sont ensuite greffées naturellement les activités diversifiées de traitement/valorisation des déchets, puis la propreté urbaine, considérant que le contrat avec Paris en 2000 marque un grand virage. « Dans notre secteur, nettoyer les Champs-Élysées, la plus belle avenue du monde, c'est le Graal ! », revendique fièrement Jean-Charles Devalle. Le succès appelant le succès, Toulon, Nice, Marseille, Lyon et bien d'autres comptent parmi les références multisectorielles.

## Qualité de vie...

Le groupe est aujourd'hui, au moment de fêter ses 50 ans, présent dans 6 régions françaises, Provence Alpes Côte d'Azur, Île-de-France, Auvergne Rhône Alpes, Hauts de France, Centre - Val de Loire, Grand Est, comptant 35 agences, 2504 salariés, 600 communes couvertes, 6,6 millions d'habitants desservis et affichant une forte croissance (264,6 millions de chiffre d'affaires en 2023 contre 226 millions l'année précédente). Et toujours avec son siège à Draguignan. La petite entreprise a tout d'une

↓ Le groupe Pizzorno Environnement veille à la propreté de la plus belle avenue du monde



grande, mais tient à garder ce lien de proximité forgé dans ses valeurs, vis-à-vis de ses clients comme de ses salariés. « Nous sommes à l'écoute des besoins de chacun, avec exigence et responsabilité, facilitant l'agilité, la réactivité, l'adaptabilité, tout en demeurant très attachés à une politique sociale exemplaire favorisant l'épanouissement personnel, à travers la formation notamment, l'insertion aussi, en particulier avec l'École de la 2<sup>e</sup> Chance de l'Union Patronale du Var. Sur 100 recrutements, 10 en moyenne sont issus de l'insertion. La très importante stabilité des équipes témoigne de la qualité de vie au travail chez nous, certains salariés ont 40 ans d'ancienneté ! Nous sommes une grande famille ».

Le magazine Capital a même placé en tête fin février Pizzorno Environnement dans son classement 2024 des entreprises préférées par leurs salariés dans la catégorie environnement, devant les géants du secteur. Une fierté là aussi, car cela contribue à perpétuer la « gloire » de son grand-père. Un attachement familial partagé avec sa mère Magali Devalle, fille unique de Francis Pizzorno, qui conduit depuis 2017 en qualité de présidente les destinées du groupe, avec son père et directeur général, Frédéric Devalle, avec son frère François, directeur d'exploitation dans le Golfe de Saint-Tropez, et potentiellement avec son petit frère Louis, encore à l'école.



↑ La famille Devalle, actionnaire majoritaire du groupe, François, Frédéric, Magali, Jean-Charles

« Propreté bien ordonnée commence par soi-même... »



← Sur le centre de tri et de valorisation du Muy

## ... et de villes

L'humain chevillé au corps, cette gouvernance familiale est la meilleure garante de l'ADN originel, l'environnement. Outre les certifications qualité Iso 9001, 14001, 45001 (sécurité), attestant au gré des audits d'une amélioration maintenue et continue, la mobilité durable s'est inscrite conjointement en première ligne de conduite puisque le groupe dispose d'une des flottes de véhicules propres les plus importantes de France (25 % d'un parc de 1400 unités en 2023). Une préoccupation essentielle, corrélée à l'approche globale, dans le cadre de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, dont on connaît l'impact sur le climat et la pollution de l'air.

Un demi-siècle après le transport de denrées pour les boulangers, l'esprit pionnier en économie circulaire demeure, l'envie d'innover aussi. Tant mieux, car pour accompagner la transition écologique, il y a toujours du pain sur la planche !

## \*entreprendre

Embarquement immédiat pour 2024 avec l'UPV ..	6
Café des entrepreneurs Made in PME au campus RCT .....	12
Charlemagne à livre ouvert... ..	24
PACA Participations : « mission » accomplie ...	28
L'UPV ne manque pas de « crédit » auprès de la Banque de France .....	38
Avec l'UPV, les indépendants ne sont pas seuls .....	44
Bexter surfe sur le net plus ultra ! .....	48
Soleil du Sud s'offre un nouveau toit .....	52
Sanary : pari tenu pour le Casino Vikings .....	58
Chef d'entreprise un jour, chef d'entreprise toujours .....	60
Sur la piste de l'Eco du Golfe .....	66
À Brignoles, l'UPV fait à nouveau la foire .....	74
Hameau de Montrieux : et au milieu coule une rivière .....	86
L'indicateur climat, nouveau baromètre de la Banque de France .....	94
50 ans de propreté des territoires pour Pizzorno Environnement .....	96

## \*en formation

Apprentissage, l'aide exceptionnelle reconduite .....	14
Les jeunes de l'E2C Var sur « l'autoroute » de l'insertion .....	22
Élan Jeunes 83, acte II, scène I .....	26
BTP/E2C : connaître le chemin ne dispense pas du parcours .....	40
L'IAE fait « l'union » avec les entreprises .....	62
Cybersécurité sur toute la ligne à l'ISEN .....	68
Service(s) gagnant(s) à l'ImSAT avec Gilles Moreton .....	72
Le lycée professionnel de La Cordeille valorise ses filières .....	84

## \*engagement

Toulon : un DU Service Public de la Justice Economique .....	16
Rémy Rouvier Reynier ou la passion d'entreprendre .....	42
FBTP 83 : Fabien Piersanti, nouveau pilote dans l'avion .....	80

## \*en qualité

Santé mentale au travail : une approche... clinique .....	20
Saint-Tropez : le (club) management, c'est la santé .....	32
Clara Semenzato : qui sait écouter peut être celle qu'on écoute .....	36
« L'Alim E2C » : l'épicerie solidaire lève le frein alimentaire .....	50
Audrey Laguens : qui a confiance en soi conduit les autres .....	70
« La QVCT de A à Z ou le bien-être à la lettre » .....	90

## \*en exergue

Prévention bien ordonnée au Tribunal de Commerce de Toulon .....	10
L'immobilier cherche à savoir où il habite... ..	18
Congés payés et maladie : la suite, en attendant la fin .....	34
Décollage le 4 avril pour l'Eco du Golfe .....	46
Simplification de la vie des entreprises, mythe ou réalité ? .....	56
Chose promise chose « DU » .....	78
Stages de seconde : réussir collectivement la première ! .....	88
MEDEF et CPME s'opposent au CETU obligatoire .....	92

# LOUEZ UNE SALLE POUR VOTRE BUSINESS



**Louée soit l'UPV !**

**Votre bureau clé en main**

**20 ESPACES**  
de 2 à 250 personnes



**L'Union Patronale du Var vous accueille pour vos réunions, séminaires, conférences... dans l'ensemble des territoires.**

**A Toulon, en centre-ville, idéalement situé à proximité de la gare TGV, différents espaces entièrement équipés sont à votre disposition.**

**Et aussi des salles de réunion à La Seyne-sur-Mer, La Garde, Brignoles, Fréjus, Draguignan et Cogolin.**

**Contact réservation :  
04 94 09 78 78 - [contact@upv.org](mailto:contact@upv.org)**

## A57 : ÉLARGISSEMENT À 2x3 VOIES



### FAVORISER L'EMPLOI ET L'INSERTION : OBJECTIFS DÉPASSÉS !

En 2020, avant le lancement des travaux, une convention de partenariat pour l'emploi a été signée entre la Préfecture du Var, la Métropole Toulon Provence Méditerranée, la Maison de l'Emploi Provence Méditerranée, France Travail et VINCI Autoroutes. L'objectif : profiter de l'opportunité du chantier pour permettre à des publics éloignés de l'emploi de trouver ou retrouver durablement le monde professionnel. **Après trois années d'activités, les objectifs initialement fixés ont d'ores et déjà été dépassés !**

**Toutes les entreprises du groupement travaillant sur le projet, sous l'impulsion de VINCI Autoroutes, s'engagent à promouvoir l'emploi et à lutter contre l'exclusion via une clause sociale d'insertion.** Chaque entreprise met en place des actions pour aider les personnes en difficulté à revenir dans le monde du travail et à se former également.



Dans le cadre de journées dédiées à l'emploi, ce chantier d'envergure a également accueilli plus des 350 personnes issues de l'opération des coulisses du BTP, de l'école de la 2<sup>e</sup> chance du Var, de plusieurs écoles d'ingénieurs ou encore du programme des entreprises éphémères. L'objectif étant de faire découvrir la diversité des métiers et de susciter des vocations grâce à la mobilisation des équipes de l'entreprise NGE et de VINCI Autoroutes.

Pour en savoir plus,  
retrouvez tous les détails  
du chantier sur notre site.

[a57-toulon.fr](http://a57-toulon.fr)

### À DÉBUT 2024

Plus de **126 000**  
HEURES D'INSERTION GÉNÉRÉES  
sur **188%**  
le chantier, soit **D'AVANCEMENT** par rapport  
aux engagements initiaux

**180** CONTRATS  
depuis le démarrage  
du chantier, dont  
**111** toujours en poste  
depuis 2023

**90%** sont issus du territoire  
toulonnais, dont  
**30%** des Quartiers  
Prioritaires de la Ville

Près de **5 000**  
HEURES DE FORMATION  
COMPTABILISÉES  
au titre de l'insertion